

17 octobre (Express)

[https://www.lexpress.fr/actualite/societe/ecole-la-pensee-critique-sacrifiee-sur-l-autel-de-la-tolerance-par-abnousse-shalmani\\_2181495.html](https://www.lexpress.fr/actualite/societe/ecole-la-pensee-critique-sacrifiee-sur-l-autel-de-la-tolerance-par-abnousse-shalmani_2181495.html)

L'Express, no. 3719

France Sans détour DOSSIER SAMUEL PATY, jeudi 13 octobre 2022 759 mots, p. 40

## Ecole : la pensée critique sacrifiée sur l'autel de la peur et de la « tolérance »

ABNOUSSE SHALMANI

L'islamisme gagne du terrain à l'école. Parce que nous manquons de courage collectif et que nous avons cessé de défendre l'instruction et la discipline.

L'assassinat barbare de Samuel Paty marque un tournant. Pour les défenseurs de la République, mais aussi pour ses ennemis. Après **Mohammed Merah, après Charlie Hebdo, l'Hyper Cacher, les cafés parisiens et le Bataclan, après le père Jacques Hamel, mais aussi le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, et tant d'autres trop d'autres**, un professeur égorgé en plein après-midi à quelques mètres de son lycée fut un choc assez grand pour s'armer ou capituler. Le président de la République avait alors imaginé une cérémonie à la hauteur de la tragédie, et tous ceux qui s'égosillaient à montrer du doigt le danger de l'islamisme ont repris espoir. Deux ans plus tard, il est déjà l'heure des comptes. Et ils sont au rouge écarlate. **C'est dire si l'énième retournement de veste d'Emmanuel Macron sur la laïcité est grave.**

Dans son dernier essai, **La Jeunesse française, l'Ecole et la République, Iannis Roder** nous apprend que **des élèves utilisent avec une légèreté qui fait froid dans le dos l'expression « Je vais te faire une Samuel Paty »**. Il est instructif de noter que **Roder, professeur en Seine-Saint-Denis, a contribué à l'ouvrage collectif Les Territoires perdus de la République, publié en 2002, qui, déjà, sonnait l'alarme.** Est-ce tout ce qui reste d'un professeur de la République égorgé pour avoir accompli son travail soit instruire ses élèves?

**Rien ne va plus dans l'école de la République : il n'est plus question d'enseignement, mais de conversations entre professeurs et élèves, plus question de laïcité mais d'identité, plus question de ministère non plus.** Le ministre de l'Éducation préfère parler d'éducation sexuelle certes indispensable, mais pas censée être un outil pour promouvoir « l'égalité entre les enfants », celle-ci étant acquise en France **plutôt que de se pencher sur les retards accumulés par les élèves, incapables de lire et comprendre un texte** et qui préfèrent s'en prendre à l'auteur d'un texte proposé au bac, en l'occurrence Sylvie Germain, avec un torrent d'insultes mal orthographiées et sans aucun sens grammatical. **Quand le ministre de l'Éducation ne s'inquiète pas d'instaurer une égalité qui existe déjà, il s'envole pour les États-Unis, où il détruit le modèle universaliste français en s'offusquant que la question des races ne soit pas présente dans le débat français.** Pour un homme ayant bénéficié à plein régime du système républicain, c'est une insulte à la France.

Pendant ce temps-là, l'islamisme gagne l'école, **le terrain de l'instruction étant abandonné, les élèves étant sommés de venir en classe avec leur « expérience », la hiérarchie étant en miettes, les jeunes s'ennuyant vite et ayant l'indignation facile, le voile devient le symbole de leur antiracisme, la tolérance leur mot d'ordre. Ajoutons-y la peur,** l'ingrédient indispensable qui a permis à l'islamisme de passer pour un humanisme.

**L'école est un espace qui permet d'échapper à sa culture familiale, de se voir offrir non seulement le savoir, mais la pensée critique :** « Il leur apprenait qu'il n'était pas besoin d'être Al Capone pour transgresser, mais qu'il suffit de penser. **Dans la société humaine, penser est la transgression la plus radicale.** Puis se servant de ses jointures pour marteler chaque syllabe sur son bureau : **"la pen-sée cri-tique, voilà la subversion absolue" », écrit Philip Roth de son professeur dans J'ai épousé un communiste.** Parce que la culture classique a soudain été considérée comme discriminatoire, parce que le respect mal placé a servi de moteur à déculturation, **la pensée critique, celle que tentait d'inculquer Samuel Paty à ses élèves, est devenue si transgressive qu'elle a été sacrifiée sur l'autel de la peur. Que des élèves d'obédience musulmane s'organisent pour contourner la loi et se présenter à l'école en voile, abaya ou qamis dans des proportions délirantes dit surtout leur inculture : ce**

**n'est pas leur culture d'origine qu'ils revendiquent, mais l'effacement de celle-ci au profit de l'islamisme, qui, à défaut d'une umma réelle, mise sur une umma de l'esthétique par la généralisation de l'uniforme islamiste.**

L'école a perdu le jour où les politiques ont cessé de voir le Français en devenir dans l'immigré ; l'école est devenue le terrain de jeu des islamistes le jour où le seul horizon du contrat social ne fut plus que la **tolérance**. Tolérer, c'est permettre quelque chose qui ne soit pas conforme à la loi, c'est supporter quelque chose que l'on trouve désagréable et injuste. Samuel Paty est mort de tolérance.

**Abnousse Shalmani, engagée contre l'obsession identitaire, est écrivain et journaliste.**

17 octobre (Express)

[https://www.lexpress.fr/actualite/idees-et-debats/affaire-bayou-les-louves-alpha-et-le-syndrome-de-medee-par-gerald-bronner\\_2181461.html](https://www.lexpress.fr/actualite/idees-et-debats/affaire-bayou-les-louves-alpha-et-le-syndrome-de-medee-par-gerald-bronner_2181461.html)

jeudi 13 octobre 2022

## Affaire Bayou : les « louves alpha » et le syndrome de Médée

GÉRALD BRONNER, sociologue et professeur à la Sorbonne Université.

**Gare à ce que le châtement qu'inspire un comportement ne devienne pas une abjection morale supérieure à la faute qu'il est censé punir.**

L'affaire Julien Bayou a créé un malaise jusque dans les rangs de ceux qui soutiennent à juste titre la volonté de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes dans la société française. Ce trouble apparaît notamment à la lecture du dossier que Libération a proposé à ses lecteurs dans son édition du 1er octobre. On y apprenait que le secrétaire national démissionnaire d'EELV était « pisté » depuis longtemps par un groupe de militantes dont certaines avaient entretenu avec lui des relations intimes. De l'aveu même de Sandrine Rousseau qui conféra, par ses déclarations télévisées, une lumière nationale à l'affaire, il n'y a rien de pénalement répréhensible dans ce qui est reproché à Bayou. Il convient de rester prudent car on ne sait pas grand-chose des « violences psychologiques » dont il se serait rendu coupable. Libération nous apprend que plusieurs femmes lui reprochent son immaturité, son inconstance et le fait qu'il profite de son prestige pour séduire. Tout cela donne surtout l'impression que le niveau de violation des règles morales à partir duquel des indignations collectives s'expriment a beaucoup baissé.

Comme une étude publiée en 2018 dans la revue Science le montre, dans certains contextes, il en faut de moins en moins pour que les individus s'indignent de plus en plus! Ainsi, l'une des expérimentations présentées dans l'article demandait aux sujets de distinguer des visages menaçants d'autres visages exprimant une émotion différente. A mesure de l'expérience, les visages menaçants étaient numériquement moins présents. Imperceptiblement, les sujets changeaient leur appréciation pour considérer des visages neutres comme inquiétants. Les mêmes résultats furent obtenus pour des considérations éthiques. Les sujets, confrontés à des demandes immorales de plus en plus rares, ont commencé à considérer des énoncés parfaitement anodins comme violant des règles éthiques. Il ne s'agit donc pas de douter de la sincérité des militants qui s'indignent mais de se poser la question des normes que nous désignons comme acceptables collectivement avant de jeter un individu au feu de la rage collective. Ces normes sont un bien commun, ce sont elles qui rendent respirable ou irrespirable l'oxygène social. L'escalier de la radicalité collective commence par des marches si petites que nous ne nous apercevons pas que nous sommes en train de les gravir.

Parmi le collectif de femmes qui voulaient régler leur compte avec Julien Bayou, quelques-unes se désignaient comme étant des « louves alpha ». Cette expression, exprimant à la fois la puissance et la férocité, ressemble à s'y méprendre au genre de totems qu'invoquent ceux qui ont besoin de se venger de quelque chose. A ce titre, il me fait penser à Médée, personnage bien connu et terrifiant de la mythologie grecque. Elle a des arguments pour plaire aux plus radicales des militantes de l'écoféminisme puisqu'elle était un peu sorcière. Souvenons-nous que c'est grâce à ses pouvoirs magiques qu'elle aida Jason à réaliser d'impossibles exploits pour obtenir la Toison d'or. La magicienne de Colchide sacrifia tout pour Jason dont elle était tombée follement amoureuse. Elle trahit en premier lieu son père, le roi Eétès, détenteur de la Toison et qui n'avait aucune intention de la céder. Elle s'échappa avec les Argonautes, favorisant leur fuite en dépeçant Absyrtos, son propre frère, pour ralentir les poursuites des partisans de son père. Médée accepta même de faire assassiner Pélias, usurpateur du trône qui devait revenir à Jason, par ses propres filles dans des conditions horribles. Après tous ces meurtres inspirés par l'amour, Médée et Jason vécurent paisiblement à Corinthe et eurent ensemble deux garçons Merméros et Phérès. Tout aurait pu bien se terminer si Jason n'était pas tombé amoureux d'une autre femme, Créuse, la fille du roi Créon.

Anéantie par cette trahison, Médée va donner libre cours à sa colère. D'abord, elle assassina sa rivale, son roi de père, et incendia le palais royal. Mais poussant jusqu'à la folie pure sa passion vengeresse, elle poignarda même ses deux enfants, voulant punir Jason jusqu'à éradiquer sa descendance. Ce n'est qu'un mythe mais puisqu'on peut toujours tirer d'une fable une forme de sagesse, **prenons garde à ce que le châtement qu'inspire un comportement ne devienne pas une abjection morale supérieure à la faute qu'il est censé punir.**

17 octobre (Express)

[https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/la-reindustrialisation-victime-collaterale-de-la-guerre-en-ukraine\\_2181674.html](https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/la-reindustrialisation-victime-collaterale-de-la-guerre-en-ukraine_2181674.html)

L'OEIL DE L'EXPRESS, jeudi 13 octobre 2022 441 mots, p. 12

## La réindustrialisation, victime collatérale de la guerre en Ukraine

BÉATRICE MATHIEU

**Avec la flambée des coûts de l'énergie, une nouvelle carte de la mondialisation est en train de se dessiner.**

Ce devait être une vitrine. Mieux, l'exemple à suivre dans la rude bataille pour réindustrialiser le pays. En 2019, l'équipementier aéronautique Safran annonçait un investissement industriel majeur à Feyzin, dans le Rhône, à une quinzaine de kilomètres de Lyon. Un projet à 250 millions d'euros pour construire de toutes pièces une usine ultramoderne de fabrication de disques de freins carbone pour l'aviation. Près de 200 emplois étaient promis. Las!, la pandémie a retardé le chantier de près de deux ans. Et maintenant ce sont la guerre en Ukraine et la flambée des prix du gaz et de l'électricité qui pourraient l'enterrer. Dans une subtile paraphrase, l'un des dirigeants de Safran a déclaré récemment que, dans le contexte européen actuel, « il pourrait ne pas être forcément rationnel de choisir la France »... Autant dire que Feyzin attendra encore pour voir une nouvelle usine fleurir sur son territoire.

A qui profite le crime? Aux Etats-Unis, où le groupe français pourrait ouvrir son nouveau site. Il y aura d'autres Feyzin, dans la chimie, l'aluminium, le verre, la sidérurgie : l'Amérique apparaît comme la gagnante du choc énergétique qui secoue le Vieux Continent, et pas seulement parce que nous lui achetons au prix fort des millions de mètres cubes de gaz naturel liquéfié. En septembre, le prix de marché du gaz a été 7 fois plus élevé en Europe qu'aux

Etats-Unis. L'écart n'était que de 2 en 2019, d'après les calculs de Rexecode. Dans des pans entiers de l'économie, la compétitivité européenne est balayée malgré la dépréciation rapide de l'euro face au dollar. Alors que les bruits de bottes sont de plus en plus menaçants aux portes de l'UE, la réindustrialisation pourrait être la victime collatérale du conflit. Mezza voce, une nouvelle carte de la mondialisation se dessine. Pendant des décennies, le coût de la main-d'oeuvre a dicté la localisation des usines. Demain, ce sont ceux de l'énergie qui feront la différence. La question est sur la table de tous les états-majors des grands groupes industriels européens.

A cela, l'Allemagne a répondu par une aide de 25 milliards d'euros pour les sociétés les plus énergivores, soit près de 250 00 sociétés, et travaille sur une aide qui bénéficierait à toutes les PME... Pour l'heure, la France qui a déjà mis sur la table un peu plus de 40 milliards d'euros pour le « bouclier tarifaire » des ménages, s'y refuse. Trop cher pour les finances de l'Etat, répond Bercy. C'est oublier que le consommateur, c'est aussi le salarié.

17 octobre (Le Monde)

<https://www.nytimes.com/2022/10/15/opinion/oil-energy-crisis-van-gogh.html>

ROSS DOUTHAT

## The Contradictions of Climate Activism

Oct. 15, 2022



A Just Stop Oil protester in London last week. Credit...Henry Nicholls/Reuters

By [Ross Douthat](#) Opinion Columnist

On Friday morning two young women approached Vincent van Gogh’s “Sunflowers,” on display in the National Gallery in London, and hurled tomato soup across the blooms, before gluing themselves to the gallery wall.

The two activists were part of a climate-protest outfit with an illuminating name: Just Stop Oil. Celebrating their vandalism, the group [declared](#) that the “disruption is in response to the government’s inaction on both the cost of living crisis and the climate crisis,” and that it was deliberately timed to protest both the “launch of a new round of oil and gas licensing” and “an energy price hike” that threatens to throw “almost 8 million households” into “fuel poverty.”

It’s a mistake to demand perfect consistency from activists, but if you read the preceding paragraph carefully you will note a certain tension. The activists are protesting both the expansion of energy supply, on the grounds that fossil fuels are pushing the world toward climate apocalypse, and the energy supply’s constriction, on the grounds that higher prices are cruel to struggling households.

This tension has always lurked beneath the surface of left-wing climate activism, whose vision often imagines rich societies accepting a certain austerity, a retreat from the growth mentality of capitalism, a simpler, more ecologically wholesome way of life ... while *also* imagining that somehow this austerity will fall only on the greedy rich and consumerist upper middle class, while the poor and working class experience the post-capitalist, de-growth future as more affordable, not less.

But in the energy crisis of 2022, this tension is no longer merely theoretical, an obvious crack running through a crystalline utopia. **Thanks to Vladimir Putin’s war and its attendant shocks, we are getting a version of the just-stop-oil world:** immediate unavailability of normal flows of energy, forced transitions to alternative fuels, a price on oil and gas that’s closer to what the most aggressive advocates of energy taxes would argue is appropriate, given global warming’s threat.

This reality has been acknowledged widely, but in a tone of optimism, with various European authorities and experts casting the crisis as a green-energy opportunity, the push that the continent needs to further decarbonize itself. (The made-for-Twitter placement of Putin atop Politico Europe's Green 28 rankings is a puckish example of this mind-set.)

But the incommensurate demands of the van Gogh vandals are a better guide to the new reality than the green-future optimism of officialdom. Yes, the world has made great progress on alternative energy, which is one reason climate change's existential risks have dropped meaningfully in recent years, with worst-case scenarios becoming much less likely than before.

This progress, though, has only been possible without declining living standards because of the continued extraction of oil and gas, the reliable foundation on which the more variable benefits of wind and solar rest. **And to the extent that Western leaders have pushed further in the just-stop-oil direction, by limiting drilling or fracking or pipeline construction, they have made their societies more vulnerable to exactly the kind of shock that has now arrived.**

The result is likely to be an object lesson in why just-stop-oil is a disastrous answer to the problem of a warming world. **It's not just that instead of a harmonious eco-future we're likely to get a poorer Europe burning more coal and wood and suffering further populist disturbances.** It's also that when higher energy prices fall hard on citizens of a wealthy country like Britain, they fall even harder on the world's developing economies, which in time of shortages will be simply outbid for energy.

If unaffordable energy destabilizes Western politics, in other words, we should expect even more destabilization in blackout-beset nations like Bangladesh and Pakistan, which are currently struggling to afford the rising price of liquefied natural gas.

This reality distills the whole challenge of climate change mitigation. As activists point out, the **dangers of rising temperatures are unevenly distributed**, with parts of the developing world facing the starkest environmental threats.

**But the dangers of an economic slowdown, an age of green austerity, are also unevenly distributed**, and the African and Asian countries playing catch-up have much more to lose, relative to developed economies, from a future that's safer from floods and heat waves but much poorer than it otherwise might be.

Similarly, **Europe**, more economically stagnant than the United States and more maxed-out on oil-and-gas restrictions, **has more to lose than we do from the greener, poorer, colder world that Putin's war has ushered in.**

For a long time those of who are lukewarm about the climate-change debate — accepting the reality of warming, but doubting the sweeping policies proposed in response — have had to reckon with a reasonable question: *What's the harm of a little overreaction in the face of such grave long-term risk?*

**In 2022, though, the answer is that those harms are here and their costs are ready to be paid upfront — paid by poorer people and poorer countries, especially, but by all of us for as long as the just-stop-oil movement gets a version of its wish.**

*Ross Douthat has been an Opinion columnist for The Times since 2009. He is the author of several books, most recently, "The Deep Places: A Memoir of Illness and Discovery." @DouthatNYT · Facebook*

17 octobre (Le Monde)

## Energie : « L'Allemagne n'a aucun intérêt à faire cavalier seul »

[Chronique](#)

**Stéphane Lauer, Editorialiste**

Il est indispensable de trouver au niveau européen des mécanismes d'incitation à enclencher une transition énergétique pour mettre fin à notre dépendance aux énergies fossiles, estime Stéphane Lauer, éditorialiste au « Monde », dans sa chronique.

Publié aujourd'hui à 05h00, mis à jour à 09h16 Temps de Lecture 3 min.

« Tandis qu'en Ukraine le fracas des missiles russes s'intensifie, un autre vacarme, plus proche de nous, menace de se faire entendre dans les prochains mois. Il s'agit cette fois-ci d'un double vrombissement de l'autre côté du Rhin, le « *Doppel Wumms* » (littéralement « double vroum »), comme l'a baptisé Olaf Scholz. Le chancelier compare l'économie allemande à une grosse cylindrée, qu'il faut faire rugir à nouveau en appuyant sur la pédale d'accélérateur.

La première impulsion avait été donnée dans la foulée de la pandémie de Covid-19, avec l'injection de 130 milliards d'euros. Alors que l'Allemagne s'appête à entrer en récession en 2023, un second vrombissement est en préparation, à hauteur de 200 milliards d'euros. Cette somme est destinée à amortir les effets de la crise énergétique, notamment en allégeant le fardeau de la folle envolée des prix du gaz et de l'électricité, qui plombe le budget des ménages et les coûts des entreprises.

**Que l'Allemagne en ait sous le capot, personne n'en doutait.** Mais l'idée de faire vrombir son moteur en solo n'est pas du goût de ses partenaires européens. **Berlin est accusé de vouloir utiliser ses confortables marges de manœuvre budgétaires pour protéger sa compétitivité au détriment de ses voisins.** Une énième version de *La Cigale et la Fourmi* serait en train de s'écrire. Grâce à une gestion rigoureuse de ses finances publiques et une accumulation d'excédents budgétaires et commerciaux, la fourmi allemande dispose de moyens disproportionnés par rapport aux cigales française ou italienne, qui, en ces temps de bise énergétique, se retrouvent fort dépourvues.

Fenêtre de tir

**Mais un autre vent est en train de se lever. Celui d'un certain antigermanisme. Les Allemands sont suspectés de sacrifier les intérêts européens sur l'autel de leur égoïsme.** S'il ne faut pas sous-estimer les risques que fait peser ce fonds d'urgence, il convient d'en relativiser la portée et surtout de s'appuyer sur cette initiative pour accélérer la construction d'une politique énergétique européenne.

Les risques, d'abord. Ils ont été évoqués par deux commissaires européens, Thierry Breton et Paolo Gentiloni, qui mettent en garde contre « *une course aux subventions* » susceptible de « *remettre en question les principes de solidarité et d'unité qui sous-tendent notre projet européen* ».

**Mais avant de crier au loup, il faut se pencher sur ce que recouvre ce plan.** Premièrement, il s'agit avant tout de profiter d'une fenêtre de tir avant que les règles budgétaires allemandes, suspendues pendant la pandémie de Covid-19, ne soient réactivées à partir de janvier 2023. **L'idée est donc de dégager préventivement des capacités d'endettement dans la perspective d'un retour imminent de l'orthodoxie financière. C'est le droit légitime de l'Allemagne.**

Deuxièmement, l'utilisation des sommes court sur deux ans, ce qui doit être mis en regard des aides déployées dans d'autres pays sur la même période. Troisièmement, le détail du plan allemand doit être précisé d'ici à quelques jours. A ce stade, il est question de 90 milliards d'euros destinés à aider les entreprises et les ménages, auxquels s'ajoutent 30 milliards consacrés au sauvetage d'Uniper, l'opérateur gazier national. Reste à préciser comment sera dépensé le solde.

Seule certitude, l'Allemagne n'a aucun intérêt à faire cavalier seul. **« Il serait extrêmement contre-productif pour elle de provoquer une fragmentation économique en Europe. La première destination des exportations allemandes, c'est l'Union européenne ! »**, rappelle Simone Tagliapietra, économiste à l'Institut Bruegel, un groupe de réflexion. **Améliorer sa compétitivité sur le dos de ses partenaires reviendrait à se tirer une balle dans le pied.** L'argument est d'autant plus pertinent que **l'autre moteur des exportations allemandes, le marché chinois, est en train de caler [sur fond de ralentissement économique et de tensions géopolitiques avec l'Occident.](#)**

**Le défi que pose la crise énergétique à l'UE est tel que le chacun pour soi n'est pas une option. Les Européens payent aujourd'hui des décennies d'investissements dans les énergies fossiles, qui représentent aujourd'hui les deux tiers de ce qu'ils consomment, alors que le continent ne produit que 0,5 % du pétrole et 1 % du gaz mondial. Seule une action commune et concertée permettra de sortir de cette impasse, dans laquelle les Allemands portent une grande part de responsabilité.**

L'urgence consiste à résoudre la question du déséquilibre entre l'offre et la demande de gaz. C'est la condition pour que les cours se calment. A moyen terme, le rééquilibrage passe par le recours à des sources d'énergie décarbonées et par une meilleure efficacité énergétique. Sans une réduction de la demande, le marché européen du gaz restera sous tension.

**Croire que la hausse des prix finira par être endiguée par une surenchère de subventions nationales est une illusion. Cela ne fera qu'entretenir l'inflation sans résoudre notre dépendance aux énergies fossiles.** Il est indispensable de trouver au niveau européen des mécanismes de solidarité et d'incitation à enclencher une transition énergétique.

*« La principale mesure de solidarité ne devrait pas être de savoir si un pays de l'UE est prêt à soutenir financièrement d'autres pays, mais s'il conçoit son propre plan de soutien avec des incitations à réduire la consommation d'énergie, s'il agit pour favoriser toutes les options d'approvisionnement énergétique et s'il partagera l'énergie rare avec les pays voisins en cas d'urgence »*, expliquent, dans une [note de blog](#), les chercheurs de l'Institut Bruegel. Si le plan allemand va dans ce sens, il n'aurait rien d'incompatible avec une politique énergétique européenne.

La question n'est pas de savoir si l'UE va entrer en récession, mais d'en connaître l'ampleur et la durée. *« Si le nationalisme énergétique prend le pas, la situation va s'aggraver, y compris pour l'Allemagne »*, prévient Simone Tagliapietra. **L'Europe doit trouver le moyen de vrombir à l'unisson. Une cacophonie serait fatale.**



17 octobre (Le Monde)

## L'hommage poignant de la sœur de Samuel Paty : « On ne met pas un “oui mais” après le mot décapitation, on met un point »

Devant un parterre d'élèves, de professeurs, d'élus, de dessinateurs et le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, réunis à la Sorbonne samedi, Mickaëlle Paty a pris la parole pour la première fois publiquement pour « rendre son honneur » à son frère, enseignant assassiné le 16 octobre 2020.

Par [Eléa Pommiers](#)

Publié hier à 18h57, mis à jour à 09h58

Le silence s'est fait dans le prestigieux amphithéâtre Richelieu de La Sorbonne. Sur scène, Mickaëlle Paty fait face à ses parents, et à un parterre d'élèves, de professeurs, d'élus, de recteurs, de journalistes, de dessinateurs (dont certains de *Charlie Hebdo*), ainsi qu'au ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye. Tous sont réunis, samedi 15 octobre, à l'invitation de l'association des professeurs d'histoire-géographie (APHG), pour rendre hommage à son frère, Samuel Paty, deux ans après son assassinat. Si la benjamine de la fratrie Paty a décidé de prendre la parole publiquement pour la première fois, c'est pour « assurer un dernier devoir » : après le « devoir de faire front », après le « devoir de mémoire » et « en attendant le devoir de vérité », elle est là pour « rendre son honneur » à son frère.

**« Enseigner c'est expliquer, et non se taire »**, commence-t-elle. Derrière elle, un écran projette le thème du « prix Samuel Paty » 2022, créé par l'association des professeurs d'histoire-géographie (APHG) et remis aux classes lauréates le jour même : « *Sommes-nous toujours libres de nous exprimer ?* » « *En 2022, on n'aurait pas dû devoir soulever ce débat* », regrette la sœur du professeur, assassiné le 16 octobre 2020 pour avoir montré des caricatures de Mahomet dans le cadre d'un cours sur la liberté d'expression au collège.

« Parents faussement indignés »

Les cours en question, Mickaëlle Paty en détaille longuement le contenu dans son discours, qu'elle dédie à « toutes les personnes mortes, blessées, torturées ou incarcérées dans le monde pour avoir osé s'exprimer ». Revenir sur les faits, pour dire qu'en France, « on ne met pas un “oui mais” après le mot décapitation, on met un point ».

L'infirmière-anesthésiste rappelle que son frère a projeté « quelques secondes » des caricatures à ses élèves de 4<sup>e</sup> et qu'il a « proposé, et non imposé », aux élèves qui ne voudraient pas les voir, de détourner le regard ou de sortir brièvement de la salle, accompagnés d'un adulte. « Il leur a laissé le choix, possible dans une société laïque uniquement », martèle M<sup>me</sup> Paty, alors que la rumeur qui a conduit à l'assassinat de son frère accusait ce dernier d'avoir demandé aux seuls élèves musulmans de quitter la salle.

« Avec les amalgames, on finit par transformer un acte laïc et neutre en une discrimination. En donnant au faux l'apparence du vrai, on finit par transformer un comportement laïc en un comportement raciste », fustige Mickaëlle Paty.

La colère pointe dans sa voix lorsqu'elle revient sur l'idée que son frère a « **froissé les élèves** » – expression qui figure dans le rapport de l'inspection générale de l'éducation nationale sur les événements survenus dans le collège de Samuel Paty avant son assassinat. « Combien d'enfants se sont sentis offensés ? La réponse se trouve dans un rapport de l'éducation nationale : deux. Admettons trois si on compte également la jeune fille absente [à l'origine de la rumeur, relayée sur les réseaux sociaux par son père] », assène-t-elle, mettant le chiffre en regard des « 60 élèves » que comptaient les deux classes de 4<sup>e</sup> qui ont reçu le même cours.

**La sœur de l'enseignant assassiné dénonce ainsi un discours qui a « fait passer une réaction minoritaire pour majoritaire », lui donnant « toute légitimité » et « validant ainsi une campagne islamiste, menée par des parents faussement indignés ».**

## « Inverseurs de culpabilité »

L'actualité est conviée lorsqu'elle invite les « *inverseurs de culpabilité* » à prendre connaissance de la note du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation du 27 août. Cette dernière alerte les services de l'Etat en cette rentrée sur une volonté de certains activistes islamistes [de remettre en cause la loi de 2004](#) sur le port de signes religieux dans les établissements scolaires, par le biais des réseaux sociaux. Un constat confirmé par [les derniers chiffres du ministère de l'éducation nationale sur les atteintes à la laïcité](#).

Sous le regard du ministre de l'éducation nationale et alors que [la famille a porté plainte en avril contre l'administration](#), qu'elle considère comme fautive de n'avoir pas protégé Samuel Paty, elle appelle chacun à « *reconnaître sa responsabilité* ». « *Tant que rien ne change, c'est que rien n'est fait* », conclut-elle. Douze minutes d'un discours qui saisit la salle pour faire passer son message : « *Non, Samuel [Paty] n'est pas responsable de sa propre mort.* » Lorsqu'elle quitte la scène pour céder la place à Pap Ndiaye, [qui rendra un hommage ému à l'enseignant](#) en insistant sur le « *plein soutien de l'institution* », toute la salle est debout.

17 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/17/440617-quatrieme-bombe-a-retardement-le-systeme-de-sante>

## Quatrième bombe à retardement : le système de santé

Claude Goudron

S'il fallait un exemple de dysfonctionnement de notre système de santé c'est bien la gestion de l'arrivée du covid en France.



Jusqu'à l'arrivée du covid, une majorité de Français pensaient disposer du meilleur système de santé au monde. Si un jour ça a été le cas, cela remonte à de nombreuses années. S'il fallait un exemple de dysfonctionnement du système de santé français, c'est bien la gestion de l'arrivée du covid.

En effet, cette crise a démontré combien l'administration était incompétente aussi bien dans la gestion des masques et du matériel de réanimation que dans l'organisation de la campagne vaccinale qui a fait perdre plusieurs mois de protection aux Français fragiles.

## La prise de pouvoir de l'administration

La part des personnels non soignants dans les effectifs hospitaliers est de 34 % en France contre 25% en Allemagne, Italie ou Espagne.

C'est sans compter les effectifs des ARS, soit environ 10 000 personnes, qui ont un pouvoir de décision souvent hors de leur champ de compétences. Elles sont critiquées par une grande majorité du personnel soignant, à tel point que ce dernier lui a intimé l'ordre de rentrer dans leur bureau et de ne plus en sortir. C'est à partir de ce moment que la situation s'est améliorée dans les cellules de réanimation covid.

L'administratif occupe plus de 30 % du temps de travail des infirmiers et empiète sur leur temps de soin.

Le directeur d'un grand hôpital de Paris a même déclaré à la télévision que dans son service la partie administrative pouvait atteindre 50 %.

Il faut donc revenir à une organisation plus performante qui dégagerait davantage de temps pour le soin.

# Notre système de santé : beaucoup de dépenses pour des résultats très insuffisants

**Avec des dépenses de santé équivalentes à 11,3 % du PIB (chiffres 2019) la France se situe dans le haut de la fourchette européenne dont la moyenne est de 10 %.**

Malgré un budget de 234 milliards d'euros le système de santé français fait beaucoup moins bien que ses voisins. En effet, les délais pour obtenir des rendez-vous chez un spécialiste ou pour un examen sont devenus catastrophiques. C'est ce que j'ai pu constater dans ma région : deux à trois semaines pour une simple radiographie, jusqu'à six mois, voire davantage pour un bilan cardiaque.

Malgré la prise de conscience de nos dirigeants l'avenir reste encore moins rose avec l'envolée des prix de l'énergie (+50 % en un an), l'augmentation moyenne du prix des médicaments de 12,6 %, de la restauration de 2,9 % et du nettoyage des linges de 6,4 % (témoignage de Xavier Vaillant dans L'Express du 8/09/2022).

Le coût prohibitif de l'administration **pénalise également les hôpitaux dans leurs investissements de matériel de pointe** qui sont, dans le meilleur des cas, reportés ou tout simplement annulés ou remplacés par du matériel moins performant.

**Le résultat est que la France dispose de 15,4 appareils IRM par million d'habitants quand nos voisins allemands en possèdent 34,7 !**

Dans l'accès aux nouveaux médicaments mis sur le marché, là encore le patient français est pénalisé par un délai de 530 jours contre 106 en Allemagne et 111 au Royaume-Uni.

Le taux d'endettement des hôpitaux est passé de 33 % de leurs capitaux en 2002 à plus de 50 % en 2018. C'est une envolée des intérêts qui va s'abattre sur eux, sachant que 30 % de leur endettement est à taux variable.

## Largesses et fraudes de l'aide médicale

### L'aide médicale d'État

La France peut-elle faire preuve d'autant de largesses lorsqu'une partie de plus en plus importante des citoyens français n'ont pas accès à autant d'avantages que ceux dont bénéficie un étranger sur notre territoire ?

Elle constitue par ailleurs un appel d'air. Selon l'iFRAP, son coût est en augmentation régulière jusqu'à atteindre 1,5 milliard d'euros.

### La Complémentaire santé solidaire

Elle est accordée, après demande, à toute personne percevant moins de 9203 euros pour 2022. C'est aussi une avancée à saluer, mais comme tout système gratuit elle engendre des abus : près de 7,3 millions de personnes en ont bénéficié en 2018 pour un coût total de 2,3 milliards.



17 octobre (Le Figaro)

[https://www.lepoint.fr/editos-du-point/nicolas-baverez/l-europe-industrielle-face-a-son-destin-17-10-2022-2493976\\_73.php](https://www.lepoint.fr/editos-du-point/nicolas-baverez/l-europe-industrielle-face-a-son-destin-17-10-2022-2493976_73.php)

## L'Europe industrielle face à son destin

ÉDITO. La crise énergétique creuse le fossé économique entre l'Europe et les États-Unis et accentue les risques de dissension entre les membres de l'UE.

Par [Nicolas Baverez](#)



À l'usine MCA de Maubeuge (Nord), en octobre 2022, où seront assemblées les futures Renault 4L électriques. © FRANCOIS LO PRESTI / AFP

Publié le 17/10/2022 à 07h00

**L'** issue de la guerre en Ukraine dépend du déroulement des opérations militaires, qui voient la dislocation de l'armée russe mais aussi la résistance des sociétés européennes face à la guerre hybride conduite par Moscou, tout particulièrement face à la crise de l'énergie. **L'Europe est en effet le continent le plus touché par le séisme qui a multiplié le prix du gaz par douze et qui constitue un prélèvement de 6 % sur son PIB, soit le double des chocs pétroliers des années 1970.**

Le retournement est déjà effectif. **L'activité manufacturière régresse depuis cet été et la récession se propage à tous les secteurs.** La balance commerciale de la zone euro, excédentaire à hauteur de 121 milliards d'euros au premier semestre 2021, affiche un déficit de 177 milliards pour la même période en 2022. **Un risque financier systémique renaît**, tant du fait des faillites dans le secteur électrique, à l'image d'Uniper, que l'Allemagne a dû nationaliser pour 8 milliards d'euros, **que du surendettement des États**, comme le montrent les tensions sur la dette italienne qui pourraient **relancer la crise de la zone euro** ou la panique qui s'est abattue sur le Royaume-Uni.

À qui profite la guerre en Ukraine ?

Surtout, la crise énergétique crée un risque économique et un **risque politique en raison de l'écart qui se creuse entre les États-Unis et l'Europe d'un côté, entre les États membres de l'Union de l'autre.**

Alignées sur le plan stratégique face à Moscou, **les deux rives de l'Atlantique divergent sur le plan économique.** Si elle traverse une récession technique qui découle de la hausse des taux, **l'Amérique sort renforcée de la guerre en Ukraine : elle est autonome dans le domaine de**

**L'énergie** ; elle domine les secteurs des technologies et de l'armement ; elle pilote la gestion des crises, qu'il s'agisse de la riposte aux empires autoritaires ou de la lutte contre l'inflation. L'Europe, à l'inverse, subit de plein fouet le choc énergétique du fait de sa dépendance, tandis que la BCE se trouve confrontée à un dilemme infernal : suivre la Fed dans la hausse des taux au risque d'amplifier la récession sans réduire l'inflation importée ; renoncer à resserrer trop vite la politique monétaire au risque d'enraciner la stagflation et d'accélérer la chute de l'euro.

**L'Europe se trouve donc menacée d'une fuite de ses industries, de ses emplois et de ses capitaux vers les États-Unis.** Il lui faudra plusieurs années pour compenser l'arrêt des livraisons de gaz russe, durant lesquelles l'énergie sera rationnée et très chère. La pression sur le pouvoir d'achat des ménages limitera la croissance. **Le handicap de compétitivité résultant de prix de l'énergie cinq fois supérieurs à leur niveau aux États-Unis entraînera des pertes massives de production, mais, surtout, un vaste mouvement de délocalisation de l'industrie européenne, à laquelle le choc énergétique pourrait donner le coup de grâce. Dans une mondialisation qui se fragmente autour de blocs idéologiques, les usines n'iront plus en Chine mais en Amérique.** Et ce, d'autant qu'elle se repositionne à l'avant-garde de la transition écologique qui bénéficie du plan Biden de 369 milliards de dollars, en plus de 110 milliards d'investissements déjà engagés.

L'Europe divisée

**La division gagne aussi l'Union, notamment depuis l'annonce par l'Allemagne d'un plan de soutien de 200 milliards d'euros,** financé par la dette à travers le fonds de stabilisation créé en 2020 pour lutter contre la pandémie. **Destiné en priorité aux entreprises, ce programme s'ajoute à un plan de 100 milliards d'euros pour une aide totale de 8 % du PIB. Dans le même temps, Berlin bloque le plafonnement du prix du gaz et la réforme du marché européen de l'électricité.** Mario Draghi, suivi par Pedro Sanchez et par Thierry Breton, a alerté à bon droit sur **les distorsions que génère la concurrence entre les plans de soutien nationaux en fonction de la force de frappe budgétaire des États.** Il en résulte des **risques majeurs de fragmentation du grand marché,** de choc sur la zone euro en cas de fuite en avant dans les mesures de lutte contre l'inflation qui s'élevaient à plus de 500 milliards d'euros avant le plan allemand, d'exacerbation de la colère sociale, enfin.

**Berlin cherche de fait à reporter sur ses partenaires les coûts de son pari désastreux sur le gaz russe pour gérer sa transition climatique tout en sortant du nucléaire ainsi que sur l'indexation du prix de l'électricité sur ce même gaz.** Et ce en apportant une nouvelle illustration de la stricte subordination de sa politique européenne à la défense de ses intérêts nationaux, particulièrement dans le domaine de l'industrie. **Au risque de faire le jeu de Vladimir Poutine, dont la planche de salut demeure la discorde entre les Européens.**

L'Union doit désormais passer à la vitesse supérieure

Il est grand temps pour l'Union et ses membres de tirer les leçons de la pandémie en privilégiant l'unité sur la désunion sans la gestion du choc énergétique. L'épidémie a en effet connu deux phases : la première, calamiteuse, a été marquée par la rivalité pour l'acquisition du matériel de protection et par l'absence de toute coordination dans les mesures sanitaires ; la seconde, réussie, a été dominée par la mutualisation de l'acquisition et de la distribution des vaccins ainsi que par le plan de relance de 750 milliards d'euros, qui avait stimulé la reprise avant la guerre en Ukraine.

Face au choc énergétique, l'Union n'est pas restée inactive. La part du gaz russe a été réduite de 41 % à 8 %, ce qui n'a pas empêché de remplir les stockages à hauteur de 85 % ; la

consommation a diminué de 10 % ; le plan RePowerEU affecte 20 milliards de subventions et 225 milliards d'euros de prêts à la transition énergétique ; des taxes ont été instaurées sur les producteurs d'électricité et sur les profits des compagnies pétrolières à hauteur de 140 milliards d'euros pour financer les mesures de soutien.

Tout ceci est utile, mais reste loin d'être suffisant face à la guerre énergétique que poursuit la Russie, et dont l'accord avec l'Arabie saoudite pour augmenter le prix du pétrole constitue le dernier avatar. **L'Union doit désormais passer à la vitesse supérieure : en plafonnant rapidement le prix du gaz, en mutualisation les approvisionnements, en réformant le marché de l'électricité afin de réintégrer l'impératif de sécurité et en le déconnectant du prix du gaz, en accélérant les projets de production d'électricité nucléaire et renouvelable, en mobilisant la capacité d'endettement de l'Union pour coordonner les mesures de soutien aux ménages et aux entreprises.**

Pour une Europe qui constitue la première victime du choc énergétique et la cible de la guerre hybride lancée par la Russie de Vladimir Poutine, la division n'est pas une option. **Il n'est ni puissance ni souveraineté pour l'Union sans unité et sans solidarité.**



17 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/jean-pierre-robin-lutte-contre-l-inflation-et-soutien-public-au-pouvoir-d-achat-sont-antinomiques-20221016>

## Jean-Pierre Robin: «Lutte contre l'inflation et soutien public au pouvoir d'achat sont antinomiques»

Par [Jean-Pierre Robin](#)

Publié hier à 18:20, mis à jour hier à 18:20



«Nous aurons dépensé 100 milliards d'euros pour protéger nos compatriotes contre la flambée des prix», s'est félicité Bruno Le Maire lors la présentation de la loi de programmation budgétaire à l'Assemblée. *François BOUCHON/Le Figaro*

### **CHRONIQUE - Raison de plus pour cibler au mieux les aides à caractère social.**

«*Quand je me regarde, je me désole, quand je me compare je me console*», dit-on. «*Nous résistons mieux que nos voisins face à la crise (économique, NDLR). Regardez les chiffres, la récession sera là chez beaucoup de nos voisins ; nous, nous allons tenir l'année prochaine*», a affirmé [Emmanuel Macron](#), le 12 octobre, [lors de sa longue interview à France 2](#). Le président de la République se fonde sur les prévisions du Fonds monétaire international créditant la France d'une croissance de 0,7% de son PIB en 2023, alors que l'Allemagne enregistrerait une récession de 0,3% et l'Italie de 0,2%.

---

Cocorico, l'économie française, qui affiche cette année la hausse des prix la moins forte (5,6% sur les douze derniers mois) de toute la zone euro (10% en moyenne), est gagnante sur les deux tableaux: [l'inflation](#) la mieux contenue et la croissance la plus élevée. Bruno Le Maire a vendu la mèche en présentant à l'[Assemblée nationale](#) la loi de programmation budgétaire: «*Au total en 2021, 2022, 2023, nous aurons dépensé 100 milliards d'euros pour protéger nos compatriotes contre la flambée des prix*», se félicite le ministre de l'Économie. Telle est la facture des boucliers tarifaires sur [le gaz et l'électricité](#), des chèques énergie en faveur des plus précaires, des ristournes sur les carburants pour les automobilistes, sans oublier l'«*indemnité inflation*» de 100 euros du gouvernement Castex, au bénéfice de 38 millions de Français, décidée dès octobre 2021 alors que la hausse annuelle des prix venait d'atteindre 2,6% - la préhistoire!

### Aggravation des déficits publics et de la dette

Rien de nouveau sous le soleil: les gouvernements de la IV<sup>e</sup> République, période de dérives inflationnistes et de contrôles des prix sans vergogne, obligeaient [EDF](#) et Gaz de France à réduire leurs tarifs pour enjoliver l'indice général des prix à la consommation. Ces entorses à la «*vérité des prix*» ont un coût, l'aggravation des déficits publics et de la dette. Mais, «*en l'absence de bouclier, l'inflation*

*entre les deuxièmes trimestres de 2021 et 2022, aurait été de 3,1 points de pourcentage plus élevée»,* a calculé l'Insee. De quoi calmer, en partie, les revendications salariales, brider la spirale prix-salaires, et, *last but not least*, favoriser la compétitivité du «made in France», qui en a bien besoin. De quoi aussi créer un précédent pour le gouvernement allemand d'Olaf Scholz, qui annonce le 29 septembre un plan «kolossal» de 200 milliards d'euros au bénéfice des ménages et plus encore des entreprises germaniques étranglées par l'envolée des cours du gaz.

Ce faisant Paris et Berlin, chacun pour de bonnes raisons, se heurtent à une contradiction de fond: la lutte contre l'inflation et la défense du pouvoir d'achat sont antinomiques. La doxa des économistes et le bon sens populaire conviennent qu'on ne saurait refroidir l'inflation sans freiner la machine (les prix se calment avec la demande). C'est la doctrine actuelle des gouverneurs de la Fed, la banque centrale américaine, qui ne sont pas des benêts: une croissance plus faible et un ralentissement de l'emploi sont «nécessaires» face à l'inflation, viennent-ils de réaffirmer. Même le président Joe Biden admet qu'il est «possible» que les États-Unis subissent «une très légère récession», avec courageux à trois semaines des élections de mi-mandat, particulièrement indécises.

## L'avertissement du FMI

Certes, l'Europe et l'économie américaine, tout en faisant face à une vague inflationniste comparable (respectivement 10% et 8,2% sur les douze derniers mois), ne sont pas logées à la même enseigne. Outre-Atlantique, l'origine du mal s'explique principalement par un excès de la demande dopée par le plan de relance surdimensionné de l'Administration Biden pour sortir de la crise sanitaire. En Europe, l'onde de choc est partie de l'énergie: Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne, a pu dire jusqu'en avril dernier que «ce n'est pas un relèvement des taux d'intérêt qui fera baisser les cours mondiaux du pétrole». Mais on n'en est plus là, hélas. Malgré les freins mis en place par Bercy, l'inflation «sous-jacente» (hors énergie et produits frais) atteint d'ores et déjà 4,5% selon l'Insee, la preuve qu'elle s'incruste, y compris dans les services.

Pour éteindre l'incendie, suffirait-il que la BCE joue les pompiers en relevant ses taux d'intérêt alors que les États joueraient les brancardiers, colmatant les pertes de pouvoir d'achat? «*La politique budgétaire ne devrait pas contrecarrer les efforts des autorités monétaires pour réduire l'inflation*», avertit Pierre-Olivier Gourinchas, l'économiste en chef du FMI, un Français mais pas prophète dans son pays. Et de mettre les points sur les i: «*La crise énergétique, spécialement en Europe, n'est pas transitoire. L'hiver 2023 sera difficile, mais l'hiver 2024 vraisemblablement pire. Les contrôles de prix, les subventions non ciblées, sont budgétairement coûteux et conduisent à des excès de demande, à une sous-production, à une mauvaise allocation des ressources et à des rationnements*».

L'opinion publique française qui rêve de contrôles des prix, d'indexation systématique de revenus et de préservation de son mode de vie peut difficilement entendre un tel discours si son gouvernement ne lui explique pas la nouvelledonnie. Selon le Rapport économique, social et financier 2023 de Bercy, à elle seule la facture énergétique extérieure de la France est passée de 44 milliards d'euros en 2021 à 106 milliards en 2022. Un surcroît de 2,5% du PIB, soit près de 2000 euros par ménage en moyenne. Ce fardeau frappe très inégalement les foyers et il convient de l'aménager selon les ressources de chacun. Mais personne ne peut en nier la réalité sauf à se lancer dans une guerre civile économique néfaste pour tous.

17 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/macron-et-le-poison-melenchon-20221016>

## «Macron et le poison Mélenchon»

Par [Vincent Trémolet de Villers](#)

Publié hier à 22:08, mis à jour hier à 22:08



L'éditorial du Figaro, par Vincent Trémolet de Villers

«*Front populaire*», «*grande conjonction*», la sobriété sémantique n'est pas le genre de Jean-Luc Mélenchon. L'ancien trotskiste aime compenser par l'emphase les carences de son mouvement politique. Le verbe, pense-t-il, s'il est grandiloquent se fera chair. Vieille rengaine marxiste d'autant plus nécessaire aujourd'hui que la réalité politique et sociologique vient profondément contredire les appels au grand soir de «l'Insoumissible». Comme le canal Saint-Martin n'est pas la Seine, Paris n'est pas la France, la Nupes n'est pas le peuple. Certes, le cortège entre Nation et Bastille n'était pas ridicule, mais il faut déjà avoir connu Nuit debout et les marches climat pour mêler en une même manifestation le slogan d'Intermarché, «*Tous unis contre la vie chère*», et celui de Greta Thunberg contre l'inaction climatique. Nul besoin d'être politologue pour savoir que l'agriculteur picard, le chauffagiste lozérien, la France des pavillons, bagnoles, pêche à la ligne, «The Voice» et barbecue n'est pas montée dans un car pour marcher au son de Diam's dans Paris et recevoir tous les 50 mètres un tract en écriture inclusive. La classe moyenne houellebecquienne n'est pas venue défilier avec Annie Ernaux.

17 octobre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/frankreich-wehrt-sich-gegen-islamistische-influencer-18388032.html?premium>

GEGEN ISLAMISTISCHE INFLUENCER:

## Frankreich hat aus dem Mord an Samuel Paty gelernt, ein wenig

VON NIKLAS BENDER

-AKTUALISIERT AM 16.10.2022-08:59



Die Erinnerung an Samuel Paty wird in Frankreich wachgehalten, inzwischen ist der Lehrer, der Opfer eines islamistischen Mordanschlags wurde, zur Inkarnation des Lehrens schlechthin geworden. Bild: AFP

Der Mord an dem Lehrer Samuel Paty hat Frankreich erschüttert. An den Schulen wird genau hingeschaut, wenn es zu Konflikten in Religionsfragen kommt. Doch die Gefahr aus den sozialen Netzwerken wird immer noch unterschätzt.

Am heutigen Sonntag jährt sich der **Mord** an Samuel Paty zum zweiten Mal. Der Geographie- und Geschichtslehrer einer Mittelschule im Pariser Vorort Conflans-Sainte-Honorine war 2020 von einem Islamisten enthauptet worden, weil er in einer Stunde über Meinungsfreiheit Mohammed-Karikaturen gezeigt hatte, um über sie zu diskutieren. Die Medien berichten seit Tagen über den bevorstehenden Jahrestag, Bildungsminister Pap Ndiaye sieht Paty im Interview mit „Le Monde“ als Inkarnation des Lehrens schlechthin. Nachdem Paty zu Lebzeiten nicht immer Unterstützung durch Schulbehörde und Kollegen erhalten hatte, wird er nun zur Symbolfigur im Kampf gegen religiösen Extremismus in den Schulen erhoben. Zum Glück geht das mediale Phänomen über diese tragische Ironie (man könnte auch von Behördenzynismus sprechen) hinaus: Der Mord markiert den Moment, in dem die französische Öffentlichkeit endgültig verstanden hat, dass es an ihren Schulen ein Islamismusproblem gibt.

Zum Mord an Paty hat die Kommunikationslogik der sozialen Netzwerke beigetragen. Seinen Ausgang nahm das Geschehen bei Zaina Chnina, einer dreizehnjährigen Schülerin, die zu Hause erzählte, Paty habe sie zum Betrachten von Mohammed-Karikaturen gezwungen, darunter eine Nacktdarstellung; erst später gab sie zu, gar nicht am Unterricht teilgenommen zu haben – sie war wegen Schwänzens ausgeschlossen worden. Ihr Vater glaubte die Lüge und verbreitete mit einem radikalisierten Prediger Falschinformationen auf Videos, die auf **Whatsapp** viral gingen. Religiöse Instanzen trugen das Ihre bei: M’hammed Henniche, Leiter der Moschee von Pantin, verbreitete das Video des Vaters auf Facebook; ein achtzehnjähriger Tschetschene, Abdoullakh Anzorov, sah sich dadurch schließlich zum Attentat veranlasst.

Rückblickend ist der Vorgang in mehrfacher Hinsicht symptomatisch. Ein schwieriges soziales Milieu, blinde familiäre und religiöse Solidarität, Misstrauen gegenüber den Institutionen – eine Gemengelage, die eine Opfererzählung hervorgebracht hat; dank medialer Multiplikatoren erreicht diese die Masse der Gläubigen und wird unkritisch verstärkt. Angesichts der Attentate, die Frankreich schon in den vorangegangenen Jahren erschütterten hatten, sowie der bekannten Rolle von sozialen Netzwerken bei

der Verbreitung von Hassbotschaften, konnte Henniches Entschuldigung, dass „niemand“ habe ahnen können, „dass die Geschichte mit diesem Mord enden würde“, nicht überzeugen.

## Bei Drohungen wird die Maschinerie in Gang gesetzt

Umso genauer wird heute hingeschaut. Am 4. Oktober geriet eine Schülerin im elsässischen Thann nach einer Schulstunde, in der es um Meinungsfreiheit, Karikaturen und „Charlie Hebdo“ gegangen war, mit ihrem Lehrer aneinander. Ihr Onkel stellte den Lehrer vor der Schule zur Rede und nannte drohend Paty als Beispiel. Diesmal wurde sofort die Maschinerie in Bewegung gesetzt: Verhaftung des Onkels, Polizeischutz für Lehrer und Schule, Unterrichtsunterstützung durch die Kompetenzstelle für Laizismus des örtlichen Schulamtes. Einer Lehrerin im Pariser Vorort Évry wurde in einem anonymen Brief gedroht, zur weiblichen Paty zu werden; sie steht unter Polizeischutz. Eine Wiederholung der Tat vom 16. Oktober 2020 soll unbedingt verhindert werden.

Was mancher außenstehende Beobachter als Häufung von Einzelfällen abtun könnte, trägt aus Sicht von Statistikern symptomatische Züge. Seit Beginn des Schuljahres werden Verstöße gegen das Laizitätsgebot monatlich erhoben – allein im September wurden 313 Vorfälle gezählt; für das gesamte Trimester von Dezember bis März waren es nur 635 gewesen. Das Regelwerk, wonach die Schule ein ideologiefreier Raum sein soll, in dem Schüler zu mündigen Bürgern werden, wird aktuell besonders oft in der Oberstufe gebrochen (51 Prozent der Fälle), während es zuvor meist in der Mittelstufe zu Verstößen gekommen war.

Nach den Ursachen der Häufung befragt, weist Bildungsminister Ndiaye darauf hin, dass es sich primär um Kleidungsfragen handele. In der Tat betreffen die Verstöße gegen das Gesetz von 2004, welches das Tragen ostentativer religiöser Zeichen in Schulen verbietet, zu 54 Prozent Abayas und Qamis (lange Kleider für beide Geschlechter). Für Lehrer ist es mitunter schwer, religiöse Konnotationen zu erkennen; wenn banale Accessoires wie Bandanas religiös funktionalisiert werden, ist endgültig Mode-Hermeneutik gefragt. Andere Verstöße sind seltener: an Platz zwei steht der Bekehrungsversuch (acht Prozent); es folgen die Weigerung, an bestimmten Aktivitäten teilzunehmen, und die Ablehnung von Unterrichtsinhalten (je sieben Prozent).

**Die Zahlen sind zu kontextualisieren: Ein paar Hundert Verstöße kommen auf zwölf Millionen Schüler. Wer sich nun beruhigt zurücklehnen möchte, sollte abermals auf die sozialen Netzwerke schauen: Seit dem Sommer läuft auf Tiktok und Instagram eine Kampagne von Influencerinnen, die das Tragen von religiös konformer Kleidung propagieren. Mädchen in der Pubertät zeigen Techniken, verschleiert zu bleiben, oder erklären, wie man den Schleier sittsam ablegt; das Ganze ist mit Rapmusik unterlegt. Der Böse ist eindeutig der laizistische Staat. Die Like-Zahlen der Influencerinnen, die Hunderttausende erreichen, lassen auf eine enorme Resonanz schließen; die registrierten Verstöße sind demnach nur die Spitze eines Eisbergs.**

Ndiaye, der die Entwicklung durchaus ernst nimmt, will in diesem Phänomen gleichwohl eine Modeerscheinung sehen. Dabei ist eine Tendenz unverkennbar: Wiederholt wurde in der jüngeren Vergangenheit religiöse Kleidung als Bestandteil einer rebellischen Jugendkultur inszeniert, die extremistische Ideen vertritt und sich einen Sport daraus macht, republikanische Vorgaben zu verletzen. **Vor allem stimmt bedenklich, dass laizistische Regeln nicht als Schutz gesehen werden, sondern als Verbote, die der eigenen Entfaltung entgegenstehen.** Die Kleiderfrage drückt eine Einstellung aus, die Kritik an Unterrichtsinhalten normal erscheinen lässt – siehe Paty. Ndiaye wird nicht nur den Lehrerberuf aufwerten müssen, sondern auch die Grundregeln, die er zu verteidigen hat.

16 octobre (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/ces-deputes-lr-atteints-par-le-virus-de-l-anti-liberalisme-christophe-de-voogd>

ANTI-LIBÉRALISME

## Ces députés LR atteints par le virus de l'anti-libéralisme

Les députés LR ont voté en faveur du retour du dispositif initial de l'exit tax qui avait été fortement allégé et assoupli par Macron.

[Christophe de Voogd](#)

**Atlantico : Les députés LR ont voté en faveur du retour du dispositif initial de l'exit tax qui avait été fortement allégé et assoupli par Macron. Dans leurs décisions récentes, à commencer par cette dernière, à quel point manifestent-ils une tendance à l'anti-libéralisme ?**

**Christophe de Voogd :** Non seulement le groupe LR a voté ce retour mais en plus il en a été lui-même à l'initiative avec l'amendement dans ce sens du député de l'Ariège, Fabrice Brun. Deux raisons pourraient être alléguées pour justifier une telle démarche. D'une part le fait que ce dispositif a été introduit par la droite, sous le mandat Sarkozy en 2011, et d'autre part que la demande de « solidarité » est très forte dans la crise actuelle du pouvoir d'achat. Mais ces deux raisons sont bien faibles à tous égards : l'héritage sarkozyste commence à être sérieusement mis en cause au sein de LR, notamment par Bruno Retailleau. Les positions actuelles de l'ancien président ne sont pas de nature à distinguer la droite du macronisme, distinction capitale pour l'attractivité électorale de la première. Par ailleurs le brouillage du message d'un parti qui depuis des années dénonce la surcharge fiscale du pays et qui vient de renforcer une taxe hautement symbolique est rédhibitoire. Quant à la « solidarité », elle ressemble trop souvent à « l'envie démocratique » dénoncée en son temps par Tocqueville : LR n'a aucun intérêt à jouer à « la chasse aux riches » pratiquée par LFI (qui a voté avec la joie que l'on imagine l'amendement en question). La constance est une qualité forte en politique, quoiqu'on en dise. Dans un pays qui détient le record des prélèvements obligatoires, LR aurait dû tenir bon sur son refus de les alourdir encore et sur son engagement d'engager résolument leur décade, promesse qui fit naguère le succès d'un François Fillon. Tactiquement, au demeurant, c'est une maladresse car cela revient à laisser au macronisme le monopole du discours libéral : ce qui ne manque pas de sel, au vu de l'accroissement du poids de l'Etat (et de la dette) depuis 2017.

Mais plus encore, et contrairement au bruit ambiant, l'étatisme en matière économique ne correspond plus au vœu majoritaire des Français, et encore moins à ceux de droite, comme l'a montré une étude récente de la Fondation pour l'innovation politique (« Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite ») ; ce qui veut dire un Etat se concentrant enfin de ses missions régaliennes (sécurité, justice, immigration etc.), bridant son appétit fiscal et respectant l'initiative des entrepreneurs et des citoyens ; c'est à dire l'exact inverse de ce que nous faisons depuis 40 ans.

**Qu'est ce qui, notamment dans la sociologie des députés LR, explique cette tendance anti-libérale ? Le parti a-t-il la même tendance ?**

La réduction du nombre de députés LR aux dernières élections s'est accompagnée d'un rétrécissement de l'assise sociologique et géographique du groupe : élus de la France profonde ou de la France périphérique, souvent rurale, ils sont moins familiers de la culture entrepreneuriale que leurs prédécesseurs. A quoi s'ajoute l'influence du courant de ce que l'on appelle à tort le « gaullisme social » (incarné par Aurélien Pradié) qui est devenu en fait un « socialisme de droite », interventionniste et redistributeur, loin de l'inspiration originelle qui mettait en avant la participation, non l'assistanat. D'où l'incompréhension de nombreux députés LR des enjeux et des dangers réels de l'exit tax, notamment en matière de dynamisme industriel et d'attractivité du pays.

Mais il y a d'autres voix et d'autres cultures dans le parti, comme celle d'un François-Xavier Bellamy, d'un Bruno Retailleau et surtout d'un David Lisnard, le plus proche parmi les grandes personnalités LR de la culture d'entreprise et le plus critique à l'égard d'un Etat à la fois omniprésent et impotent. sa position s'inscrit au fond dans l'héritage de Pompidou : un Etat régalien fort et stimulant la modernisation du pays, mais qui doit, de ce fait, encourager l'initiative des acteurs de terrain et, selon la formule célèbre, « arrêter d'emmerder les Français ».

### **Ce positionnement risque-t-il de nuire à LR notamment dans la reconstruction de leur ligne en vue de 2027 ?**

Les échéances sont en fait plus proches que 2027: LR doit être en ordre de marche au plus tard pour les Européennes de 2024, sauf à risquer une gifle encore plus cinglante que la dernière fois. Le résultat de la présidentielle montre qu'il n'y pas de plancher sous lequel ce parti, en recul constant depuis 2012, ne pourrait a priori descendre. A quoi s'ajoute la possibilité d'une dissolution de l'Assemblée, qui me paraît être une hypothèse hautement probable dans les 12 prochains mois. Les revers subis coup sur coup par le gouvernement - dont précisément ce retour de l'exit tax - ne pourront pas s'accumuler indéfiniment, surtout avec la multiplication des crises de toutes natures qui marquera les prochaines années. La gouvernabilité d'un pays habitué à un Exécutif fort pourrait bien être rapidement en péril. Or, les LR serait pris au dépourvu par une telle dissolution, alors que leur recomposition idéologique n'a pas même commencé et que leur prochain président n'est pas encore élu. Bref, la vulnérabilité d'un parti sans boussole et sans chef l'expose sans défense à la double tenaille Renaissance/RN, ou à une OPA partielle d'Horizon qui pourrait être une « structure d'accueil » de la partie centre-droit de LR. Nombreux sont ceux, notamment les anciens LR ralliés au macronisme, qui sont aux aguets pour recueillir les dépouilles. En somme, le parti joue sa survie, au moins sur le plan national.

La messe n'est pourtant pas encore dite, à condition que s'opère rapidement la clarification idéologique fondamentale sur les vraies valeurs de la droite qui cocherait, on l'a vu, les attentes d'une majorité de Français. Faute de quoi, l'on verra longtemps perdurer cet étonnant paradoxe de la vie politique française : un pays à droite gouverné durablement par des « progressistes », c'est-à-dire, au fond, par une gauche saint-simonienne comme l'est le macronisme.

16 octobre (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/education/thierry-lentz-maths-laicite-autorite-la-valse-des-abandons-a-l-ecole-15-10-2022-2493854\\_3584.php](https://www.lepoint.fr/education/thierry-lentz-maths-laicite-autorite-la-valse-des-abandons-a-l-ecole-15-10-2022-2493854_3584.php)

## Maths, laïcité, autorité : la valse des abandons à l'école

CHRONIQUE. Deux ans après l'assassinat de Samuel Paty, l'action de Pap Ndiaye rue de Grenelle apporte peu d'espoir quant à l'avenir de l'Éducation nationale.

Par Thierry Lentz



Emmanuel Macron et le ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, lors d'une visite à l'école Menpenti à Marseille, le 2 juin 2022. © SEBASTIEN NOGIER / POOL / AFP

Publié le 15/10/2022 à 16h00

**N**otre Éducation nationale va mal. Sa dégringolade est constante depuis les années 1970, et remonter la pente n'est sûrement pas à portée de gouvernements dans le déni ou qui se préoccupent plus d'être à la mode, ou de ne fâcher personne, que de prendre le taureau par les cornes.

Les expériences pédagogiques, le découragement des vocations et la valse des ministres portent leurs fruits amers. Il serait étonnant de s'en étonner, et la victoire des Cassandre ne peut même pas nous consoler. Le bilan est vite résumé : **les classements internationaux nous placent dans le ventre très mou – entre la 30<sup>e</sup> et la 50<sup>e</sup> place, selon les cas.**

Matière après matière, la dégringolade

Après avoir perdu nos lettres et sacrifié l'Histoire, **nous avons abandonné les maths ; les candidats professeurs se font rares, jusqu'à abaisser les exigences de recrutement et à confier à Pôle emploi les cas les plus désespérés** ; la discipline minimum et même la sécurité des enseignants ne sont plus assurées ; **nos universités se préoccupent en priorité de genre et de décolonialisme, les professeurs y sont supplantés dans les instances de décision par les personnels administratifs et les syndicats étudiants.**

Comme si cela ne suffisait pas, les programmes scolaires se surchargent de sujets relevant d'une sphère familiale démissionnaire au détriment de ceux qui arment pour une vraie vie tant d'honnêtes hommes que de futurs acteurs de l'économie. **Écrire, lire et compter à l'entrée du collège est devenu un objectif inatteignable, encore moins lorsque l'on mange le temps**



d'enseignement pour apprendre le Code de la route, entendre la propagande LGBT ou d'autres choses qui ne relèvent manifestement pas de l'école.

**Le brevet et le bac ne valent plus grand-chose, le master est réclamé dans les concours où autrefois la licence était gage de qualité...** Mais peu importe, nous disent les **sociopédagogues, puisque la note et même le simple contrôle des connaissances sont par essence discriminatoires et reproducteurs des injustices systémiques.** S'il est un domaine dans lequel l'avenir est certain, c'est bien celui de la formation de notre jeunesse : **tous les indicateurs marquent notre décrochage et le caractère désespéré de la situation.**

Le manque de moyens, l'alpha et l'oméga des revendications

Le premier budget de l'État est inefficace et mal géré. **Le mammouth engraisse un peu plus chaque année, en pure perte. Le « manque de moyens » est devenu l'alpha et l'oméga des revendications** et le saupoudrage d'argent, la solution de facilité pour les gouvernants. Le tout, sans véritable évaluation ni contrôle, sans vision ni missions claires. **On va même plus loin : pour masquer l'échec de l'école publique, on aimerait abaisser le niveau de l'enseignement privé, nivellement par le bas que nos politiques croient être l'égalité.**

Ayant d'essayer de redresser la barre et se heurtant donc aux vieilles habitudes, **Jean-Michel Blanquer** s'est vu indiquer la sortie avant d'avoir mené à bien ce chantier titanesque pour lequel la constance est indispensable. **À sa place a été donné au ministère son exact contraire, qu'il s'agisse d'expérience, de conception de l'école et d'implication dans les devoirs de son portefeuille.** Comme avait dit Talleyrand pour le duc de Richelieu nommé Premier ministre par Louis XVIII après avoir vécu des années en Russie, le choix du nouveau maître de la Rue de Grenelle s'imposait sans doute, puisque Pap Ndiaye est en France... celui qui connaît le mieux les États-Unis.

**Il a d'ailleurs profité d'un voyage outre-Atlantique pour venir rassurer dans leur langue ses amis wokistes sur le devenir de ses convictions : il n'a pas changé.** Pour lui, la race et la couleur restent un « problème » au sein de la société française, qui expliquerait tous les autres. Alors que les Français ignorent même s'il a un des projets – ne parlons pas d'un programme ! –, **il a promis aux Américains de « travailler activement pour développer une culture plus inclusive dans nos écoles ».** Il s'est même donné en exemple, arguant des difficultés qu'il a rencontrées dans sa vie personnelle en raison de sa couleur de peau. On ignore sans doute chez l'Oncle Sam qu'il s'agit d'une légende : le parcours personnel et professionnel de M. Ndiaye est connu pour n'avoir rien à voir avec ceux de Cosette. Ses origines n'ont jamais été un problème dans sa carrière, comme c'est toujours le plus souvent le cas en France lorsqu'on a du mérite.

### **Le retour des islamistes à l'école**

Après ce discours prononcé à Washington le 22 septembre dernier, on a attendu en vain que la Première ministre, voire le président de la République, corrige son collaborateur, tant il a donné l'impression de ne pas croire aux « valeurs de la République », ou qu'elle lui demande de se mettre au travail pour lutter contre les vrais dangers. Rien de tel ne s'est passé, nouveau signe alarmant d'un pouvoir à la dérive où l'« en même temps » est devenu une autre façon de dire qu'on n'a pas le courage de faire. Un mauvais esprit conclurait que le président et M<sup>me</sup> Borne veulent bien développer l'inclusif et le racialisé dans nos écoles. Sans doute n'en savent-ils rien eux-mêmes.

Sur le terrain, le « **pas-de-vaguisme** » et la démission de l'autorité qu'on croyait révolus après l'assassinat de Samuel Paty peuvent reprendre leurs droits. **Selon un récent rapport, les**

**islamistes font leur retour en force pour encourager les élèves qui à se voiler, qui à s'habiller en abaya et en qami**. En temps normal, dans un pays qui s'arme pour faire face aux menaces, cette nouvelle aurait dû provoquer un scandale immédiat ou, au moins, un buzz de tous les diables. Pap Ndiaye n'a pas jugé bon de s'emparer du dossier pendant deux semaines, se remettant sans doute de son décalage horaire après l'escapade washingtonienne. Il a fini par promettre des « actions académiques » et de lutter « contre les agitateurs professionnels ». On attend la suite sans trop nourrir d'illusions.

«Faire barrage » au RN, seule priorité

**Au moment de sa nomination, le ministre de l'Éducation nationale avait hautement déclaré qu'il allait « lutter » ou « faire barrage » au Rassemblement national**. On ne sache pas que ce parti représenté au Parlement soit en l'état une menace pour l'Éducation nationale. De même, on avait cru que, dans la répartition des tâches ministérielles, l'instruction de la jeunesse, le redressement ou même la simple gestion sincère du capharnaüm éducatif seraient ses premiers et seuls soucis.

Que nenni : puisque dans ce gouvernement tout le monde touche à tout et ignore parfois le b.a.-ba de son métier (« Soyez fiers d'être des amateurs », a dit Emmanuel Macron), Pap Ndiaye ne veut pas être en reste et entend se tailler une part de gloire médiatique. Dans le contexte actuel, nous avons bien peur que l'Éducation n'ait rien à y gagner et que, dans quelques années, on en soit encore à se demander ce qui a bien pu nous arriver.

16 octobre (The Economist)

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/wie-gendersprache-den-wissenschaftsdiskurs-blockiert-18382184.html?premium=0x049755d104004684b528b794eb08041e&GEPC=s5>

KOMMUNIKATION AN HOCHSCHULEN:

## Wie Gendersprache den Wissenschaftsdiskurs blockiert

VON DAGMAR LORENZ

-AKTUALISIERT AM 13.10.2022-10:27



An den Hochschulen hat es sich immer mehr durchgesetzt, doch das Gendersprachdiktat ebnet Nuancen ein und beschneidet die sprachlichen Möglichkeiten des Deutschen. Ein Gastbeitrag.

**Jargon der Eigentlichkeit** – so nannte Theodor W. Adorno seinen Aufsatz, in dem er den sprachlichen Muff der 1950er-Jahre sezierte: Gemeint war eine Sonntagsreden-Prosa, die, angelehnt an die Diktion Heideggers, über das vermeintlich „Echte“, „Wesentliche“ und „Eigentliche“ schwadronierte. Für Adorno zeigt sich in dieser Phrasenrhetorik eine manipulative Mechanik des Wortgebrauchs. Eine „bescheidene Anzahl signalhaft einschnappender Wörter“ ist auf die Wirkung hin kalkuliert, die sie bei Lesern und Hörern hervorruft. Der Inhalt der mechanisch abgespulten Signalwörter ist dabei zweitrangig, denn, so Adorno: „Der des Jargons Kundige braucht nicht zu sagen, was er denkt, nicht einmal recht es zu denken: das nimmt der Jargon ihm ab und entwertet den Gedanken.“

**Die „Eigentlichkeit“ von damals ist die „Geschlechtersensibilität“ von heute.** Ihr Jargon bildet das kommunikative Grundrauschen im universitären Lehr- und Arbeitsbetrieb. Nahezu jede Hochschulverwaltung veröffentlicht Leitlinien, „Empfehlungen“ und „Handreichungen“ zum „gendersensiblen Sprachgebrauch“, deren Beachtung für Studenten, Mitarbeiter und Dozenten mehr oder weniger verpflichtend ist. Stil und Textgestalt dieser Sprachleitfäden sind dabei Paradebeispiele für das von Adorno beobachtete „Formale“ eines Jargons, der sich in ständig wiederkehrenden Postulaten erschöpft. „Gleichstellung“ soll durch „geschlechtergerechte Sprache“ „vorangebracht“ werden. „Sprache“ sei „geschlechtersensibel“ einzusetzen. „Diskriminierungen“ sollen „abgebaut“ werden mit dem Ziel der „Sichtbarkeit aller Geschlechtsidentitäten“ durch „geschlechterinklusive und diversitätssensible Sprache“ (Goethe Universität Frankfurt/Main 2020).

Dass die gestanzte Formelhaftigkeit dieser Sprache ebenso „demagogischen Zwecken günstig“ ist wie die von Adorno einst kritisierte Rhetorik der Wesenhaftigkeit, bezeugt der moralisierende Unterton der universitären Sprachleitlinien. Er suggeriert, dass sich Autoren, Verwaltungsangestellte, Dozenten oder Studenten automatisch ins Unrecht setzen, wenn sie es unterlassen, so zu schreiben oder zu sprechen, wie es im Namen einer „Gendersensibilität“ verlangt wird, die meist nicht einmal näher definiert wird. Eindeutiger sind dagegen die Verdikte. Entschieden wird vom Gebrauch herkömmlicher sprachlicher Wendungen und Formen abgeraten, die vermeintlich jeder „Geschlechtersensibilität“ und „Gleichstellung aller Geschlechter“ entgegenstehen. Auf einhellige Ablehnung stößt dabei vor allem das „generische Maskulinum“. Dass beispielsweise die Berufsbezeichnung „Dozent“ erst einmal nichts mit Männlichkeit, aber alles mit der Tätigkeit des Lehrens zu tun hat, wird dabei geflissentlich ignoriert – und die fehlgeleitete

**Annahme, dass „generisch“ gleich „biologisch“ sei, wider besseres Wissen vorausgesetzt, um die Verwendung dieser Form zum selbstverständlichen Tabu zu erklären.** So heißt es auf dem „Schreibportal Gender“ der Universität Leipzig:

*„Mittlerweile ist es in wissenschaftlichen Texten üblich [sic!], genderneutral zu formulieren und das generische Maskulinum (also die männliche Form, die für alle Geschlechter steht) zu vermeiden.“*

Die Leitlinien entsprechen nicht einer widerspruchsfreien Kommunikation

Warum ausgerechnet das von den (anonymen) Verfassern selbst als inklusiv beschriebene generische Maskulinum vermieden werden soll, ein „Unterstrich zwischen männlicher und weiblicher Endung“ aber angeblich besagt, dass „alle Geschlechter angesprochen“ sind, wird nicht begründet. **Überhaupt werden die in den gendersprachlichen Leitlinien genannten Begriffe, Wertungen und Bestimmungen häufig in beliebig wechselnder Weise verwendet – und stehen damit einer Wissenschaftskommunikation entgegen, als deren Erfordernisse gemeinhin Konsistenz, Sachbezug und (weitgehend) Widerspruchsfreiheit gelten.** Die Sprache der Leitlinien hingegen ist vor allem eine **Sprache der Phrasierungsrezepturen**, die vorgeben, wie ein Satz oder eine Benennung „geschlechtergerecht“ zu formulieren sei. Manche Leitlinien lassen ihren Nutzern die Wahl zwischen mehren Formalien – etwa zwischen Genderstern, Binnen-I oder einem Endungs-x. Doch die auf den ersten Blick beeindruckende Fülle der Artikulationsmöglichkeiten entpuppt sich bald als Scheinvielfalt, da sämtliche Optionen auf dieselbe eindimensionale Werteschema verweisen. In der „geschlechtergerechten“ Selbstbestätigungsblase würde eine Diktion rationaler Sachbezogenheit schon allein wegen ihres Verzichts auf die Signalwörter des Gendersensiblen automatisch in eine Rechtfertigungsposition gedrängt. Und es fiele ihr schwer, sich unter **Berufung auf Logik und sprachlich-gedankliche Konsistenz** gegenüber einem als alternativlos vorausgesetzten Gerechtigkeitsempfinden zu behaupten, das zum unhinterfragten Maßstab aller sprachlichen Äußerungen erklärt wird. Genau das aber **ist der Fall, wenn auf der Website der Universität Bielefeld „eine gendersensible Schriftsprache“ als „unverzichtbar“ für „wertschätzende, faire und diskriminierungsfreie Kommunikation“ bezeichnet wird.** Diese wird angeblich durch das „Gendersternchen“ ermöglicht, denn: „Mit der Verwendung des Gendersternchens trägt die Universität Bielefeld zu einer Gleichberechtigung und Sichtbarkeit aller Geschlechtsidentitäten bei.“

Damit wird unterstellt, dass „wertschätzende Kommunikation“ ausschließlich in einer speziellen Schriftsprache erfolgen könne, die als „gendersensibel“ (von wem auch immer) ausgewiesen sei. Außerdem wird behauptet, dass die „Verwendung des Gendersternchens“ zur Realisierung von „Gleichberechtigung“ und „Sichtbarkeit“ beitrage. **Ein typographisches Sonderzeichen, das für sich genommen gar nichts bedeutet, wird zum Symbol erklärt und mit einem geradezu magisch anmutenden Wirkungsversprechen versehen.** Ebenso wie das „Binnen-I“ oder der in die Wortmitte eingefügte Doppelpunkt soll das „Sternchen“ für moralische Werte, subjektive Emotionen („wertschätzend“) und gesellschaftspolitische Konzepte („Gleichberechtigung“) stehen. **Sein Gebrauch, so wird suggeriert, ist dazu geeignet, erwünschte Gedanken und Gefühle bei Autoren und ihren Lesern hervorzurufen.** Diese Überfrachtung banaler Satzzeichen, Buchstaben und Schreibweisen mit geradezu hybriden Ansprüchen **weist Züge eines fast schon sprachmagischen Wunschenkens auf.**

Das rationale Denken bleibt weitgehend auf der Strecke

**Die Wissenschaftsinstitution Universität beruht aber nicht auf Sprachmagie, sondern auf empirisch-rationaler Denkmethodik. Ihre Aufgabe ist nicht die moralische Erziehung des Menschen (letztere kann man getrost dem Theater überlassen), sondern die Analyse der Bedingungen seiner physischen, psychischen und geistigen Existenz.** Eine Sprache, die einen erkenntnisfördernden Zugang zu den Gegenständen wissenschaftlicher Erkenntnis ermöglicht, ist daher notwendigerweise **sachbezogen. Sie abstrahiert von persönlichen Befindlichkeiten,**

**biologischen Voraussetzungen, der Herkunft oder dem sozialem Status ihrer Sprecher.** Und sie äußert sich in grammatikalischen Formen, denen jeweils differenzierte Funktionen zukommen. Insofern sind „Studierende“ eben keine Studenten, denn Bücher und Rezepte lassen sich bekanntlich auch außerhalb von Universitäten studieren. **Die Form des Partizips beschreibt im Deutschen zudem eine Handlung in ihrem zeitlichen Verlauf. Es handelt sich dabei also nicht um eine „geschlechtsneutrale Personenbezeichnung“** wie der Leitfaden der FU-Berlin behauptet – und dabei weitere Bedeutungsnuancen unterschlägt. Denn ein „Dozierender“ kann durchaus auch ohne Lehrauftrag als überheblich-arroganter Redner identifiziert werden. Solche häufig nur im Kontext des Gesagten zu entschlüsselnden Bedeutungen sind im Raster des Gendersensiblen nicht vorgesehen. **Die großzügig dimensionierten Möglichkeitsräume sprachlicher Nuancen schrumpfen zu engen Kammern, die ein reduktionistisches Basisdeutsch beherbergen, ohne dass diese Beschränkung mit einem Gewinn an sprachlicher Präzision einherginge.**

So wird das Bestreben, eine moralisch-politisch aufgeladene „Vollständigkeit“ zu artikulieren, in sein Gegenteil verkehrt: **Diversitätshuberei qua Grammatikumdeutung oder Zeichen-Buchstaben-Codierung führt zu inhaltlicher Verarmung und wissenschaftsfeindlicher Komplexitätsreduktion.**

Noch vor wenigen Jahren war es selbst für Konfliktscheue möglich, sich dem Jargon zu verweigern. Autoren wissenschaftlicher Texte bedienten sich selbstverständlich der herkömmlichen Form des generischen Maskulinums. Irgendwann fanden sich in solchen Aufsätzen rechtfertigende Fußnoten. Darin entschuldigten sich die Autoren für den Gebrauch des generischen Maskulinums und beteuerten, dass ihre Texte sich natürlich auf „Personen aller Geschlechter“ bezögen. Pardon wird dennoch nicht gegeben, wie im Hinweisblatt zur „gendersensiblen Sprache“ an der TU-Dresden zu lesen ist: **„Fußnoten mit Anmerkungen der theoretischen Berücksichtigung aller Geschlechter bei generischem Maskulinum sind unzureichend, da keine gleichberechtigte aktive Versprachlichung vorliegt.“** Heißt es dort in schönstem Bürokratendeutsch. Was also tun? **Autoren und Dozenten bleibt die Wahl zwischen Sachtext und Jargon. Den Anspruch auf ideologiefreie Sprache werden sie an freien Universitäten künftig offensiver vertreten müssen.**

*Die Autorin ist promovierte Literaturwissenschaftlerin, Buch- und Hörfunkautorin.*

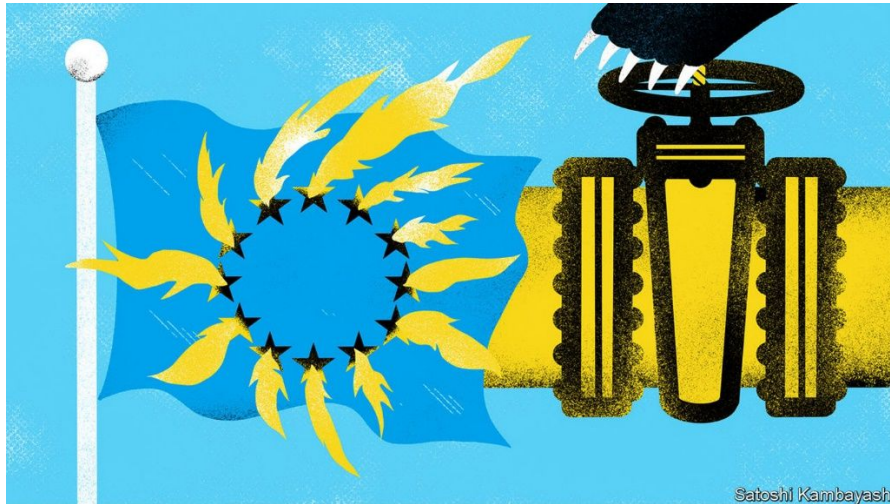
16 octobre (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/10/13/europe-is-growing-complacent-about-its-energy-crisis>

Leaders | Less is more

## Europe is growing complacent about its energy crisis

More measures are needed to curtail demand and boost supply



Oct 13th 2022

Ukraine cannot repel Russia's invasion without the [support](#) and strength of its allies. The recent rapid advance of the Ukrainian army has shown the huge pay-off it reaps from Western arms shipments and intelligence-sharing. Russia's missile attacks on [civilian targets](#) this week are a sign of its desperation in the face of military defeats).

Unfortunately, away from the battlefield there is a growing and under-acknowledged threat to the Western resolve on which Ukraine relies. Europe is mishandling the energy crisis Russia has inflicted on it. Its failures could not [only harm Europe](#), but also sap public support for the war effort.

On the surface Europe's predicament seems less perilous than it did. Despite Russia this year reducing flows of gas into Europe to half their normal levels, the eu's gas-storage facilities are over 90% full, having been topped up with abundant imports of liquefied natural gas (lng). October looks likely to be unseasonably warm, reducing energy demand. The price of European gas for delivery in December is down about 33% from mid-September and 50% from its highs during a panic this summer.

Yet this balmy picture is fuelling complacency. Long-range weather forecasts suggest November and December could be cold. And gas storage is not enough to replace lost Russian inflows. If these fall to zero, normal energy consumption would leave storage perilously low by March, which can be chilly. Cold weather in Asia or a rebound in China's economy may make lng dearer. And a huge challenge looms in preparing for the winter of 2023-24. Europe needs to refill its storage all over again, but this time possibly without any Russian gas. Every unit of stored gas that Europe burns now is one it must replace next year.

Curbing demand is an urgent task. Yet governments have so far focused on subsidising energy prices and protecting households and businesses from the shock. Italy did not cut its consumption at all in the first six months of 2022. At the end of September, cold weather in Germany briefly took gas consumption to 14.5% above the 2018-21 average. Britain is capping energy prices and is only [belatedly pledging a public-information](#) campaign on conserving energy—while lobbying neighbours to keep sending electricity. An incipient plan for the eu to buy gas jointly could lower prices, but will not solve the shortage.

Some countries have unveiled energy-saving plans. On October 6th France lined up ministers for a long presentation advising cooler swimming pools and slower driving. Spain's cabinet approved a set of measures

on October 11th. Germany has unveiled a clever scheme to reduce bills while preserving incentives to conserve energy. But the overall effort is piecemeal, and is unlikely to meet the eu's target of a 15% reduction in demand. Achieving that goal will be essential if Russian supplies are cut off fully, even if lng remains plentiful. Yet the target is voluntary and littered with exemptions.

The alternative to cutting demand is boosting supply, but governments have been dragging their feet here, too. Germany is reluctantly extending the life of two of its nuclear plants, but only until April 2023. France objects to a new gas pipeline from Spain to Germany, which would enable more of Spain's lng imports to flow to the rest of the continent. The French government says the pipeline clashes with Europe's climate goals, but cynics suggest its real aim is to protect its nuclear-power industry.

Most short-sighted is Europe's failure to take advantage of its own gas reserves. The Netherlands boasts a gasfield in Groningen which could, without any new infrastructure, provide about half as much gas as Russia used to supply to Germany. Yet production is minimal and the field is scheduled to close by 2024. The Dutch government fears the wrath of local homeowners who have suffered in the past when pumping gas has triggered earthquakes.

Only about 22,000 houses that are yet to be reinforced are assessed as being at risk of damage should Groningen produce at full capacity. The costs of compensating those homeowners, or indeed all residents of Groningen, for their losses are only a fraction of the revenues that could be earned from the field's gas. And those revenues do not account for the knock-on economic and strategic benefits of replacing Russian gas. Given the stakes of the conflict in Ukraine, closing the Groningen field as scheduled would be astonishingly blinkered.

Europe's politicians must stop acting as if the energy shortage is a one-winter affair that can be weathered by handing out subsidies. Unless they redouble their efforts to bring supply and demand into balance, they risk a worse and [more costly energy crisis in 2023](#) or beyond—one for which Ukraine could end up paying a big share of the price.

16 octobre (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/16/combien-de-temps-paris-intra-muros-peut-il-continuer-a-tourner-le-dos-a-ce-qui-se-passe-au-dela-du-peripherique\\_6145982\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/16/combien-de-temps-paris-intra-muros-peut-il-continuer-a-tourner-le-dos-a-ce-qui-se-passe-au-dela-du-peripherique_6145982_3232.html)

## « Combien de temps Paris intra-muros peut-il continuer à tourner le dos à ce qui se passe au-delà du périphérique ? »

### Chronique

Philippe Bernard, éditorialiste au « Monde »

Alors que la fracture sociale entre la capitale et sa banlieue ne cesse de grandir, le mille-feuille politique à cinq niveaux semble condamner les élus à de multiples et vaines guerres de tranchées, déplore, dans sa chronique, Philippe Bernard, éditorialiste au « Monde ».

**Publié aujourd'hui à 04h15 Temps de Lecture 3 min.**

Quelle pénurie d'essence ? Alors que la France des régions et des périphéries galère pour faire le plein, les habitants de sa capitale, dont 65 % n'ont pas de voiture et dont seulement 25 % l'utilisent pour leurs déplacements quotidiens, vaquent à leurs occupations, comme sur une autre planète.

Cette exception des vingt arrondissements parisiens résulte de l'extraordinaire quantité de richesses et de lieux de pouvoir que l'histoire du pays a concentré à Paris. Ainsi que de la densité, sans équivalent dans le monde, de ses transports publics. [Cent pour cent](#) : c'est la proportion des Parisiens vivant à proximité d'un métro rapide et fréquent, une part réduite en moyenne de moitié dès que l'on franchit le boulevard périphérique.

Cette liberté de pouvoir se passer de voiture relève d'un immense privilège. Sur le plan national, « 45 % des Français déclarent ne pas avoir accès à un transport public. En zone rurale, la proportion monte à 71 %, contre 8 % dans les grandes villes. La différence est énorme », observe dans *Le Parisien* du 11 octobre, Sandra Hoibian, directrice générale du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc).

Le gouffre est abyssal en Ile-de-France : tandis que les édiles parisiens promettent une « ville du quart d'heure » où tout, de l'école aux commerces, au sport et à la santé, est à moins de 15 minutes à pied, les banlieusards les plus éloignés recourent, de gré ou de force, à l'automobile pour 87 % de leurs déplacements.

Cette « fracture mobilité » béante, que le futur métro du Grand Paris doit commencer à réduire, est matérialisée par la muraille en béton du boulevard périphérique, autoroute urbaine de 35 kilomètres qui, sauf à l'ouest, sépare deux paysages urbains, deux univers. Construit entre 1956 et 1973 sur l'emprise des anciennes « fortifs » démolies en 1919, le « périph » en a recréé l'effet frontière. L'étrange expression « intra-muros » n'est pas seulement une survivance historique. Aberrante dans une métropole à vocation mondiale, elle exprime la coupure perpétuée entre les vingt arrondissements et leurs « banlieues », et pas seulement en matière de transports publics.

### Fossé de richesses

De fait, **la fracture sociale ne fait que s'aggraver**, marquant l'échec des politiques de la ville censées la réduire. Une étude de l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), publiée en 2020, montre qu'en Ile-de-France les quartiers défavorisés sont de plus en plus pauvres et les zones riches de plus en plus opulentes. Même la gentrification de certaines communes de proche banlieue ne parvient pas à contrebalancer cette tendance à une « polarisation toujours plus marquée entre territoires aisés et territoires pauvres ».



Ce fossé de richesses, bien visible sur les cartes classant les communes selon les revenus des habitants, suit, au nord et à l'est, la ligne de démarcation du périphérique. De part et d'autre des « murs » de la ville-centre, deux régimes, fonciers, fiscaux, scolaires et politiques, se perpétuent de facto.

**Au-delà du « périph », le mètre carré d'habitation perd en moyenne 30 % de sa valeur, voire 60 % entre le 18<sup>e</sup> arrondissement et Aubervilliers ou Saint-Denis, dans la Seine-Saint-Denis. **Moins riches, dans des périphéries moins bien desservies, les banlieusards propriétaires de leur logement paient un impôt foncier considérablement plus élevé que les Parisiens intra-muros.** Quant aux services publics, ils ont tendance à fonctionner en mode dégradé sitôt franchi la barrière.**

Moins de policiers, moins d'enseignants, de greffiers, de magistrats, de médecins scolaires : le constat dressé en 2018 par les députés François Cornut-Gentille et Rodrigue Kokouendo sur la Seine-Saint-Denis est accablant : « *Le moins bien doté des établissements scolaires parisiens reste mieux doté que le plus doté des établissements de la Seine-Saint-Denis* », disait-il, cinglant, mettant en lumière le scandale d'un Etat donnant moins à ceux qui ont le moins. Le diagnostic a suscité un plan de rattrapage par l'Etat, dont les insuffisances ont été dénoncées en février par les élus.

### Promesse enterrée

Combien de temps Paris intra-muros peut-il continuer à prospérer en tournant le dos à ce qui se passe au-delà du périphérique ? La question se pose à la municipalité parisienne qui, tout en prétendant vouloir atténuer la blessure de cette frontière indéfendable, en y contrôlant mieux la circulation et en la végétalisant, met en œuvre des politiques qui la renforcent. Les abords du périphérique, derniers gisements de revenus fonciers pour la Ville, font l'objet d'une urbanisation exacerbée qui épaissit la muraille plutôt que de l'atténuer.

Absolument justifié face aux nuisances, le stationnement payant des scooters et motos coûte quatre fois plus cher aux banlieusards qu'aux Parisiens. Les artisans, de fait chassés de Paris, eux, doivent payer 240 euros par an pour stationner et donc venir travailler dans la capitale. Quant à la légitime réduction de la circulation automobile intra-muros, elle n'est guère compensée par une offre de transports renforcée.

Seule l'échelle de la région ou de la Métropole du Grand Paris peut permettre de traiter la multitude de domaines (logement, climat, transports, etc.) d'intérêt commun. Mais, engluée dans son mille-feuille politique à cinq niveaux – communes, intercommunalités, départements, métropole et région –, l'Ile-de-France, et ses 12,2 millions d'habitants, semble condamnée à ces multiples et vaines guerres de tranchées.

Et rien, alors qu'Emmanuel Macron semble avoir renoncé à sa promesse de « *simplifier drastiquement les structures* » du Grand Paris, pas même le double fiasco électoral à la présidentielle des deux têtes d'affiche qui s'affrontent de part et d'autre de la muraille parisienne – Anne Hidalgo et Valérie Pécresse –, ne permet d'envisager une sortie de cet antagonisme d'un autre âge entre l'« intra » et l'« extra » murs.

16 octobre (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/10/16/mon-metier-ne-sera-plus-jamais-comme-avant-deux-ans-apres-l-assassinat-de-samuel-paty-les-enseignants-toujours-marques\\_6145984\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/10/16/mon-metier-ne-sera-plus-jamais-comme-avant-deux-ans-apres-l-assassinat-de-samuel-paty-les-enseignants-toujours-marques_6145984_3224.html)

## « Mon métier ne sera plus jamais comme avant » : deux ans après l'assassinat de Samuel Paty, les enseignants toujours marqués

La mort du professeur d'histoire-géographie, décapité le 16 octobre 2020 pour avoir montré des caricatures de Mahomet, a éveillé une vigilance qui ne quitte pas les enseignants. Certains s'avouent toujours démunis face à des sujets comme la laïcité, mais témoignent de l'importance de leur mission.

Par [Eléa Pommiers](#)

Publié aujourd'hui à 04h45, mis à jour à 08h46



Un monument en forme de livre contenant des dessins de presse, place de la Liberté, à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), le 13 octobre 2022. BENJAMIN GIRETTE POUR « LE MONDE »

Quand il évoque le 16 octobre 2020, Erwan (les enseignants cités par leur prénom ont souhaité garder l'anonymat), professeur d'histoire-géographie, parle d'une « déflagration ». Le soir où Samuel Paty a été décapité aux abords de son collège de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) pour avoir montré des caricatures de Mahomet lors d'un cours sur la liberté d'expression, cet enseignant niçois a compris « *que l'on peut mourir d'enseigner des valeurs de tolérance, d'égalité et de liberté* ». Deux ans après, il l'affirme : « *Mon métier ne sera plus jamais comme avant.* »

A l'heure des hommages et des commémorations, les mots « *sidération* », « *choc* », voire « *traumatisme* » sont encore sur les lèvres de nombreux enseignants lorsqu'il s'agit d'aborder l'attentat qui a ébranlé la profession dans ses fondements, il y a deux ans. « *C'est une épreuve durable, et je pense que nous n'avons pas encore saisi toute la mesure de cet épisode* », estime Rémy Sirvent, secrétaire national du SE-UNSA au secteur laïcité, école et société.

Chez les professeurs, invités il y a quelques jours à organiser des hommages les 14 et 17 octobre, la vive émotion des premiers mois s'est estompée. Si tous affirment « *ne pas oublier* », certains confessent « *ne plus en parler* », et la très grande majorité dit « *faire cours normalement* ». Mais nombreux sont ceux, notamment parmi les professeurs d'histoire-géographie, qui constatent que l'attentat a laissé des traces dans leurs pratiques.

**« Je prends des pincettes »**

Souvent, même chez les plus chevronnés, la mort de Samuel Paty a éveillé, ou avivé, une vigilance qui ne les quitte pas. « *C'est évident qu'il y a des choses que je ne gère plus du tout comme avant* », constate

Raphaëlle, professeure d'histoire-géographie depuis presque trente ans en Gironde. La cabale lancée contre Samuel Paty sur les réseaux sociaux a attisé chez elle une inquiétude profonde de cette vie en dehors de la salle de classe sur laquelle elle n'a pas de prise. « *Je fais maintenant très attention à ce que mes échanges avec les élèves ne soient pas enregistrés, je prends des pincettes quand j'aborde des questions liées à la religion par exemple, et je suis plus vigilante à la manière dont je m'adresse aux élèves, car je ne sais pas comment ça va être répété* », liste-t-elle.

Peser chaque mot, ciseler le vocabulaire, veiller à ne pas être mal compris, à ne pas blesser... Cette question de la réception et de la perception de ses propos par des adolescents soucie constamment Thibault, professeur à Versailles. Lui a commencé à enseigner après la mort de l'enseignant de Conflans-Sainte-Honorine et il reconnaît avoir dans la tête une « *ampoule Samuel Paty qui s'allume à chaque fois qu'[il] aborde une question sensible* » avec ses élèves.

Les cours d'histoire-géographie [et d'éducation morale et civique \(EMC\)](#) lui donnent de nombreuses occasions. Il garde encore en mémoire cette séance sur la naissance de l'islam, lors de sa première année d'enseignement, où des élèves de lycée lui ont reproché d'être « *insultant* » [parce qu'il parlait de « Mahomet » et non de « Muhammad »](#). « *Je n'avais pas du tout anticipé ça, se souvient-il. J'ai tout de suite pensé à Samuel Paty. On ne sait jamais comment les élèves peuvent réagir et quand un cours peut basculer, il faut vraiment être solide sur ses acquis pour pouvoir répondre.* »

Pour d'autres enseignants, le drame du 16 octobre 2020 a enraciné une profonde méfiance envers la « *hiérarchie* », [accusée de ne pas avoir soutenu Samuel Paty](#), dont ils ne se départissent pas. « *Je n'ai pas peur des élèves, c'est mon travail de m'adapter à leurs questions et à leurs réactions*, explique Maxime, enseignant à Limoges, qui a préféré arrêter d'utiliser des caricatures pour enseigner la liberté d'expression. *Mais si, un jour, ça dérape, je ne suis pas sûr que l'institution me soutiendra.* »

Le ministère de l'éducation nationale a multiplié les annonces et les mesures pour assurer un accompagnement aux enseignants qui en auraient besoin. Les équipes de référents laïcité ont été renforcées, des équipes « *valeurs de la République* » ont été créées, [des formations à la laïcité ont été mises en place en 2021...](#) Cent trente mille personnels en ont bénéficié jusque' alors.

« *Je ne me sens pas armée* »

Sur le terrain, pourtant, le sentiment que peu de choses ont changé est encore prégnant. Certains s'avouent toujours démunis face à des sujets qu'ils considèrent comme sensibles. « *Je peux répondre à toutes les questions qu'ils veulent sur la sexualité, même les plus crues, mais sur la laïcité, je ne me sens pas armée ni formée, et il faut quand même que ce soit bien clair pour moi afin d'avoir les bons mots pour répondre* », concède Anne-Lise, professeure de sciences de la vie et de la terre en réseau d'éducation prioritaire renforcé

D'autant que, même pour les plus aguerris et volontaires, la solitude et **l'amertume pointent parfois face à un débat public et politique qui entretient la controverse sur des valeurs et des principes que la société charge l'enseignant de transmettre**. « *Notre voix est noyée dans des analyses beaucoup plus confuses, il suffit de regarder les réseaux sociaux et d'écouter certaines prises de parole politiques sur la laïcité... Les choses partent dans tous les sens* », regrette Christophe Cailleaux, professeur d'histoire près de Dijon. Manière de rappeler que l'école ne peut pas tout seule.

L'attentat de Conflans-Sainte-Honorine n'a cependant pas fait naître que des doutes et des appréhensions, tant s'en faut. La plupart des enseignants assurent n'éviter aucun sujet et témoignent d'une conscience plus profonde encore en l'importance de leur mission auprès des élèves. « *La mort de Samuel Paty a renforcé mes convictions et je m'attache encore plus à essayer de mettre les élèves en situation de parole en EMC, au travers de débats sur la liberté d'expression* », explique, par exemple, Erwan, le professeur de Nice, pour qui le métier d'enseignant n'a « *jamais été aussi essentiel* ».

## Faire « vivre une mémoire positive »

Beaucoup lui font écho et affirment veiller à mieux faire vivre et expliquer ces notions de liberté d'expression et de laïcité, sur lesquelles ils sont nombreux à constater une confusion et une incompréhension croissante de leurs élèves.

Fouzia a ainsi décidé de construire des cours autour des caricatures, qu'elle n'utilisait pas auparavant. « *Mes élèves pensaient qu'une caricature représentait forcément Mahomet, ils ne la voyaient que comme une attaque, pas une liberté* », explique cette enseignante dans un collège REP+ de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). « *Je savais que j'allais les heurter en montrant ces dessins, poursuit-elle. Mais je les encourage à exprimer leur désaccord. C'est comme ça qu'on aborde la liberté d'expression, le respect de l'opinion de l'autre, la question du blasphème... Et quand je leur explique la tradition historique, quand je leur montre des caricatures politiques et anticléricales du XIX<sup>e</sup> siècle, ils comprennent.* »

C'est pour faire « *vivre cette mémoire positive* », celle qui existe au quotidien à travers l'acte d'enseigner, que l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG) a lancé le prix Samuel-Paty. Remis pour la première fois le 15 octobre, il est destiné à faire travailler des élèves autour d'un thème : « *Sommes-nous toujours libres de nous exprimer ?* » en 2022, « *Les infox, quels dangers pour la démocratie ?* » pour 2023. Une façon, selon Christine Guimonnet, professeure en lycée à Pontoise (Val-d'Oise) et secrétaire générale de l'APHG, de ne pas laisser l'attentat de 2020 « *devenir un simple fait divers* » et de montrer que les enseignants « *continuent à faire ce qu'ils savent faire, avec détermination* ».

Eléa Pommiers

16 octobre (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/16/sonia-backes-la-republique-nous-impose-de-ne-rien-ceder-face-a-ceux-qui-tentent-de-saper-le-respect-de-la-laicite\\_6146003\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/16/sonia-backes-la-republique-nous-impose-de-ne-rien-ceder-face-a-ceux-qui-tentent-de-saper-le-respect-de-la-laicite_6146003_3232.html)

## Sonia Backès : « La République nous impose de ne rien céder face à ceux qui tentent de saper le respect de la laïcité »

[Tribune](#)

Secrétaire d'Etat à la citoyenneté

*Alors qu'est célébré le deuxième anniversaire de la mort de Samuel Paty, la secrétaire d'Etat à la citoyenneté réaffirme dans une tribune au « Monde » l'attachement capital du gouvernement à la laïcité, de plus en plus mise à mal à l'école.*

Publié aujourd'hui à 08h00, mis à jour à 08h00 Temps de Lecture 3 min.

Notre République se retrouve, en ce dimanche 16 octobre, autour de la mémoire du professeur Samuel Paty, lâchement assassiné au nom d'une idéologie barbare il y a deux ans jour pour jour. Nul n'a oublié l'effroi glaçant qui nous a saisis à l'annonce de ce crime odieux. **La mémoire de Samuel Paty nous oblige. Elle nous impose une ardente obligation : ne rien céder, jamais, face à ceux qui tentent de saper le respect de la laïcité dans l'école de la République.**

**Hélas, cette commémoration coïncide avec une recrudescence des atteintes à la laïcité en milieu scolaire.** Ce phénomène n'est pas nouveau, mais il connaît un regain d'actualité, comme en attestent [les chiffres communiqués par le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse](#). Ces chiffres reflètent une réalité qu'il faut regarder en face.

Notre vigilance est d'autant plus indispensable que **ces atteintes à la laïcité se parent aujourd'hui des atouts faussement flatteurs de la modernité**, grâce au rôle délétère joué par les réseaux sociaux. Le principe de laïcité est remis en cause par **des jeunes en mal de transgression**, qui ne semblent plus en comprendre la nécessité. **Ils y sont encouragés par leur entourage** autant que par toute une nébuleuse d'influenceurs religieux d'un nouveau genre qui, forts d'une large audience, incitent la jeunesse au contournement de la loi.

Il est donc plus nécessaire que jamais de rappeler **quelques éléments essentiels s'agissant du respect de la laïcité en milieu scolaire.**

[Protéger nos enfants](#)

Pourquoi ? D'abord pour protéger nos enfants : **l'école est avant tout le lieu de la création d'une culture commune, de l'exercice de libre arbitre et de l'apprentissage de la citoyenneté.** **La laïcité a justement vocation à y protéger les élèves du prosélytisme et des pressions d'un entourage** qui les empêcherait de se sentir libres de leurs opinions.

Ensuite parce que **la laïcité y permet la liberté d'expression, le pluralisme des convictions et l'égalité entre les filles et les garçons.** Rien n'empêche d'exprimer ses convictions religieuses en dehors de l'école, dans la sphère privée. **Sans cesse, il faut le rappeler : la laïcité, ce n'est en rien la négation du fait religieux, et encore moins la stigmatisation d'une religion.** Lorsque l'Etat défend le principe de laïcité, il garantit la liberté de croire ou de ne pas croire, il défend la liberté religieuse et la liberté d'expression.

Comment ? Nous avons en la matière une boussole : **[la loi du 15 mars 2004](#)** encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles,

collèges et lycées publics. L'application de cette loi a été, depuis sa promulgation, éclairée par une jurisprudence précieuse du Conseil d'Etat. La loi de 2004 vise non seulement les signes ou vêtements religieux **par nature**, mais aussi les signes ou vêtements qui deviennent ce que l'on pourrait qualifier de vêtements religieux « **par destination** ». En la matière, **c'est en effet l'intention qui compte**.

Or, quelle est-elle, l'intention qui se cache derrière le port concerté d'abayas ou de qamis par plusieurs élèves d'un même établissement scolaire ? Les messages abondamment relayés sur certains réseaux sociaux prisés par les collégiens ou lycéens nous **indiquent qu'à travers le port assumé de ces vêtements certains élèves souhaitent mettre à mal l'application du principe de laïcité en milieu scolaire en affirmant une identité religieuse**. La distinction, parfois brandie, entre vêtements culturels et vêtements culturels relève dans ces cas-là du sophisme.

Porte d'entrée vers le séparatisme

Cette remise en question est dangereuse à au moins trois égards : elle sape les principes du vivre-ensemble auprès d'une jeunesse par essence influençable, et constitue bien souvent **la porte d'entrée vers le séparatisme**. En outre, **les atteintes à la laïcité prennent parfois des tournures plus violentes, lorsque des enseignants ou des personnels éducatifs sont visés, menacés, voire agressés pour avoir voulu faire respecter l'application de la loi de 2004 ou pour avoir, dans leur enseignement, traité de la question de la laïcité**. Cela a été le cas encore récemment, à Paris ou à [Thann \(Haut-Rhin\)](#).

A tous les personnels éducatifs menacés dans l'exercice de leur mission, je veux dire que **le gouvernement est à leurs côtés**. Avec les ministres de l'intérieur et de l'éducation nationale, nous continuerons de leur assurer un soutien sans faille, de recevoir avec la plus grande gravité chaque signalement, chaque menace et d'assurer une réaction immédiate de l'Etat. La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République nous donne à cette fin des outils qui permettent de lutter encore plus efficacement contre les personnes et les structures qui poursuivent des visées séparatistes, notamment autour de la sphère scolaire. **Cette fermeté doit aussi permettre de protéger l'écrasante majorité des musulmans de France qui n'aspirent qu'à une chose : vivre et pratiquer leur religion dans le respect des lois de la République**.

Etre fidèle à la mémoire de Samuel Paty, c'est réaffirmer avec force cette évidence : **la République ne tremblera pas face à ceux qui, insidieusement et méthodiquement, cherchent à saper ses fondements**.

**Sonia Backès** est secrétaire d'Etat à la citoyenneté.

16 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/verzicht-und-mass-wie-wir-auf-die-krise-reagieren-muessen-ld.1706630>

## Krieg und Krise zwingen uns vielleicht zum Verzicht. Wir können ihr aber auch gelassen begegnen, mit Mässigung

Wir werden zurückstecken müssen, darüber sind sie sich einig, die Moralisten und Ästheten des Verzichts. Dabei geht es im Grunde nur um eines: tun, was zu tun ist.

Ralf Konersmann 16.10.2022, 05.30 Uhr



### Gilt der Grundsatz der Mässigung auch für den Notvorrat an Bier?

Der kommende Winter wird hart – so oder so ähnlich lauten die Prognosen, auf die zurzeit die politischen Debatten in ganz Westeuropa hinauslaufen. Die Gründe liegen auf der Hand. Der Winter wird hart, weil die Elementarversorgung mit Öl, Gas und Strom gefährdet ist und die Gesetze des Marktes schon jetzt dafür sorgen, dass die laufenden Kosten in die Preisgruppe der Luxusgüter vorstossen. Die Wirtschaft, das haben Marktbeobachter festgestellt, nimmt bereits Schaden, die Inflation steigt deutlich an, und immer mehr Menschen wissen nicht, wie sie zurechtkommen sollen.

Sie werden, so viel ist klar, zurückstecken müssen. Weniger klar ist, wie sie auf die absehbaren Zumutungen, auf die näher rückende Kälte und Dunkelheit, auf Überteuerung und Immobilität, die für die meisten Menschen vollkommen neue Erfahrungen sind, reagieren werden. Krawalle, wie sie im Winter 2018/19 die Gelbwesten-Bewegung vor allem in Frankreich auslöste, scheinen nicht mehr ausgeschlossen. Wie zu erwarten, heizen Aktivisten rechts wie links die Stimmung kräftig an. Weit beunruhigender ist indes die plötzlich aufgekommene Aufgeregtheit amtierender Politiker, die in den Teilnehmern der künftigen Protestaktionen schon jetzt die «neuen Staatsfeinde» ausgemacht haben wollen.

Bemerkenswert ist in der Tat die Sprache, die das Gesicht der sich aufschaukelnden Krise prägt. So war bereits in den ersten Stellungnahmen zu den Sanktionsmassnahmen, mit denen der Westen auf die russische Aggression reagierte, wiederholt von Verzicht die Rede. Dieser wurde – erstaunlich genug – nicht beklagt, sondern als eine Unabänderlichkeit dargestellt, mit der auch Chancen verbunden seien. Sogar von einer neuen «Verzichtskultur» war zu hören, die nicht nur den skandalös ausgefertigten Konsum der westlichen Gesellschaften eindämmen könne, sondern auch gleich jenen verantwortungslosen Liberalismus, der im Verdacht steht, die Interessen des Individuums über die der Gemeinschaft zu stellen.

## **Die Trägen und Verwöhnten**

In diesem Sinn haben sich seither immer weitere Intellektuelle geäußert. Schriftsteller drängen die Politik, mutig zur Tat zu schreiten, die Einschränkungen offen zu benennen und den Bürgern auch wirklich zuzumuten. Schritt für Schritt wechselte die Aufmerksamkeit von der politischen Abwägung der Krise zu den Reaktionen derer, die unmittelbar betroffen sind. Eine evangelische Bischöfin meldete sich zu Wort, um öffentlich all die Trägen und Verwöhnten zu schelten, die angesichts des Krieges in der Ukraine keinerlei Opferbereitschaft zeigten und bereits das Wort Verzicht mit Unbehagen quittierten.

Der erhobene Zeigefinger der Theologin reiht sich ein in eine Abfolge von Versuchen, der Krise didaktisch beizukommen. «Gut so», jubelte schon vor Beginn des Krieges ein deutscher Fernsehkommentator. «Denn nur wenn Öl und Gas spürbar teurer werden, kriegen wir die Erderwärmung in den Griff.» Angesichts dessen, was die Normalverbraucher im kommenden Winter erwartet, liegt der Zynismus solchen Daherredens offen zutage – dieser Politik mit der Brechstange, die, wie früher die Geschichte, so heute den Markt für sich arbeiten lässt, um endlich den Gesinnungswandel einer ganzen Kulturgemeinschaft herbeizuzwingen.

Überzeugender, wenn auch keineswegs zufriedenstellend, sind da schon die Auftritte der sogenannten Minimalisten, von denen einige das einfache Leben als privaten Lifestyle-Event entdeckt haben und nun so etwas vorleben wie eine Luxusvariante der Askese: die Bevorzugung edler Manufakturware, die allein durch ihre Schlichtheit Eindruck macht. Immerhin verkneift sich diese Käufergruppe ideologische Überhöhungen. Ihre Vertreter machen gar kein Hehl daraus, dass es ihnen vor allem darauf ankommt, den feinen Unterschied zu betonen.

## **Die volle Härte**

Die Frage, ob ein solcher Ästhetizismus, eine so offensiv vorgetragene Frugalität als Verzichtleistung ansprechbar ist, beantwortet sich von selbst. Das minimalistische Programm kennt das Leid der Entbehrung nicht: den Mangel, den Rückschlag, die Enttäuschung. Die Art Verzicht, die der kommende Winter den meisten Menschen abverlangt, ist weder eine Gelegenheit, sich zeitgeistkonform hervorzutun, noch ein moralpolitischer Wegweiser. Sie verlangt vielmehr, das Ausbleiben des eben noch Verfügbaren und zuversichtlich Erwarteten zu verkraften. Wer in dieser Weise verzichten muss, erlebt die volle Härte, die der Entzug für ihn selbst und die Seinen bedeutet.

Die wiederholt vorgetragene Erwartung, die Krise werde die Menschen lehren, künftig mit weniger zufrieden zu sein, bewegt sich weit abseits solcher Realitäten. Diese Realitäten ermutigen nicht, sondern halten Zumutungen bereit: das Senken der Ansprüche, das Abschiednehmen von persönlichen Plänen, den Verlust der Sicherheit.

Der Begriff des Verzichts, von dem in diesen Tagen die Rede ist, meint eine Form der Verknappung, die, anders als die bekannte Phrase behauptet, gerade nicht auf Freiwilligkeit beruht. Von der Freude des Fastens oder der Ergebung des Mystikers, der alles Irdische von sich abtut, ist dieser Verzicht ebenso weit entfernt wie von Goethes lebensweiser «Entsagung». Die kommenden Verzichte betreffen Dinge, die schmerzlich vermisst werden. Reden wir also nicht darum herum: Es werden Verlusterfahrungen sein.



## **Das gewohnte Quantum**

Schon der römische Philosoph Seneca hat dem situationsblinden Rigorismus des Verzichts eine Idee gegenübergestellt, die es erlaubt, die Situationen der Beschränkung in ihrer ganzen Komplexität zu erfassen: die Idee des Masses. Er halte immer weniger vom Verzicht, gesteht er seinem Schüler Lucilius, und so wolle er sich künftig an das Mass halten. Bequemer sei das allerdings keineswegs. Das gewohnte Quantum pauschal zu reduzieren, wie es der Verzicht vorsehe, sei in der Praxis viel leichter zu handhaben als der Vorsatz, in jeder Situation das gebotene Mass zu finden und es einzuhalten.

Senecas Unterscheidung bringt die Sache auf den Punkt. Im Vergleich mit dem Verzicht ist die Mässigung das anspruchsvollere, aber auch das intelligentere und langfristig tragfähige Konzept.

Der Verzicht ist das indifferente Weniger, dem in seiner Pauschalität der Sinn fehlt für die Situationen, in denen es gefordert ist. Weit subtiler verfährt die Mässigung. Der Grundsatz der Mässigung betrifft den Einzelfall und bedarf deshalb, neben der Erfahrung, der Einsicht und sogar der Zustimmung der unmittelbar Betroffenen. Der Verzicht ist ein unumgänglicher nächster Schritt, die Mässigung ein freier Entschluss. Der Verzicht verlangt, dass man ihn hinnehme und ertrage, die Mässigung, dass man sie sich zu eigen mache und sie gestalte.

## **Die Scham des Masses**

Politisch gesehen wirkt das Mass als Appell, der sich an verantwortungsvoll handelnde Bürger wendet. Für eine Politik, die auf Teilhabe setzt und die Bürger nicht bedrängen und erziehen, sondern ansprechen und mit ihnen gemeinsam zu Lösungen kommen will, müsste deshalb die Mässigung das Mittel der Wahl sein. Das aber ist keineswegs der Fall. Erstaunlich einmütig setzen die politischen Akteure auf die Sprache des Verzichts, dessen grobe Mechanik zum Grundsatz der Mässigung quersteht.

Das mag auch daran liegen, dass Mass und Mässigung gänzlich unspektakuläre Grössen sind, die keine Schlagzeilen hergeben. Die zahllosen Versuche der Vergangenheit, die Begriffe Mass und Mitte zu koppeln und propagandistisch auszubeuten, klangen fade und abgeschmackt. Wie das Mass, so entzieht sich auch die Mässigung der Idiomatik der Aufrufe und Manifeste. Weitaus treffender ist das Wort Nietzsches, der von der «Scham des Masses» gesprochen hat. Gemässigt im Sinn dieses Wortes ist die Haltung derer, die im Stillen, ohne Aufforderung und ohne Zwang, schlicht und einfach tun, was zu tun ist: das hier und jetzt Angemessene. Beim Grundsatz der Mässigung geht es nicht darum, viele Worte zu machen; es kommt darauf an, danach zu handeln.

Der Sinn für das Angemessene ist allerdings ein Vermögen, das der Mensch nicht qua Geburt einfach mitbringt. Was das Mass ist und was Mässigung, will als solches überhaupt erst erkannt, verinnerlicht und von Fall zu Fall immer neu bestimmt sein. Daher die von Seneca angedeutete Komplizierung. Der Verzicht ist etwas Oktroyiertes, die Mässigung ein Aufgenommenes, Angeeignetes und lebensbegleitend Kultiviertes. Die Mässigung predigt nicht den pauschalen Verzicht, sondern schärft den Sinn für die Situation. Diesem Anspruch kann sie jedoch nur gerecht werden, wo sie das sach- und erfahrungsbezogene Urteil der unmittelbar Beteiligten aufnimmt, über das keine politische Ideologie Gewalt hat.

Und ebendies, die Fühlungnahme mit den Dingen, ist entscheidend. Die Mässigung ist ein Konzept, das nicht, wie die Normen und Werte unserer Tage, erst umständlich definiert und dann

von aussen an die Menschen herangetragen werden muss. Der Grundsatz der Mässigung folgt jenem Mass, das, nach klassischer Auffassung, in den Dingen angelegt ist und im Umgang mit ihnen erlernt werden kann: als die bestimmte Art und Weise, wie sie gehandhabt und getan sein wollen.

### **Tun, was angemessen ist**

Wer diesem Grundsatz folgt und sich aus freien Stücken mässigt, behält die Initiative. Im Unterschied zu denen, die per Dekret oder infolge einer marktlogisch nur folgerichtigen Preisentwicklung verzichten müssen, behält derjenige, der sich mässigt, das Heft des Handelns in der Hand.

Sozialpsychologische Erhebungen zur aktuellen Stimmungslage bestätigen, dass die Menschen sich trotz absehbaren Härten ihren Mut genau dann bewahren, wenn sie das Gefühl haben dürfen, Einfluss nehmen und ihre persönliche Situation gestalten zu können. Mit einem Wort: wenn sie beteiligt sind und ihr Urteil Gewicht hat. Die Mässigung ist eine Form der Zurückhaltung, die nicht aus dem Verzicht kommt, sondern aus dem Vertrauen in die Ordnung der Dinge und in die eigene Handlungsfähigkeit.

Diejenigen, die einem dirigistischen Politikstil zuneigen, mögen in einer solchen Öffnung vor allem das Risiko des Macht- und Kontrollverlustes sehen. Die anderen werden die Chance eines Konzepts erahnen, das den Menschen, statt sie in die Passivität zu drängen, tatsächlich etwas zutraut. Es wäre vermutlich ein Gewinn für die demokratische Kultur insgesamt.

*Ralf Konersmann war bis 2021 Direktor des Philosophischen Seminars der Christian-Albrechts-Universität zu Kiel. Zuletzt erschien von ihm bei S. Fischer das Buch «Welt ohne Mass» (2021).*

16 octobre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/buero-co/das-grosse-missverstaendnis-mit-dem-purpose-18354590.html?premium>

„PURPOSE“-DEBATTE:

## So gut müssen Firmen gar nicht sein

VON CARSTEN LOTZ

-AKTUALISIERT AM 15.10.2022-13:16



Menschen demonstrieren vor der Zentrale der Fondsgesellschaft Blackrock. Bild: Getty

Unternehmen haben sich eine Pflicht zur Weltrettung auf die Fahnen geschrieben. Das kann nur schiefgehen. Die Firmen brauchen einen anderen Zweck. Ein Gastbeitrag.

Es ist stets ratsam, misstrauisch zu sein, wenn irgendwo eine Kehre ausgerufen wird. Häufig geben diese Kehren nur vor, Kehren zu sein. Erst recht, wenn es sich um eine Rückkehr handelt.

So eine Kehre wird derzeit rund um die „Purpose“-Bewegung diskutiert. Diese Bewegung konnte über mehrere Jahre hinweg den wirtschaftlichen und zivilgesellschaftlichen Diskurs in den Unternehmen dominieren, die Ausrichtung des Unternehmens auf einen Zweck (englisch: purpose) – idealerweise auf einen, wie auch immer gearteten, guten. Jetzt scheint es so, als sei die Geschäftswelt dessen überdrüssig geworden und wende sich wieder dem guten, alten (ehrlichen?) Geldverdienen zu.

Die These lautet: Die Ausrichtung auf einen Zweck ist am Ende. Trifft das zu? Oder haben wir uns vielleicht schon mit der ersten Kehre getäuscht?

### Alles nur ein Mittel zum Zweck

An beiden ausgerufenen Kehren war der Finanzunternehmer Larry Fink beteiligt. Jetzt betont er, dass er Geld verdienen möchte. Vor drei Jahren ging es in der allgemeinen Wahrnehmung hin zum Purpose, als Fink ein inzwischen berühmt gewordenes Dokument unterzeichnete, in dem sich Dutzende von Unternehmenslenker davon abwandten, ausschließlich ihren eigenen Aktionären zu dienen. Wenige Monate später allerdings schrieb er einen nicht minder berühmten Brief an die Manager der Beteiligungen seiner Fondsgesellschaft Blackrock. Auch darin verpflichtet er die Manager jener Unternehmen auf den Purpose. Es lohnt sich, jenen zweiten Brief genauer zu lesen. Darin steht ein trotz Fettdruck erstaunlicherweise vielfach unbeachtet gebliebener Satz: „Am Ende ist Purpose der Motor für langfristige Profitabilität.“

Nimmt man diesen Satz von Fink ernst, so war der Zweck immer schon Mittel zum Zweck. Um zu verstehen, warum die „Purpose“-Bewegung trotzdem über mehrere Jahre den wirtschaftlichen und zivilgesellschaftlichen Diskurs dominieren konnte, lohnt es sich, ein wenig philosophische Archäologie zu betreiben.

Der „Purpose“-Gedanke fiel nämlich auf sehr fruchtbaren philosophischen Boden und wurde absichtlich (englisch: on purpose) zweckentfremdet. Schon für Aristoteles war der „Purpose“ einer der

Gründe, weshalb Dinge existieren. In seinem großen Werk der „Physik“ präsentiert er vier Ursachen der Dinge: die causa materialis, die causa formalis, die causa efficiens und die causa finalis. Jedes Ding besteht demnach, weil es eine bestimmte Materie hat (zum Beispiel Metall), eine bestimmte Form (zum Beispiel ein Schlüssel), außerdem jemanden oder etwas, der oder das es in diese Form gebracht hat (der Schlosser), und einen Zweck (das Öffnen der Tür). Dieser Zweck – also der „Purpose“ – antwortet auf die Frage: Wozu ist es gut? Wozu nützt es?

## Verlorener „Purpose“

Die mittelalterliche Scholastik versuchte zu zeigen, dass dem Zweck unter den vier Ursachen der Existenz eine herausgehobene Rolle zukomme. Ohne die Notwendigkeit, die Tür auf- und abschließen zu können, gäbe es weder Schlüssel noch Schloss und am Ende auch keinen Schlosser. Dass alles, auch der Mensch, seinen Zweck hat, garantierte die menschliche Würde und die göttliche Schöpfungsordnung. Es machte die Welt berechenbar und stabil.

Doch mit dem Ende der geordneten und Gott geweihten Welt ging auch der „Purpose“ verloren. Im Zuge der Aufklärung wurde er sogar aktiv geschliffen: Die philosophische Debatte des 17. Jahrhunderts (Hobbes, Descartes, Spinoza) griff die „causa finalis“ nicht mehr auf. Und [Charles Darwin](#) riss mit seiner auf Zufall und Auswahl basierenden Evolutionstheorie die Vorstellung völlig ein, dass sich irgendetwas in dieser Welt einem Zweck verdanke. Die Naturwissenschaften beschreiben Ursache-Wirkungs-Zusammenhänge. Die Frage nach einem Zweck ist ihnen suspekt.

**Auch moderne Ansätze in Philosophie und Soziologie wie der (Post-)Strukturalismus und die Systemtheorie kommen ohne ihn aus. Das berühmte Diktum des Ökonomen Milton Friedman „The business of business is business“ vollzieht daher mit seiner Tautologie diesen Trend für die Welt der Wirtschaft nur noch nach. Der Soziologe Niklas Luhmann formulierte es später abstrakter: Die Wirtschaft ist ein System von Zahlungen, das sich selbst erhält. Der einzige Zweck ist die Erhaltung von Zahlungsfähigkeit.**



**Ein Unternehmen, das zu nichts nütze ist, das keine gesellschaftliche Nachfrage bedient, verliert seine Daseinsberechtigung und damit die Möglichkeit, Geld zu verdienen, meint Larry Fink. :Bild: GETTY IMAGES NORTH AMERICA**

Nun sind wir aber im Alltäglichen ständig mit Zwecken jeder Art konfrontiert. Der Herd ist zum Kochen da, das Auto zum Fahren, und das Telefon war mal zum Telefonieren da. Wir erleben, dass die Dinge um uns herum zu etwas gut sind. Und in unserer Leistungsgesellschaft leiten wir unser Selbstwertgefühl davon ab, dass wir zu etwas nütze sind. Was nicht (mehr) zu gebrauchen ist, wird entsorgt. Wer nicht zu gebrauchen ist, findet keine Stelle. Zwecke, wo man hinschaut. Nur hatte sie bislang noch niemand „Purpose“ genannt, sondern eher „Nachfrage“.

**Larry Finks Mahnung ließe sich ganz simpel lesen: Ein Unternehmen, das zu nichts nütze ist, das keine gesellschaftliche Nachfrage bedient, verliert seine Daseinsberechtigung und damit die Möglichkeit,**

Geld zu verdienen. Ohne einen Unternehmenszweck, den man bei der Anmeldung eines Unternehmens in Deutschland sogar angeben muss, keine Aussicht auf Profit oder Wertsteigerung.

**Man hätte sich in den Unternehmen einfach hinsetzen und den eigenen Unternehmenszweck noch mal überdenken können. Ein Geschäftsmodell, das auf der Produktion von krebserregenden Giftstoffen beruht, ist offensichtlich wenig zukunftsfähig, da solche Produkte nach und nach verboten werden. Ein Geschäftsmodell, das auf erneuerbare Energien oder Impfstoffe gegen Pandemien setzt, sieht sich umgekehrt von vielen Trends technologisch, politisch und gesellschaftlich getragen.**

## Kritiker des Kapitalismus

Doch der Ball wurde in den Firmen nicht von den Strategieabteilungen, sondern von den Marketing- und Branding-Abteilungen aufgefangen. **Sie sahen die Chance, in eine Leerstelle der modernen Gesellschaft vorzustoßen. Die Wirtschaft sollte auch die Sinnsuche und Sinngebung übernehmen. Man überhöhte den „Purpose“ zu einem „Noble Purpose“, einem edlen Zweck.** Das kam nicht ganz unvorbereitet. Schon 2013 war ein Buch mit dem Titel „**Selling with Noble Purpose**“ erschienen. Die Autorin behauptet, die Motivation, anderen etwas Gutes zu tun, liefere bessere Verkaufsergebnisse als monetäre Erfolgsprämien. **Auch in Führungskräfte-seminaren hat der „Purpose“-Gedanke längst Eingang gefunden. Mit Populärpsychologie und religiösem Synkretismus produzieren sie kleine Erweckungserlebnisse für die Manager-Elite, die mit guten Vorsätzen nach Hause kommt, bis die nächste Kennzahlenbesprechung sie auf den Boden der ökonomischen Wirklichkeit zurückholt.**

**Kein Wunder, dass der „Purpose“-Gedanke auch bei Kritikern des Kapitalismus auf fruchtbaren Boden fiel.** Selbst wenn keine Gewinne zum Verteilen da sind, „Purpose“ gibt es immer mehr als genug. Und man war großzügig.

**So großzügig, dass die inneren Widersprüche des Konzepts zunächst nicht auffielen.** Doch man muss nicht **Luhmann** gelesen haben, um zu verstehen: **Jeder Anspruch auf einen Sinn ist mit der konstanten Herausforderung des Unsinn – oder besser des Nichtsinns – konfrontiert.** Das System, das den Sinn behaupten und verteidigen muss, ist dabei umso stabiler, je flexibler der Sinnbegriff verwendet werden kann.

## Jeder kann von jedem alles kaufen

Umgekehrt ausgedrückt: Je umfassender und letztgültiger der „Purpose“-Begriff interpretiert wird, desto schwieriger wird es, das System stabil zu halten, das man darauf baut. Schon die **Kirche** hatte Schwierigkeiten, die Widersprüche des letztgültigen Sinnbegriffs auszuhalten. Wenn Gott vollkommen ist und es ihm an nichts fehlt, warum schuf er dann die Welt? Wenn Gott das Gute will, was ist dann der Zweck des Bösen in der Welt? Wenn Gott barmherzig ist, warum gibt es dann die Hölle? Auf diese Fragen antwortet die Kirche nicht mit theoretischen Sätzen, sondern mit ihrem Bekenntnis, ihrer Praxis und ihrem Kult. Ich muss die Frage nach Gott theoretisch nicht gelöst haben. Ich kann im Heute Gutes tun und um Erlösung in der Zukunft beten.

**Die moderne Ökonomie hat sich nach Luhmann vor allem durch ihre Zugänglichkeit für jeden und ihr Wachstumsversprechen stabilisiert. Jeder kann von jedem alles kaufen.** Und Geld kann zwischen allen Zahlungen vermitteln. Es kennt keine gesellschaftliche Hierarchie, keine Geschichte und keine Zukunft. **Diese radikale Agnostik öffnete das System für jeden und machte es maximal flexibel.**

„**Pecunia non olet**“, „**Geld stinkt nicht**“, soll der römische Kaiser Vespasian erklärt haben, um die Toilettensteuer hoffähig zu machen. **Wenn nun aber zusätzlich zu Geldzahlungen in der Wirtschaft ein zweiter Code eingeführt wird, so reduziert das die Flexibilität des Systems.** Geld bekommt auf einmal einen Geruch. Geschäfte bekommen ein „Geschmäcke“. Neue Begrenzungen

tauchen auf, die Kommunikationsfähigkeit zwischen den Akteuren leidet. **Das reduziert die Möglichkeit des Austauschs, das System wird instabiler und weniger profitabel.**

## Andere Erwartungen an den „Noble Purpose“

Der langfristige Motor von Profitabilität, wie von Larry Fink gefordert, kann „Purpose“ hingegen nur dann sein, wenn er sich in einem Höchstmaß an die Erwartungen der Konsumenten anpassen kann. „Purpose“ muss dann im Plural definiert werden – und ist alles, wofür es eine Nachfrage gibt. Damit wird er aber austauschbar mit dem Code des Geldes. Wofür es eine Zahlungsbereitschaft gibt, das ist gut für jemanden, das hat also einen Zweck, einen Purpose.

**Der „Noble Purpose“ weckt jedoch andere Erwartungen. Es geht um die Rettung der Welt vor der Klimakatastrophe, um die Gleichberechtigung der Geschlechter, der Herkünfte und der sexuellen Orientierungen, um den Sieg über den Hunger, die Kindersterblichkeit und die großen Zivilisationskrankheiten, um die Herausführung der Menschen aus der Armut und die Demokratisierung diktatorischer Gesellschaften.**

Diese Erwartungen sind an und für sich schon schwer auf einen Nenner zu bringen. Sie bringen **Priorisierungsprobleme ersten Ranges** mit sich, weil sie alle stark **werteorientiert** sind. **Noch viel mehr gilt das für die Ideologie, dass all jene Ziele auch noch mit der Profitmaximierung in Deckung zu bringen seien.**

## Kein Wohlwollen dem einfachen Bäcker!

Das war der Traum, den Teile der Wirtschaft uns in den vergangenen Jahren haben träumen lassen. Und über Jahre anscheinend anlasslos steigende Börsenkurse haben die Wiege dazu geschaukelt.

Angesichts der Rückkehr harter ökonomischer Probleme wie der Stabilität von Lieferketten, der Versorgung mit Energie oder der Inflation von Gehältern und Materialpreisen sind die **Wirtschaftslenker aus ihren Träumen aufgewacht. Wo die Ergebnisse des nächsten Quartals unsicher sind, dient die Fokussierung auf den nackten Profit zuvorderst der Selbststabilisierung des Systems.**

Genau das hat die Ökonomie in den vergangenen 200 Jahren so erfolgreich gemacht. Der Moralphilosoph **Adam Smith, Kronzeuge des Kapitalismus**, hatte der Politik schon im 18. Jahrhundert **geraten, nicht auf das Wohlwollen des Bäckers zu setzen, um unsere Ernährung zu gewährleisten, sondern auf sein Eigeninteresse, mit unserem Hunger ein Geschäft zu machen.** Dieser geniale Schachzug lagerte die Rettung der Welt an die **„unsichtbare Hand“** aus. Er belästigte die Akteure nicht mit komplexen Überlegungen zu einem „Noble Purpose“.

**Für die meisten Unternehmen würde es schon reichen, einfach ihren direkten Unternehmenszweck gut zu erfüllen und damit Geld zu verdienen.** Die Sinnsuche könnten sie getrost anderen überlassen, die hierin mehr Kompetenz haben. **Und jedem stünde weiterhin frei, sein Geld auch für die Weltrettung auszugeben. Geld stinkt nämlich nicht.**

*Carsten Lotz hat Philosophie studiert, wurde in katholischer Theologie promoviert und arbeitet jetzt als Partner bei einer der größten Unternehmensberatungen der Welt in Paris.*

16 octobre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/warum-die-gaskommission-keinen-preisdeckel-empfehl-18388210.html?premium>

ENERGIEKRISE:

## Warum die Gaskommission keinen Preisdeckel empfiehlt

VON LION HIRTH

-AKTUALISIERT AM 15.10.2022-19:14



Für einen sicheren Winter: Zwischenbericht der Kommission Energie und Wärme Bild: dpa

Viele wünschen sich, dass der Staat die hohen Gaspreise senkt. Das klingt einfach, hätte aber gleich mehrere unerwünschte Effekte. Ein Gastbeitrag.

Als Antwort auf die hohen **Gaspreise** wünschen sich viele, dass der Staat die Preise senkt – also eine Subvention auf den Gaspreis einführt. Stattdessen hat die Gaskommission eine finanzielle Entlastung von Menschen und Unternehmen vorgeschlagen. Warum?

Kurzfristig können wir nicht mehr Gas bekommen. Nach Mitteleuropa fließt Gas im Wesentlichen aus Russland, **Norwegen** und über Flüssiggas-Importterminals aus der ganzen Welt. Russland liefert nicht, Norwegen kann die Produktion nicht mehr ausweiten, und die Terminals sind voll ausgelastet; neue Terminals werden gebaut, das braucht Zeit. Mitteleuropa kann in der aktuellen Situation nicht mehr Gas importieren, egal, welcher Preis gezahlt würde.

Die Menge an verfügbarem Gas ist fix; wenn an einer Stelle mehr Gas verbraucht wird, muss der Verbrauch an anderer Stelle reduziert werden. Zu erwarten, dass die gasintensive Industrieproduktion auf breiter Front kurzfristig wieder anfahren könne, ist deswegen unrealistisch. Man kann nun mal nicht mehr Gas verbrennen, als man hat.

Dieser Zusammenhang spiegelt sich an den Energiebörsen wider. Hier bildet sich der Gaspreis aktuell nach einem einfachen Prinzip: Er steigt so lange, bis genügend Industriebetriebe ihren Verbrauch einschränken (weil eine Produktion nicht mehr lohnt). Damit passt sich die Nachfrage dem fixen Angebot an.

Würde der Staat nun den Gaspreis senken, indem er den Gasverbrauch mit Steuergeld subventioniert, passierte Folgendes: Industriebetriebe wie zum Beispiel Ammoniak- und Papierfabriken, die ihre Produktion heute schon wegen des hohen Gaspreises eingeschränkt haben, würden hochfahren, weil sich die Produktion wieder lohnt: Der Gasverbrauch erhöht sich.

Die Subvention hebt sich selbst aus

Daraufhin muss der Börsenpreis für Gas steigen – dies ist ja der Mechanismus, der die Nachfrage dem Angebot anpasst. Und zwar um exakt die Höhe der Subvention: Die Nachfrage muss durch den Preisanstieg auf das Niveau vor Einführung der Subvention reduziert werden, und weil die verfügbare Menge an Gas dieselbe ist, muss auch der Preis, den Verbraucher zahlen (Börsenpreis minus Subvention), genau dem alten Preisniveau entsprechen. Die Subvention hebt sich also selbst aus – im Endeffekt verbleibt kein Euro bei den Unternehmen oder deren Beschäftigten.

Stattdessen ginge das Geld in vollem Umfang an Gaslieferanten – also nach Norwegen und an die Betreiber der Flüssiggas-Terminals. Man könnte das Geld also auch direkt nach Oslo überweisen, das ökonomische Ergebnis wäre identisch. In der aktuellen Lage ist eine Preissubvention also ungeeignet, um Unternehmen und Beschäftigte zu entlasten.

Die einzige Möglichkeit, der deutschen Industrie tatsächlich mehr Gas zur Verfügung zu stellen, wäre, es unseren Nachbarn wegzukaufen. Die Niederlande, Dänemark, Tschechien, die Schweiz und Österreich sitzen mit uns in einem Boot. Gemeinsam bilden wir die Region, die den Gasimport nicht steigern kann.



Lion Hirth :Bild: Hertie School of Governance

Eine Gassubvention der deutschen Regierung würde nichts anderes bedeuten als eben ein solches „Wegkaufen“: Wenn unsere Nachbarn nicht nachziehen, würde der Preis für Gas nach oben getrieben, und Industriebetriebe in unseren Nachbarländern würden aus dem Markt gedrängt. Effektiv würde man durch eine Gassubvention mit deutschem Steuergeld der Industrie in Europa das Gas wegkaufen.

Dies wäre zum einen unsolidarisch gegenüber unseren EU-Partnern und würde Präsident Putins Ziel in die Hände spielen, die [EU](#) zu schwächen und zu spalten. Es würde zum anderen absehbar einen Subventionswettbewerb in der EU in Gang setzen, bei dem alle verlieren. Keine gute Idee.

Der beste Weg, mit dieser Krise umzugehen, ist deshalb: Der Staat entlastet Menschen, Betriebe und Beschäftigte finanziell, ohne den Gasverbrauch anzuheizen. Er verteilt Euros, nicht Kilowattstunden

Genau dies hat die Gaskommission vorgeschlagen: Haushalte erhalten einen Rabatt, und zwar auch dann in voller Höhe, wenn sie Gas einsparen. Der Sparanreiz bleibt erhalten. Die Industrie erhält zwar einen vergünstigten Gaspreis, darf diese Unterstützung jedoch auch dann behalten, wenn sie das Gas weiterverkauft. Damit ist auch diese Unterstützung unabhängig vom tatsächlichen Verbrauch.

So können Unternehmen, deren Produktion nicht absolut essenziell ist, das Gas anderen Betrieben zur Verfügung stellen, wo es dringender gebraucht wird. Das Gas wird also innerhalb der Volkswirtschaft dort verbraucht, wo es den größten Nutzen stiftet.

Die Unternehmen erhalten finanzielle Mittel für Standort- und Arbeitsplatzsicherung sowie Zukunftsinvestitionen. Um dies abzusichern, schlägt die Kommission vor, dass die Industrie eine Standortgarantie abgeben muss, um in den Genuss der Unterstützung zu kommen.



Übrigens hilft der Mechanismus auch gerade den am stärksten betroffenen Unternehmen, die die Produktion einstellen mussten oder müssen. Und er belohnt auch diejenigen Unternehmen, die schon gespart haben.

Eine Subventionierung des Gaspreises mag auf den ersten Blick einfacher erscheinen, würde aber das Ziel verfehlen, Menschen und Betriebe zu entlasten. Daher hat die Gaskommission stattdessen eine finanzielle Unterstützung der betroffenen Menschen und Betriebe vorgeschlagen, die Einsparanreize erhält und den Gaspreis nicht nach oben treibt.

*Lion Hirth ist Professor für Energiepolitik an der Hertie School in Berlin und Mitglied der Gaskommission.*

16 octobre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/russlands-rekruten-im-ukraine-krieg-eingezogen-und-gefallen-18388272.html?premium>

RUSSLANDS KRIEG:

## „Treibjagden“ auf Verweigerer

VON [FRIEDRICH SCHMIDT](#), MOSKAU

-AKTUALISIERT AM 15.10.2022-20:29



Eingezogen: Rekruten besteigen in Wolgograd einen Zug. Bild: AP

Selbst die russische Hauptstadt steht mittlerweile ganz im Bann der Mobilmachung. Präsident Putin verspricht ein baldiges Ende – während an der Front schon die ersten Rekruten fallen.

Im Roman-Wiktjuk-Theater im Moskauer Nordosten sollte eigentlich „Meister und Margarita“ gezeigt werden, Michail Bulgakows Allegorie auf das Leben im Stalinismus. Das Programm, das in der Haltestelle vor dem Theater aushängt, weist noch darauf hin. Doch bis vorerst kommenden Donnerstag sind alle Vorführungen abgesagt. Kurz nachdem Präsident Wladimir Putin am 21. September die „Teilmobilmachung“ verkündet hatte, wurde in dem Theater, das der aus Lemberg und einer ukrainischen Familie stammende Regisseur Roman Wiktjuk (1936 bis 2020) gegründet hat, ein „Einberufungspunkt“ eingerichtet. Viele Rekruten und ihre Verwandten fotografierten ein Banner an der Fassade, das für eine Premiere von Gogols „Toten Seelen“ warb; es wurde abgenommen.

Moskauer, die Einberufungsbescheide erhalten haben, kommen weiter. Am Vormittag warten einige von ihnen in der Herbstsonne. Ein Bärtiger trinkt ein letztes Bier, hält mit der einen Hand die Dose, mit der anderen seine Frau, neben ihm steht der gepackte Armeerucksack. Eine junge Frau erzählt jemandem am Telefon, wie sie für ihren Mann „alles“ angeschafft habe, auch Medizin. Ein Vater und sein Sohn haben nichts mitgebracht, laufen nebeneinander zum Eingang. Kurzes Warten, dann verschwindet der Sohn im Theater. Der Vater bleibt draußen, zündet eine Zigarette an. Gestern habe sein Sohn den Einberufungsbescheid erhalten, „auf Arbeit“, berichtet er. Wo man ihn hinbringen werde, wisse er nicht.

Der Sohn sei bereit, eingezogen zu werden, „ein Mann muss immer bereit sein“. Der Alte stützt sich auf ein Absperrgitter, zieht an der Zigarette. Eines sei doch seltsam, fügt er nach einer Pause an: Sein Sohn sei 38, habe vor zwanzig Jahren Wehrdienst geleistet, sonst nichts. „Sie sagten doch, Leute wie er würden nur bis 35 einberufen.“ Das Gespräch endet, als ein Polizist hinzutritt, Pass und Akkreditierung prüft und fordert, das Gelände zu verlassen: Das Theater sei jetzt eine „gesicherte Anlage“.

Seit einigen Tagen wird aus [Moskau](#) und Sankt Petersburg über „Treibjagden“ berichtet: In Betrieben, Obdachlosenunterkünften oder vor U-Bahn-Stationen würden Einberufungsbescheide verteilt. Auf Telegram werden Bilder von Polizisten verbreitet, die junge Leute stoppen. Manche würden gleich im Polizeiwagen weggefahren. Polizisten begleiten auch manche Männer zum Einberufungspunkt im

Roman-Wiktjuk-Theater. In sozialen Medien werden Namen von Stationen genannt, als Warnung. Moskaus Wehrkommissar wies die Meldungen zurück. Dagegen teilte ein Mitglied von Putins Menschenrechtsrat mit, ein Telekommunikationsunternehmen habe sich bei ihm über eine „Treibjagd auf Verweigerer“ an einer Moskauer U-Bahn-Station beschwert: Ein Mitarbeiter sei festgehalten und aufgefordert worden zu belegen, dass er eine „Reservierung“ habe. So heißen Ausnahmen, in deren Genuss Mitarbeiter systemrelevanter Unternehmen und Institutionen kommen sollen. Ein Oberhausmitglied rief dazu auf, die „Rechtmäßigkeit“ jedes Einzelfalls zu prüfen.

## Ohne Vorbereitung an die Front

Weitere Meldungen bezeugen Chaos und Unmut. Aus einem Trainingszentrum im Swerdlowsker Gebiet im Ural sind laut einem Unterhausabgeordneten nun 700 Rekruten nach Hause geschickt worden: 300 seien zu Unrecht eingezogen worden, 400 erkrankt. Vier Rekruten waren gestorben, als Todesursachen wurden Krampfanfall, Suizid, Leberzirrhose und Herzprobleme angegeben.

Am Freitag wird auch Putin nach der Mobilmachung gefragt. „Diese Arbeit geht schon zu Ende“, sagt er, „ich denke, in ungefähr zwei Wochen“. 222.000 Russen seien eingezogen worden, 16.000 schon in Einheiten, die „militärische Aufgaben“ erfüllten, sagt Putin und bekräftigt, was er zur Mobilmachungsansprache verkündet hatte: Die Rekruten würden eine „Vorbereitung“ absolvieren. Doch daran bestehen Zweifel. Seit Wochenbeginn kursieren erste Meldungen über „Mobilisierte“, die schon in der Ukraine gefallen sind. Mindestens neun stammen aus dem Ural; fünf von ihnen wurden Ende September nahe Tscheljabinsk eingezogen und fielen Ende voriger Woche. Die Männer seien ohne Vorbereitung an die Front geschickt worden, berichteten Hinterbliebene der BBC.

Der erste „Mobilisierte“ aus Moskau, dessen Tod bekannt wurde, ist der 28 Jahre alte Alexej Martynow. Ein Beitrag auf Telegram stellt ihn als Abteilungsleiter in der Stadtverwaltung vor. „Freund und Kollege meiner engen Freunde. Mobilisiert am 23. September“, heißt es weiter. Martynow habe „in seiner Jugend“ in einem Ehrenwache-Regiment gedient. „Null Kampferfahrung. Wurde praktisch nach einigen Tagen an die Front geschickt. Fiel heldenhaft am 10. Oktober. Militärführer, jetzt ist nicht die Zeit, zu lügen. Ihr dürft ohnehin nicht lügen, jetzt ist es ein Verbrechen.“



Werbung für den Krieg: Plakat vor dem russischen Außenministerium :Bild: AFP

Die Autorin des Posts, Natalja Lossjewa, ist als stellvertretende Chefredakteurin der Staatsmedienholding „Rossija Sewodnja“ eine Kollegin der Kreml-Lautsprecher Dmitrij Kisseljow und Margarita Simonjan. „Eine Mitarbeiterin genau der Propaganda-Holding, die mit ihrem langjährigen Lügen diesen Krieg erst ermöglicht hat, ist jetzt erstaunt darüber, wie es nur dazu kommen konnte“,

kommentiert Dmitrij Koljesjew vom unabhängigen Online-Magazin „Republic“ auf Telegram. „Noch schockieren Nachrichten über gefallene Mobilisierte. Leider muss man annehmen, dass es bald eine solche Welle sein wird, dass sich einzelne Tragödien in der allgemeinen Flut des Grauens verlieren.“

16 octobre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/china-schwaechelt-xi-jinping-laufen-die-leute-weg-18387049.html?premium>

SUPERMACHT AM LIMIT:

## China schwächelt

VON [FRIEDERIKE BÖGE](#), PEKING

-AKTUALISIERT AM 15.10.2022-14:52



Die Zeiten, in denen es immer nur aufwärts ging, sind vorbei. Im Land macht sich Verunsicherung breit. Xi Jinping laufen die Leute weg.

Im Mai zog Liu Yang in ihre unfertige Wohnung ein. Es gab dort weder Fenster noch Türen, weder Strom noch Wasser. Hundert Eigentümerfamilien hatten sich gemeinsam auf diesen Schritt verständigt. Vor vier Jahren hatten sie in der zentralchinesischen Stadt Xi'an die Verträge für ihre Wohnungen unterschrieben und einen Großteil des Kaufpreises bezahlt, doch der Bauträger zögerte die Fertigstellung immer wieder hinaus.

Yang, die einen Laden mit Eisenwaren betreibt, hat ihre gesamten Ersparnisse in die Wohnung gesteckt und sich zusätzlich Geld von Verwandten geliehen. Wegen der Pandemie liefen ihre Geschäfte so schlecht, dass sie irgendwann ihre Miete nicht mehr bezahlen konnte. „Wir konnten nicht länger warten“, sagt sie am Telefon.

Um zumindest Licht zu haben, kauften die hundert Familien Solarpaneele. Wasser schafften sie in Eimern auf Pritschenwagen heran. Zum Duschen gingen sie in öffentliche Badehäuser. Weil der Aufzug nicht funktionierte, richteten sie im Erdgeschoss eine Gemeinschaftsküche und Gemeinschaftstoiletten ein. Gemeinsam bezogen sie die ersten fünf Stockwerke, weil es zu mühsam war, in der Dunkelheit zu den höheren Etagen hochzusteigen. Sie schliefen in Gruppen, weil sie Angst hatten, dass der Bauträger Schlägertrupps schicken würde, um sie zu vertreiben.

Im August drängte die Lokalregierung sie zum Auszug. Sie versprach, dafür zu sorgen, dass die Wohnungen fertiggestellt würden. Noch gibt es keinen Fortschritt. Dafür bekommt Yang jetzt Anrufe von der Polizei, weil sie im Internet Protestaktionen organisiert hat.

So wie den betrogenen Eigentümern in Xi'an ergeht es gerade vielen Menschen in [China](#). Der Immobilienmarkt steckt in einer tiefen Krise. Die vernichteten Ersparnisse, bringt Konzerne ins Wanken und treibt viele Kommunen noch tiefer in die Schulden. Zehntausende Eigentümer, deren bezahlte Wohnungen unfertig in der Landschaft stehen, haben aus Protest aufgehört, ihre Kredite zu bedienen. Ihr Boykott ist Ausdruck einer tiefen Verunsicherung, die sich in der Bevölkerung breitmacht.

China hat seinen Zenit wohl schon überschritten

Jahrzehntlang war China ein Land auf der Überholspur. Die Bevölkerung hat sich daran gewöhnt, dass es immer nur aufwärts geht. Staats- und Parteichef [Xi Jinping](#) erklärte Chinas Wiederaufstieg für unaufhaltsam und erweckte den Eindruck, dass es nur eine Frage der Zeit sei, bis das Land Amerika den Rang als führende Supermacht streitig machen würde. Nur ein Jahr ist es her, dass Ökonomen sich mit Vorhersagen überboten, wann China die Vereinigten Staaten als größte Volkswirtschaft der Welt überholen werde. Inzwischen mehren sich die Stimmen, die meinen, dass China seinen Zenit womöglich schon überschritten habe.

Von all dem wird Xi Jinping nicht sprechen, wenn er am Sonntag in [Peking](#) den 20. Parteitag der Kommunistischen Partei eröffnet. Er wird sich als Garant für ein geeintes, stabiles Land mit wachsendem Wohlstand und globalem Einfluss präsentieren.

Doch die Propaganda hat sich so weit von der Wirklichkeit entfernt, dass sie bei vielen immer weniger verfängt. In den nächsten fünf bis zehn Jahren seiner Herrschaft wird Xi Jinping damit umgehen müssen, dass China an seine Grenzen stößt. Die Zeiten des rasanten Wachstums sind wohl vorerst vorbei.

Xi Jinpings Corona-Politik hat alles nur noch schlimmer gemacht. Der China-Fachmann Richard McGregor vom Lowy Institute in Sydney glaubt sogar: „Was immer China noch für Probleme hat, das größte ist die Null-Covid-Politik und wie es da wieder rauskommt.“

Zu Beginn der Pandemie lief es gut. Das Land hielt das Virus unter Kontrolle. Seine Wirtschaft wuchs schneller als die in Europa und [Amerika](#). In Zhongnanhai, dem Sitz der chinesischen Führung, machte sich Hybris breit. Xi Jinping pries seine Corona-Politik als Beleg für die Überlegenheit des chinesischen Systems. Er ließ Chinas Impfstoffe in die ganze Welt exportieren und weigerte sich, wirksamere ausländische Vakzine ins Land zu lassen.

Inzwischen hat sich die Null-Covid-Strategie gegen Omikron als unwirksam erwiesen. Das einzugestehen würde einen Gesichtsverlust für den obersten Führer bedeuten, den die Propaganda für unfehlbar erklärt hat. Deshalb wurden die Maßnahmen noch intensiviert. „Ausdauer bedeutet Sieg“, sagte Xi. Die politischen Kosten eines Kurswechsels sind damit noch gestiegen. Eine Öffnung des Landes würde ohne eine monatelange neue Impfkampagne unweigerlich zu Totenzahlen führen, wie sie bislang im chinesischen Staatsfernsehen nur für Länder vermeldet wurden, deren Strategie als gescheitert dargestellt wird.

## Der Unmut in der Bevölkerung wächst

Gerade hat Peking noch einmal klargestellt, dass keine schnelle Abkehr von der Null-Covid-Strategie zu erwarten sei. Das Sprachrohr der Kommunistischen Partei, die „Volkszeitung“, bezeichnete Forderungen, dass China dem Vorbild anderer Länder folgen solle als „extrem falsch und unverantwortlich“. Die Antwort war ein Sturm der Entrüstung im chinesischen Internet. Mit jedem Lockdown und jeder Firmenpleite wächst der Unmut in der Bevölkerung. Dutzende Städte sind derzeit von Teillockdowns betroffen, die die Behörden euphemistisch als „stilles Management“ bezeichnen.

Die Provinz Xinjiang hat gar alle Zugverbindungen in andere Teile des Landes gekappt. Vielen sogenannten Wanderarbeitern bleibt nur die Rückkehr in ihre Heimatprovinz. Die Jugendarbeitslosigkeit ist auf knapp zwanzig Prozent gestiegen. Erstmals seit mehr als dreißig Jahren könnte Chinas Wachstum hinter den Rest Asiens zurückfallen.

Hinzu kommt: Der Gesellschaftsvertrag, den die Kommunistische Partei nach dem Tiananmen-Massaker von 1989 mit der Bevölkerung einging, ist ins Wanken geraten. „Vor den Lockdowns glaubte die Mittelschicht, dass sie ein gutes Leben haben könnte, solange sie sich von Politik fernhält“, sagt der Schanghaier Soziologe Li Pengfei. „Dieses Vertrauen ist zerbrochen.“

Zwangsquarantäne; Kinder, die von ihren Eltern getrennt werden; eingezäunte Wohngebiete; massive Reisebeschränkungen; digitale Überwachung und harsche Polizeieinsätze gegen Regelbrecher: Die tiefen Eingriffe des Staates in ihre Lebenswirklichkeit hätten viele Leute verwirrt und zynisch gemacht, sagt Li. Ein Trendwort macht die Runde. „Die Philosophie vom Abhauen“ handelt von Strategien, das Land zu verlassen.

Die wirtschaftlichen Folgen der Corona-Politik haben strukturelle Probleme verschärft: die demographische Krise, die Überschuldung der Kommunen und eine Immobilienblase. Um aus ihr kontrolliert die Luft abzulassen, schränkte die Regierung im vergangenen Jahr den Zugang zu Krediten für überschuldete Immobilienkonzerne ein. Ein richtiger, aber heikler Schritt. In Erwartung immer weiter steigender Preise hatten die Unternehmen sich in waghalsigen Finanzmodellen verstrickt. Ohne frisches Geld gerieten sie schnell in Schieflage und legten ihre Bauprojekte auf Eis. Das löste eine Vertrauenskrise ein, in vielen Städten brach die Nachfrage ein.

Mit weitreichenden Folgen, denn der Bausektor ist der wichtigste Wachstumsmotor des Landes. Neuimmobilien tragen mehr als ein Viertel zu Chinas Bruttoinlandsprodukt bei. Mehr als siebzig Prozent der privaten Vermögen sind in Wohnungen gebunden. Der Verkauf von Land an Immobilienentwickler ist die wichtigste Einnahmequelle der Kommunen.

Seit die Käufer fernbleiben, geht den ohnehin verschuldeten Lokalregierungen das Geld aus. Ein Beispiel: Die Millionenmetropole Chongqing plante in diesem Jahr rund ein Viertel ihrer Einnahmen mit dem Verkauf von Land zu erwirtschaften, umgerechnet wären das 29 Milliarden Euro. Doch in den ersten sieben Monaten kamen nur drei zusammen.

## Die fatalen Folgen der Ein-Kind-Politik

Ökonomen sind sich einig, dass China den Binnenkonsum ankurbeln muss. Dem steht aber eine andere Krise entgegen: die rasante Schrumpfung der Bevölkerung. Eine Prognose der Schanghai- Akademie der Sozialwissenschaften geht davon aus, dass die Einwohnerzahl von derzeit 1,4 Milliarden bis zum Jahr 2100 auf 587 Millionen Menschen sinken könnte. Schon jetzt ächzen chinesische Familien unter der Belastung.

Wegen der früheren Ein-Kind-Politik haben die meisten Chinesen unter 40 Jahren keine Geschwister und müssen die Versorgung und Pflege ihrer Eltern alleine stemmen. Sie tragen einen Großteil der Kosten selbst, weil Renten- und Krankenversicherung nur rudimentär vorhanden sind. Deshalb sparen viele Chinesen. Wer fürchtet, zwei pflegebedürftige Elternteile versorgen zu müssen, kauft vielleicht kein neues Auto.

Gerade jetzt erreicht eine besonders geburtenstarke Generation das Rentenalter, weil Mao damals noch kinderreiche Familien propagiert hatte. Jacob Gunter vom Mercator-Institut für Chinastudien in Berlin sieht das Land vor einem „Schocktherapiemoment“. Dabei hat sich „die demographische Katastrophe“, wie er sie nennt, seit Langem angekündigt.

Entgegen den Empfehlungen ihrer eigenen Demographen hat die Kommunistische Partei viel zu lange an der Ein-Kind-Politik festgehalten. Als diese schließlich 2016 gelockert wurde, war es zu spät. Die Geburtenrate sank trotzdem, weil die Kosten für die Erziehung und Ausbildung eines Kindes schon zu hoch waren: laut dem chinesischen Bevölkerungsforschungsinstitut YuWa mehr als dreimal so hoch wie in Deutschland, gemessen am Pro-Kopf-Einkommen.

Außerdem ist die Zahl der Frauen im gebärfähigen Alter deutlich geringer als ihrer männlichen Altersgenossen, weil während der Ein-Kind-Politik so viele weibliche Föten abgetrieben wurden. Hinzu kommen Entwicklungen, die es auch anderswo gibt: Immer mehr Frauen studieren, machen Karriere und verschieben die Familienplanung auf später.

Die vielen Arbeitskräfte waren der Schlüssel zu Chinas Wirtschaftsboom. Jetzt sinkt ihre Zahl. China versucht, das durch Produktivitätssteigerung und Automatisierung wettzumachen, so wie Japan und Südkorea es vorgemacht haben. Doch seine aggressive Außenpolitik erschwert das: „Die Länder, die Peking provoziert, sind die gleichen, die die Technologie liefern, die China braucht, um seine Produktivität zu steigern“, sagt Gunter. Gerade erst haben die Vereinigten Staaten den Export bestimmter hoch entwickelter Halbleiter nach China verboten. Washington drängt auch andere Länder, den Export von Hochtechnologie an China einzuschränken.

## Masseneinwanderung ist in China schwer vorstellbar

Ein Ausweg, den viele Länder mit schrumpfender Bevölkerung wählen, scheint im kontrollfixierten, xenophoben China schwer vorstellbar: Masseneinwanderung. Schon die inländischen Arbeitsmigranten, die in den vergangenen Jahrzehnten aus den ländlichen Gebieten in die Städte gezogen sind, dort aber nicht den gleichen Zugang zu Gesundheits- und Bildungssystemen genießen, betrachtet die kommunistische Führung als Sicherheitsproblem. Derzeit leben weniger als eine Million Ausländer in China.

Selbst zu einer Erhöhung des extrem niedrigen Rentenalters, 55 Jahre bei Frauen und 60 Jahre bei Männern, konnte Peking sich bisher nicht durchringen. Gunter vermutet, dass das auch daran liegt, dass die Jugendarbeitslosigkeit so hoch ist und in diesem Jahr eine Rekordzahl von mehr als zehn Millionen Uniabsolventen auf den Arbeitsmarkt drängt. Sie streben in sichere Jobs. Mehr als zwei Millionen Absolventen haben sich in diesem Jahr für die Prüfung zum öffentlichen Dienst angemeldet. Das sind 600.000 mehr als im vergangenen Jahr. Sie konkurrieren um derzeit 31.242 ausgeschriebene Staatsjobs.

All das lässt erwarten, dass China künftig deutlich weniger Ressourcen für seinen ehrgeizigen Aufstieg zur Verfügung haben wird. Das, so Gunter, werfe eine wichtige Frage auf: „Wird China seine geopolitischen Ambitionen zügeln und einen Teil seiner Militärausgaben umlenken, um heimische Bedürfnisse zu decken? Oder denkt Xi Jinping, dass er in den kommenden Jahren so viel wie möglich geopolitisch erreichen muss, bevor die demographische Krise so richtig zuschlägt?“



16 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/chaque-instant-a-sa-valeur-le-temoignage-poignant-d-un-malade-qui-a-renonce-a-l-euthanasie-20221014>

## «Chaque instant a sa valeur»: le témoignage poignant d'un malade qui a renoncé à l'euthanasie

Par [Agnès Leclair](#)

Publié le 14/10/2022 à 18:38, mis à jour le 14/10/2022 à 19:24



«Si j'avais été conforme à ce que je pensais avant ma maladie, j'aurais peut-être pris la décision en janvier d'aller en Suisse ou en Belgique. Une décision radicale et trop rapide», explique Bertrand (ici, le 6 octobre, à la Garenne-Colombes). *SEBASTIEN SORIANO/Le Figaro*

### **TÉMOIGNAGE - Atteint de la maladie de Charcot, Bertrand, haut fonctionnaire, envisageait d'aller en Suisse ou en Belgique. Il a repensé sa fin de vie grâce aux soins palliatifs.**

Dehors, un pâle soleil d'automne prolonge l'été. Bertrand, statique, calé dans un grand fauteuil, ne l'aperçoit plus que depuis sa fenêtre. Le ronflement régulier d'un respirateur artificiel rythme le silence dans son appartement de la banlieue parisienne. À 61 ans, ce grand commis de l'État découvre une nouvelle vie. Une vie immobile. Loin de la rue Cambon, où il a exercé comme conseiller maître. Voilà près d'un an que le diagnostic est tombé comme une sentence: «maladie de Charcot», ou SLA (sclérose latérale amyotrophique) dans le jargon médical. Une maladie neuronale incurable qui paralyse progressivement le corps. Jusqu'à la mort.

---

Aujourd'hui, ce spécialiste des collectivités territoriales et de l'outre-mer ne se déplace plus que de son fauteuil à son lit, à l'aide d'un lève-personne. Son grand front est coiffé d'une tuyauterie en plastique transparent qui l'aide à respirer. Polo blanc, pantalon beige, lunettes de fort en thème, cet universitaire, qui a fait carrière sans passer par la case ENA, se prête à un audit intime, sans tabou ni pathos. *«Tout le monde a dans l'idée que la fin de vie en France est problématique»*, relève-t-il. Confronté à un compte à rebours, il veut témoigner du cheminement qui lui a fait voir les choses différemment. L'euthanasie, Bertrand n'y était pas opposé. À l'annonce de son diagnostic, c'est même une des premières choses qui lui sont venues à l'esprit. Comment vivre quand on sait que chaque jour votre corps répond un peu moins et que la douleur guette? *«Si j'avais été conforme à ce que je pensais avant ma maladie, j'aurais peut-être pris la décision en janvier d'aller en Suisse ou en Belgique, dit-il. Une décision radicale et trop rapide.»*

La maladie de Charcot est d'ailleurs une des pathologies qui ont amené le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) à envisager une *«voie éthique»* vers une loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, actuellement interdites en France. Dans l'entourage de Bertrand, des très proches évoquent également cette option. *«Si tu as besoin de partir à l'étranger, je t'aiderai»*, lui glisse un de ses

meilleurs amis. Une manière de lui témoigner un soutien indéfectible, mais aussi une proposition qui en dit long sur la mauvaise image de la prise en charge des derniers jours en France.

L'espérance de vie moyenne avec la maladie de Charcot est de deux à cinq ans. *«Dans mon cas, ce sera plus court»*, lâche Bertrand, atteint par une forme rapide de SLA. Si cet homme rationnel a accepté très vite le diagnostic, la question de la toute fin n'a pas manqué de le hanter les semaines suivantes. Qu'est-ce que, concrètement, mourir de cette maladie? Allait-il s'étouffer? Passerait-il ses derniers jours à l'hôpital ou chez lui? À Paris, au centre de la Pitié-Salpêtrière, qui le prend en charge, la pneumologue lui a alors proposé d'en discuter directement avec des professionnels des soins palliatifs. Et, en septembre, un séjour de répit de trois semaines à la maison médicale Jeanne-Garnier, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, lieu emblématique des soins palliatifs, lui a permis de clarifier les choses. *«Quand le respirateur ne suffira plus, que ce sera difficile pour vous, on vous accompagnera. On ne va pas vous laisser vous étouffer dans votre lit»*, lui promettent les soignants. *«Après cet échange, je me suis senti mieux. J'ai chassé mes idées sombres»*, confie Bertrand.

En soins palliatifs, un médecin, un psy, un orthophoniste et un kiné l'ont aidé à retrouver du confort et à rédiger ses directives anticipées. Dans ce document, qui consigne ses volontés pour ses derniers instants, il a acté un principe: hormis son respirateur, il ne souhaite bénéficier d'aucun traitement qui le maintienne en vie artificiellement. Ni trachéotomie ni nutrition par sonde. Bertrand refuse, comme la loi l'y autorise, tous les traitements externes de maintien en vie. *«Quand je ne pourrai plus manger, il va falloir m'accompagner vers autre chose»*, résume-t-il. À partir de ce moment-là, une sédation profonde et continue jusqu'au décès est possible. *«Dès lors que vous démystifiez cette fin de vie, que vous faites confiance aux soignants, vous vivez les choses différemment»*, explique-t-il. Aujourd'hui, cette confiance lui permet de tenir: *«La maladie a pris sa place, elle s'est installée à sa façon et moi j'ai continué à vivre un peu différemment. À ce stade, mes douleurs sont gérées et, plus que de la souffrance, j'éprouve de la frustration. Est-ce que l'on met fin à ses jours par frustration? Est-ce que je vais aller en Suisse ou en Belgique parce que je n'arrive plus à marcher, que je suis dépendant?»*

Prisonnier de son corps, le haut fonctionnaire a trouvé une autre issue. Il n'est pas seulement un randonneur qui ne peut plus se promener. Un voyageur contraint au surplace. Le mouvement s'est effacé de sa vie. La vie est ailleurs. *«À côté de la difficulté de la maladie, il y a aussi une forme d'émerveillement, dit-il. Une dimension très pure de l'amour de ma femme et de mes enfants, la tendresse de mes amis, l'attention des soignants. Bien sûr, cela existait avant. Mais, avec la maladie, cela prend une autre dimension. Je vais quitter ce monde avec ce qu'il y a de plus beau chez l'homme. Cela apporte beaucoup de sérénité.»*

## Désamorcer la gravité

Ce message, c'est celui que Bertrand a délivré à Agnès Firmin Le Bodo, ministre déléguée chargée des Professions de santé et copilote du débat sur la fin de vie. Bertrand est le premier patient qu'elle a rencontré, en septembre, lors d'un déplacement à Jeanne-Garnier pour préparer l'organisation du débat. Dans la foulée, elle tenait une conférence de presse. Bouleversée par cette rencontre, elle est arrivée en retard. *«J'avais besoin d'une pause. C'était très intense»*, a-t-elle confié aux journalistes. Il faut dire que le récit de Bertrand, son expérience de la maladie, a de quoi secouer toutes les certitudes, y compris celle des partisans d'une loi sur l'aide active à mourir. *«Ce sont les grandes affaires sur la fin de vie, comme celle de Vincent Lambert, qui ont structuré l'opinion en France*, note le haut fonctionnaire. *Quand vous n'êtes pas concerné, vous avez des idées un peu schématiques. J'ai accepté de témoigner pour montrer que les choses sont plus complexes. J'ai du mal à comprendre l'expression "mourir dans la dignité". Je ne me sens pas indigne même avec un tuyau sur la tête.»*

Par élégance, il coupe court pour faire retomber l'émotion, désamorcer la gravité. *«Je ne veux pas non plus dire que je suis rayonnant de bonheur! Et je ne veux pas en faire des tonnes»*, glisse-t-

il d'un regard souriant. Alors, il raconte aussi tout ce qui peuple son quotidien. Les visites d'amis, les films, les audiolivres, qui lui permettent de continuer sa vie de lecteur sans tourner les pages. Il s'est ainsi replongé dans le *Journal* de Charles Juliet - une invitation à l'introspection - a découvert John le Carré et s'est réjoui du Nobel d'Annie Ernaux. À ses côtés, Kheira, une assistante de vie prévue par l'Assurance-maladie pour qu'il puisse rester à domicile, est devenue un soutien indéfectible. Sur la table basse de son salon, on aperçoit une carte postale. Elle est signée d'une collègue qui lui écrit toutes les semaines un petit mot assorti d'une citation. Celle-là est de Borges: *«Chaque personne qui passe dans notre vie est unique. Elle laisse toujours un peu d'elle-même et emporte un peu de nous.»* Alors qu'il est entré dans une autre dimension de son existence, ce n'est pas la foi qui l'aide à tenir ni le *«courage de se battre»* - une expression qu'il n'aime pas -, mais un changement de perspective. *«Toute sa vie, on se projette dans le futur. J'avais mille projets en chantier avant de tomber malade, se souvient Bertrand. Aujourd'hui, j'approfondis l'instant présent. Chaque jour n'est pas une fête, mais chaque instant a sa valeur.»*

15 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/jenseits-der-zeitenwende-was-bleibt-von-europas-mission-ld.1705557>

GASTKOMMENTAR

## Jenseits der Zeitenwende – Europa war immer mehr als nur ein Kontinent, nämlich eine Mission. Jetzt steht es vor der Herausforderung, sich neu definieren zu müssen

Der russische Angriffskrieg gegen die Ukraine hat das kurze Kapitel der Weltgesellschaft beendet. Zugleich erodiert die Idee, dass Europa der gesamten Welt zum Vorbild dienen sollte. Machtvolle Gegenpole zum Westen haben sich ausgebildet. Das muss kein Unglück sein.

Leander Scholz

15.10.2022, 05.30 Uhr



Schon als Kind konnte ich früh erfahren, was der Eiserne Vorhang ist. Mein Vater ist als junger Mann aus der DDR geflohen. Da er seine Eltern und seinen Bruder zurücklassen musste, sind wir in den Herbstferien immer in die Ostzone gefahren, um sie zu besuchen. Schon vor der Grenze bildete sich ein langer Stau auf der Autobahn. Meine Eltern waren meistens sehr angespannt. Denn es war keineswegs sicher, dass wir passieren durften. Wir hatten Angst, einen Fehler zu machen.

Der Grenzübergang war eine große Anlage, in der wir an mehreren Stationen kontrolliert wurden. Überall befanden sich Wachtürme, und die Grenzschilder waren schwer bewaffnet. Jedes Mal gab es Schikanen. Unsere kleinen Kinderkoffer wurden durchsucht. Manchmal mussten wir unser Spielzeug auseinandernehmen. Meine Mutter musste ihre Illustrierten abgeben, und einmal musste sie meinem Vater die Haare schneiden, weil er nicht genau so aussah wie auf seinem Passbild. Nach der Grenze war die Welt eine andere.

### **Geschichtsphilosophische Grenze**

Wenn wir in der Schule darüber aufgeklärt wurden, warum dieser Eiserne Vorhang da war, hieß es stets, die Länder dahinter hätten ein anderes System. Über die Menschen, ob Polen, Russen oder Ukrainer, haben wir nicht viel erfahren, nur dass sie im Kommunismus lebten und wir im

Kapitalismus und dass diese beiden Systeme in Konkurrenz standen. Aus diesem Grund war die Welt in zwei große Blöcke aufgeteilt, die sich gegenseitig bedrohten.

Jede Reise in diesen anderen Teil der Welt kam mir vor wie eine Zeitreise. Der Kohlegeruch in der Stadt, in der meine Oma und mein Opa lebten, kam aus der Vergangenheit. Im Unterschied zur BRD wirkte die DDR auf mich wie ein Schwarz-Weiß-Film. Ein großes Thema bei Gesprächen war immer, was wir hatten und sie nicht oder noch nicht. Die beiden Systeme sahen sich in einem Wettlauf, mit unterschiedlichen Mitteln, aber mit dem gleichen Ziel. Wer uneinholbar vorne lag, war bereits in den achtziger Jahren kaum mehr zu übersehen.

### **Auch wenn wir es noch nicht vollständig begriffen haben, wir leben längst in einem ökologischen Zeitalter.**

Der Eisernen Vorhang war nicht nur eine territoriale Grenze, sondern auch eine geschichtsphilosophische. Beide Systeme waren der gleichen Idee des Fortschritts verpflichtet und bezogen sich auf die gleiche philosophische Tradition. Aus diesem Grund konnten sie sich ineinander spiegeln und miteinander wetteifern. Das machte ihre besondere Feindschaft aus. Beide Systeme sahen sich auf dem einzigen richtigen Weg, der die wahre Geschichte der Menschheit sein sollte. Einer der beiden Wege musste also zwangsläufig in einer Sackgasse enden.

Aber nur die Geschichte selbst konnte beweisen, welcher Weg der falsche war. Mit dem Ende des Kalten Kriegs lösten sich nicht nur die Spannungen zwischen zwei Blockmächten auf, sondern es kam auch eine lange Epoche der Geschichtsphilosophie zum Abschluss, die von der Vorstellung bestimmt war, dass sich die Wahrheit allein geschichtlich offenbaren kann. Daher konnte sich der Westen als Sieger fühlen und die Geschichte für beendet erklären.

Als die Mauer fiel, war ich zwanzig Jahre alt. Ich lieh mir den alten Golf meiner Mutter aus und fuhr hinüber. Unter meinem Hemd hatte ich mir die wertlose Sammlung von DDR-Sondermünzen auf die Brust geklebt, die mir mein Großvater geschenkt hatte. In Ostdeutschland galten sie noch für ein paar Monate als Zahlungsmittel. Aber dieses Mal wurde ich an den Grenzanlagen überhaupt nicht mehr kontrolliert. Auch das merkwürdige Gefühl nach der Grenze stellte sich nicht ein. Überall zeigten sich schon die Zeichen des Westens, die bald ihren Siegeszug in der ganzen Welt antreten würden. In naher Zukunft sollte in jeder Stadt das gelbe Logo von McDonald's zu sehen sein.

Das beherrschende Thema der nächsten zwanzig Jahre war die Globalisierung. Von meinen Münzen kaufte ich mir günstige Ausgaben philosophischer Klassiker. Die wollte in der DDR keiner mehr haben. Danach bereiste ich Osteuropa und freute mich über offene Grenzen. Der Globus war bereit für Touristen und Warenströme.

### **Der Welt zum Vorbild**

Seit einiger Zeit ändern sich die politischen Landkarten wieder. Grenzen werden schwerer passierbar, und manche werden auch erneut geschlossen. Die Globalisierung hat sich in ihr Gegenteil verkehrt. Neue Zölle werden eingeführt, um die Wirtschaftsräume wieder voneinander zu trennen. Eine wiederholte Konfrontation zwischen großen Machtblöcken zeichnet sich ab. Auf einmal erscheinen die entstandenen Abhängigkeiten als fatal.

Der russische Angriffskrieg gegen die Ukraine hat das kurze Kapitel der Weltgesellschaft beendet. Mit dem brutalen Bruch des Völkerrechts sind nicht nur die europäischen Bemühungen um eine gemeinsame Sicherheit gescheitert. Auch die Hoffnungen auf eine globale Gemeinschaft im Zeichen des Welthandels haben sich erledigt. 2001 ist China der World Trade Organization beigetreten. Zwischen der Volksrepublik und der BRD haben sich seitdem symbiotische Beziehungen ausgebildet. Und nun verliert der Imperativ zur Globalisierung seine geschichtlichen Grundlagen.

Die geschichtsphilosophische Epoche geht zurück bis zur Französischen Revolution. Schon damals gab es Vorstellungen von einem geeinten Europa, das der gesamten Welt zum Vorbild dienen sollte. Als nach zwei Weltkriegen der Vorläufer der Europäischen Union gegründet wurde, ging es zunächst darum, eine weitere humanitäre Katastrophe auf dem Kontinent zu verhindern. Aber die europäische Mission war immer eine weltweite. Das Ende der Geschichte konnte nur in einem europäischen Ideal im globalen Maßstab bestehen.

Als Anfang 2002 der Euro als Bargeld eingeführt wurde, habe ich mir begeistert das sogenannte Starter-Kit mit den neuen Münzen geholt. Wie Europa immer enger zusammenrückte, so würde auch die Welt insgesamt irgendwann zusammenfinden. 2004 sind zehn neue Länder der EU beigetreten. Die eigene Einigung bestimmte auch den europäischen Blick auf die restliche Welt. Jetzt steht Europa vor der Herausforderung, sich neu definieren zu müssen.

**Die Zeitenwende ist nicht plötzlich gekommen. Schon seit Jahrzehnten bilden sich machtvolle Gegenpole zur Ausbreitung der westlichen Kultur aus. Die neue Aufteilung der Welt ist kein Rückschritt hinter das Erreichte, sondern eine Folge der bisherigen Globalisierung.** In ihr stehen sich keine konträren Systeme gegenüber, die sich geschichtsphilosophisch in Beziehung setzen lassen.

Bereits lange vor dem russischen Einmarsch in die Ukraine wurde deutlich, dass große Länder wie China oder Indien, aber auch die Türkei eine Identitätspolitik betreiben, die sich gerade von der westlichen Idee einer universalen Geschichte absetzt. Dabei handelt es sich nicht nur um unterschiedliche Interessen oder Werte, sondern um verschiedene Welten und verschiedene historische Quellen, aus denen diese Welten hervorgehen. Diese Aufteilung hat kein geschichtliches Ende. Sie wird in der einen oder anderen Form ewig währen.

**Der Kalte Krieg kommt nicht zurück. Die globalen Bedingungen heute sind völlig andere. Wir erleben eine Renaissance von Identitäten.** Zu Beginn des neuen Jahrhunderts habe ich ein Jahr in Polen verbracht. **Dort konnte ich beobachten, wie die Globalisierung zugleich für einen kosmopolitischen Aufbruch sorgte und die Suche nach einer eigenen Identität verstärkte.**

Der Zerfall der alten Ordnung hat auf der ganzen Welt neue Identitätspolitiken hervorgebracht, auch im Westen, auf nationaler Ebene, aber auch auf der Ebene von Gruppen. Durch sie werden die neuen Konfliktlinien vorgezeichnet. Denn im Unterschied zu Interessen sind Identitäten kaum verhandelbar. In der neuen Weltordnung nach der Globalisierung wird Europa lernen müssen, eine besondere Kultur unter anderen besonderen Kulturen zu sein, deren Schutz es selbst zu gewährleisten hat.

## Im ökologischen Zeitalter

Auch wenn wir es noch nicht vollständig begriffen haben, wir leben längst in einem ökologischen Zeitalter. Damit ist nicht nur unser Verhältnis zur Natur gemeint, sondern auch, wie wir unsere sozialen Beziehungen und politischen Nachbarschaften verstehen. Ein Ökosystem besteht grundsätzlich aus verschiedenen Arten. Jede von ihnen leistet ihren besonderen Beitrag. Es gibt keine Hierarchie, nur wechselseitige Abhängigkeiten. Auch die kleinsten Lebewesen können enorm wichtig sein.

Das ökologische Denken könnte in Zukunft dabei helfen, mit einer globalen Lage umzugehen, die sich durch unüberbrückbare Unterschiede auszeichnet. Die neuen Identitäten werden nicht wieder verschwinden. Aber sie lassen sich auch nicht ignorieren. Ein ökologisches Gleichgewicht basiert nicht auf einem Konsens. Entscheidend ist das Zusammenspiel der Differenzen, damit es nicht zu einem Zusammenbruch kommt. **Anstelle der ökonomischen brauchen wir eine ökologische Globalisierung.**

Die Zeitenwende hat viele Konsequenzen, für die gesamte Welt, aber vor allem für Europa. **Dazu gehört, dass wir das Ideal einer vereinten Menschheit aufgeben müssen.** Nur dann werden sich neue Modelle für eine weltweite Kooperation finden lassen, die nicht auf eine kulturelle Vereinheitlichung hinauslaufen. Die Bekämpfung der ökologischen Krise lässt sich nicht aufschieben. Sie verlangt ein Handeln im globalen Maßstab. Kein Land kann sie im Alleingang lösen, auch der Westen nicht.

**Der Zustand der Erde, die alle zusammen bewohnen müssen, könnte der Ausgangspunkt einer neuen Weltgemeinschaft sein.** Auch wenn der Ausgang des Krieges das russische imperiale Streben hoffentlich dauerhaft beendet, **ist dennoch absehbar, dass sich die Machtzentren in den nächsten Jahrzehnten von West nach Ost verschieben werden.** Neue selbstbewusste Stimmen werden sich zu Wort melden. Um in diesem Prozess seinen Platz zu finden, **braucht Europa eine neue Identität.**

*Leander Scholz, geboren 1969, ist Philosoph und Schriftsteller. Er lebt in Berlin. Zuletzt erschienen von ihm «Zusammenleben. Über Kinder und Politik» (2018), «Die Menge der Menschen. Eine Figur der politischen Ökologie» (2019) und «Die Regierung der Natur. Ökologie und politische Ordnung» (2022).*

15 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/didier-lemaire-deux-ans-apres-l-assassinat-de-samuel-paty-la-peur-et-la-lachete-ont-gagne-20221014>

## Didier Lemaire: «Deux ans après l'assassinat de Samuel Paty, la peur et la lâcheté ont gagné»

Par Didier Lemaire

Publié hier à 12:26, mis à jour hier à 16:30



«À quelques exceptions près, on ne trouvera pas d'enseignants pour témoigner à visage découvert de la pression constante qui s'exerce sur l'école». *Alain JOCARD / AFP*

**TRIBUNE - Partout en France, des enseignants reçoivent des menaces de mort en référence à la décapitation de Samuel Paty, affirme le professeur de philosophie lui-même victime de ce phénomène. La politique de l'Éducation nationale ne consiste plus qu'à opposer des identités, ajoute-t-il.**

*Didier Lemaire est professeur de philosophie. Pendant vingt, il a enseigné au lycée de la Plaine de Neauphle, à Trappes. Menacé pour avoir alerté sur la montée de l'islamisme, il a dû mettre en suspens sa carrière d'enseignant en février 2021 et se consacre désormais à l'écriture. Après sa Lettre d'un hussard de la République, parue l'an dernier, il vient de publier un essai, Petite philosophie de la nation, chez Robert Laffont.*

Deux ans après l'assassinat d'un professeur calomnié, traité d'islamophobe et de raciste, y compris par certains de ses collègues, abandonné de sa hiérarchie, devant assurer seul sa sécurité, un marteau dans son sac et un masque sur le visage, on ne saurait dire que rien n'a changé. Non, la peur et la lâcheté ont gagné.

À quelques exceptions près, on ne trouvera pas d'enseignants pour témoigner à visage découvert de la pression constante qui s'exerce sur l'école. Une pression qui pousse à l'autocensure, au silence et à la démission.

Même ceux, minoritaires, qui savent que les signes utilisés par les mollahs de la révolution iranienne, les salafistes d'Arabie saoudite, les Frères musulmans d'Égypte, du Qatar ou de Turquie ne sont en rien des symboles traditionnels ou religieux, et que leur interdiction ne manifeste non pas un racisme d'État mais une protection des libertés et la manifestation de notre souveraineté nationale, peuvent-ils encore défendre les règles censées s'appliquer à l'école ? Abandonnés par leur hiérarchie, plus prompte à faire de la laïcité un discours moralisateur de tolérance qu'une réalité en acte, regardés par leurs collègues comme des moutons noirs et soumis au chantage victimaire à l'islamophobie de leurs élèves, ils sont condamnés à se taire ou à quitter les lieux pour ne pas mettre leur vie en danger, comme cette conseillère d'éducation du lycée Charlemagne en juin dernier.



Deux ans après l'assassinat de Samuel Paty – un simple fait divers, pour les uns, une malheureuse tragédie dont personne n'est responsable –, on ne saurait dire que rien n'a changé. Ne comptons sur aucun ministère pour dire combien de professeurs ont été réellement mutés pour éviter des situations incontrôlables. Rien que dans cette petite ville de Trappes, nous fûmes trois. Deux mois avant ma propre exfiltration, en février 2021, une enseignante calomniée, et indirectement désignée comme cible, par un parent d'élève dut abandonner son poste. En grand secret, sur les conseils, non du rectorat, qui considérait, comme dans le cas de Samuel Paty, que le conflit était «apaisé», mais des Renseignements Territoriaux. Puis, quelques mois après mon départ, ce fut le tour de mon collègue de philosophie, qui reçut cette adresse d'une de ses élèves, en classe: «*Sur Allah, je vais le fracasser*». Aucune sanction administrative ne s'ensuivit.

**On venait à l'école pour oublier ses origines afin d'acquérir une culture commune, une culture permettant de former son jugement. Aujourd'hui, on y vient pour être reconnu dans sa « différence » !**

*Didier Lemaire*

Le rectorat, qui ne manque pas d'humour, décida d'expédier le professeur à Conflans-Sainte-Honorine. Qui prétendra que rien n'a changé ? Alors que j'étais placé moi-même sous protection policière, que je ne me déplaçais pas sans être entouré de policiers après avoir dénoncé l'emprise islamiste sur mes élèves, et traité de menteur ou d'islamophobe par certains journaux, ce même rectorat s'avisa de m'envoyer dans une ville de la région parisienne bien connue pour être un bastion salafiste. Je dus mon salut à mon conseil qui opposa mon droit de retrait. Partout en France, à Nîmes, à Cognac, au Havre, à Grenoble, à Paris, dans la région parisienne ou dans le Haut-Rhin... combien d'enseignants ont-ils, depuis deux ans, subi des menaces en référence à Samuel Paty ?

On ne parle pas là de l'effondrement du niveau scolaire ni du scandale d'une Éducation nationale la plus inégalitaire de tous les pays de l'OCDE, mais de la fin de l'école républicaine, creuset de nation. On venait à l'école pour oublier ses origines afin d'acquérir une culture commune, une culture permettant de former son jugement. Aujourd'hui, on y vient pour être reconnu dans sa «différence» ! Cette nouvelle hypostase relègue le principe d'égalité comme une sorte de vernis universaliste recouvrant le Mal: le colonialisme, l'esclavage, le racisme, la domination masculine, l'islamophobie...

Il n'est plus question d'accorder à chacun une valeur égale, fondée sur la dignité de sa personne. Il faut, selon une idéologie partagée par les principales forces politiques de notre pays, se rapporter à la personne selon son appartenance à un groupe distinct, dans une logique de victimisation dont on pressent qu'elle débouchera tôt ou tard sur un déchaînement de la violence contre les coupables. Les nazis et les communistes, jadis, n'ont pas procédé autrement: pour agréger les hommes en foules et leur faire accroire en un monde purifié du Mal, ils leur ont seriné les litanies de l'oppression, de la domination et de la persécution. Retour donc à l'identité: à la religion, à la race, au genre. C'en est fini de la tradition humaniste qui considérait chaque homme d'abord non comme un échantillon mais comme un individu, c'est-à-dire comme un être singulier, indéfinissable, un être fragile, soumis à la contingence, au temps et à la mort, un être inachevé, doué de la faculté de se rapporter à soi-même et de se penser, et donc, quelles que soient ses déterminations, de se choisir.

**Deux ans après l'assassinat de Samuel Paty, les hommages à la mémoire du professeur assassiné n'ont-ils pas quelque chose d'obsène ? Difficile de ne pas se demander s'ils ne servent pas à travestir notre propre soumission.**

*Didier Lemaire*

Le droit à l'indifférence permettait – faut-il dire autrefois ? – de s'élever au-dessus de soi, de se tourner vers les autres et le monde. Désormais, la réification identitaire, à l'âge des interrogations qui succède à l'enfance, a forcé la légitime et passionnante question du «qui suis-je ?». Place à l'école identitaire, conforme à l'idéologie partagée par les uns et les autres, jusqu'au ministre de l'Éducation nationale lui-même. Une idéologie qui ne peut qu'engendrer la haine de la science, du

dialogue et de la démocratie parce qu'elle fait des hommes des spécimens de groupes qui n'ont aucune culture commune à partager.

Deux ans après l'assassinat de Samuel Paty, les hommages à la mémoire du professeur assassiné n'ont-ils pas quelque chose d'obscène ? Difficile de ne pas se demander s'ils ne servent pas à travestir notre propre soumission. La part de responsabilité de nos autorités dans l'enchaînement des faits qui ont conduit à ce crime ignoble doit être établie et reconnue pour que cessent le mensonge, l'inaction et le déshonneur.

Fin de la nation donc ? La nation française s'est inventée comme une communauté d'individus libres et égaux, dépassant leurs appartenances sociales, parce que reconnus comme des personnes. Or, quand la politique ne consiste plus, par clientélisme, qu'à opposer des identités ou, au nom d'un prétendu «multiculturalisme», qu'à dissoudre la nation dans la mondialisation, notre communauté nationale a-t-elle encore un avenir ?

14 octobre (NYT)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/pierre-henri-tavoillot-en-quoi-porter-atteinte-a-un-tableau-contribue-t-il-a-resoudre-la-crise-climatique-20220711>

## Pierre-Henri Tavoillot: «En quoi porter atteinte à un tableau contribue-t-il à résoudre la crise climatique ?»

Par [Eugénie Boilait](#)

Publié le 11/07/2022 à 19:25, mis à jour il y a 28 minutes



Des militants écologistes du mouvement Just Stop Oil ont jeté ce 14 octobre de la soupe à la tomate sur le chef-d'œuvre de Van Gogh *Les Tournesols*, exposé à la National Gallery de Londres. *HANDOUT / AFP*

**ENTRETIEN - Après l'action de militants écologistes qui ont aspergé de soupe le chef-d'œuvre de Van Gogh «Les Tournesols» ce 14 octobre, nous republions cet entretien paru en juillet dernier. Le philosophe y voit le signe d'une époque blasée qui observe avec passivité l'action d'activistes qui n'existent que par l'outrance.**

*Pierre-Henri Tavoillot est président du Collège de philosophie. Il a notamment publié La guerre des générations aura-t-elle lieu? avec Serge Guérin, chez Calmann-Lévy.*

**FIGAROVOX. - Les militants écologistes multiplient les actions «chocs» dans les musées: la Joconde «entartée» le 29 mai ; les mains collées au cadre d'un tableau de Turner ; un tableau de John Constable recouvert d'un paysage miné par les énergies fossiles à la National Gallery de Londres. Le 14 octobre, toujours à la National Gallery, des membres de l'organisation «Just Stop Oil» ont aspergé de soupe la vitre recouvrant le célèbre tableau «Les Tournesols» de Vincent Van Gogh. Pourquoi les militants écologistes s'en prennent-ils aux œuvres d'art ?**

**Pierre-Henri TAVOILLOT. -** Il y a d'abord **une stratégie de «coup d'éclat permanent»**. Elle caractérise tous les activistes qui défendent des causes, quelles qu'elles soient, à l'âge du buzz et des réseaux sociaux. **Car, à moindre coût, il est aisé de faire un coup, en lieu et place de l'ingrat travail d'information et de pédagogie qui risque de rencontrer de fâcheux arguments contradictoires.** Une campagne de communication est bien plus efficace qu'une difficile campagne électorale.

**Mais cette stratégie relève aussi du wokisme.** Pour ces militants, le citoyen moyen est un abruti, doublé d'un ignorant. **Il faut donc le réveiller (woke) et si possible, en sursaut.** Seule une

provocation suscitera chez lui la prise de conscience salutaire. **Car comment peut-on aller au musée quand la planète se meurt ?** Toute l'énergie devrait être mobilisée 24h/24h pour un unique grand dessein. Ce n'est pas en soi nouveau. **Il fallait jadis éveiller la conscience de classe** afin que l'oppression apparaisse sous son vrai jour, alors que le capitalisme tentait de faire aimer ses chaînes à celui qu'il enchaînait: cela s'appelait le salariat. Ce qui était le comble de la domination est devenu la norme.

**Ces démarches s'inscrivent-elles plus généralement dans un militantisme qui repousse, voire rejette, le patrimoine et la notion d'héritage ? Attaquer la culture pour préserver la nature ?**

Oui, le fait de cibler des œuvres d'art interroge. On aurait pu comprendre que les militants visent les industries ou les producteurs d'énergie, **mais là, ce qui est visé, c'est la haute culture, dont l'impact négatif sur le climat n'est pas évident à établir.** L'interprétation que vous suggérez me semble pertinente: pour ces activistes, **la seule manière de défendre la nature semble être de s'en prendre à la culture.**

**J'aime beaucoup l'art, mais je tiens davantage à la justice ». La formule peut paraître noble et généreuse, mais ce n'est rien d'autre qu'un sophisme, car on ne voit pas en quoi le respect de la seconde justifierait de dégrader le premier.**

*Pierre-Henri Tavoillot*

Rousseau (je parle de Jean-Jacques, pas de Sandrine) pourrait être à l'origine de cette tentation, puisqu'il s'opposait à ce qui était pour les Lumières une évidence, à savoir que la nature opprime et que la culture (c'est-à-dire la science, les arts, les lettres, les mœurs) émancipe. **Rousseau joue l'esprit fort et renverse le schéma en affirmant, dès son *Discours sur les sciences et les arts*, que la culture aliène et que la nature peut libérer.** Encore faut-il voir que son projet n'est pas de détruire la culture, mais, comme il l'écrit dans l'*Émile*, d'éduquer *«un sauvage fait pour habiter les villes»*. Autrement dit, il entend créer une culture dans laquelle la perfectibilité essentielle de l'homme pourrait enfin s'exercer contre les faux-semblants et l'hypocrisie sociale.

**On est donc très loin de l'agit-prop de ces militants, dont la démarche relève davantage de la «cancel culture» (annulation),** qui appelle à débaptiser les rues, à changer les titres des romans ou à déboulonner les statues, parce qu'ils sont non «politiquement corrects», c'est-à-dire racistes, patriarcaux, coloniaux, etc. **La «cancel culture» est aisée à définir:** c'est la détestation de la culture. Elle rappelle le fameux mot attribué à Goering ou à d'autres dignitaires nazis : *«quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver»*. **Ce à quoi Francis Blanche opposait : «quand j'entends le mot revolver, je sors ma culture».** C'est un peu facile, mais c'est efficace.

**Le 11 mars 1914, la suffragette Mary Richardson lacère le célèbre tableau *La Vénus au miroir* de Vélasquez, aussi à la National Gallery de Londres, avec un petit hachoir. Une femme nue y est allongée. Peut-on voir une filiation entre ces deux actes militants ?**

En Angleterre, au début du XX<sup>e</sup> siècle, les suffragettes, mais aussi les premiers animalistes, ont utilisé des méthodes radicales que l'on retrouve aujourd'hui chez les militants «climat», comme le mouvement Extinction rébellion (d'ailleurs né en 2018 au Royaume-Uni): désobéissance civique, auto-enchaînement, blocages et sabotages divers, etc.

En 1914, l'intention de Mary Richardson était d'attirer l'attention sur la situation de la cheffe des suffragettes du WSPU, Emmeline Pankhurst, qui, emprisonnée et en grève de la faim, était gavée de force par les autorités officielles. À l'époque, la violence était des deux côtés et d'une manière qui n'avait rien de symbolique. Pour Mary Richardson, par son héroïsme, sa leader adorée, qui incarnait *«la plus belle des femmes au moral»* était opprimée dans l'indifférence. D'où son projet d'émouvoir le public en torturant, pour sa part, *«la plus belle des femmes au physique»*, à savoir la Vénus de Vélasquez. Pour sa défense, elle dira plus tard : *«J'aime beaucoup l'art, mais je tiens davantage à*

*la justice*». La formule peut paraître noble et généreuse, mais ce n'est rien d'autre qu'un sophisme, car on ne voit pas en quoi dégrader le premier ferait avancer en quoi que ce soit la seconde.

**En fait, ces militants moralisateurs et inquisiteurs recherchent, dans leur vie dérisoire, un héroïsme sacrificiel afin de jouir avidement de l'hostilité qu'ils suscitent.**

*Pierre-Henri Tavoillot*

**La suffragette revendique en 1914: «Je suis une suffragette. On peut remplacer des tableaux, mais pas des humains». L'un des deux militants qui a recouvert le tableau de Constable a affirmé: «Cette peinture fait partie de notre patrimoine mais ce n'est pas plus important que les 3,5 milliards d'hommes, de femmes et d'enfants qui sont déjà en danger en raison de la crise climatique». Pourquoi invoquer une comparaison entre art et vie humaine ?**

Le sophisme est le même, et il tout aussi délirant: **en quoi porter atteinte à un tableau contribue-t-il à résoudre la crise climatique ? Ne peut-on pas à la fois aller au musée et se préoccuper activement de l'environnement ? En fait, ces militants moralisateurs et inquisiteurs recherchent, dans leur vie dérisoire, un héroïsme sacrificiel afin de jouir avidement de l'hostilité qu'ils suscitent. Leur dogme se renforce des oppositions qu'il suscite.** Ils ont raison puisqu'ils sont incompris ; ils sont supérieurs puisque la masse est endormie ; ils pensent agir puisque tout le monde est contre eux. C'est là une manière d'obtenir tout ce dont l'univers démocratique les prive: la certitude à l'ère du doute, la supériorité à l'âge de l'égalité, la toute-puissance à l'époque des impossibilités et un salut *low cost* en des temps désenchantés.

**On entend souvent dire qu'il faut accepter les extrémismes et la radicalité pour que les grandes causes avancent ; ce serait le prix nécessaire à payer pour le progrès. Je pense exactement le contraire.** Les excès retardent, clivent et bloquent les situations, car la radicalité entraîne forcément une surenchère délétère vers toujours plus d'extrémisme. Je me risquerai même à dire que c'est là une loi de l'histoire ! D'ailleurs, on le constate à chaque fois, les mouvements radicaux échouent à convaincre la majorité, car, très vite, ils se divisent eux-mêmes en groupuscules hostiles. Tous les animalistes aiment les animaux, mais qu'est-ce qu'ils se détestent entre eux ! Les néo-féministes se déchirent dans des querelles sans nom ; et, dans un monde où la préoccupation environnementale s'est largement imposée, voire banalisée, les écologistes ne parviennent plus à exister que par l'outrance. Notre époque blasée contemple ces querelles et péripéties avec une bienveillance coupable. Car l'extrémisme est devenu comme «l'air du temps», un quasi-conformisme. Le débat public est en partie saturé par ce qui choque, indigné et scandalise. À nous de veiller à ce qu'une autre part de notre cerveau collectif reste disponible pour d'autres sujets.

14 octobre (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/10/14/world/europe/france-oil-refinery-strike.html>

## French Strike May Presage a Winter of Discontent for Europe

Bitten by inflation, workers are demanding a greater share of the surging profits of energy giants. It's the kind of unrest leaders fear as they struggle to keep a united front against Russia.



Outside the Total refinery in Gonfreville-l'Orcher, just outside of Le Havre, France, on Thursday, union members burned wood pallets, hoisted flags and voted to continue a strike. Credit...Andrea Mantovani for The New York Times

By [Catherine Porter](#) and [Constant Méheut](#)

Oct. 14, 2022 Updated 8:30 a.m. ET

**Sign up for the Russia-Ukraine War Briefing.** Every evening, we'll send you a summary of the day's biggest news. [Get it sent to your inbox.](#)

LE HAVRE, France — The northern port city of Le Havre is less than 25 miles away from two major oil refineries. But on Friday, the pumps at many gas stations were wrapped in red and white tape, the electric price signs flashing all nines. Little gasoline was to be had.

Across France, a third of stations are fully or partly dry, victims of a fast-widening strike that has [spread to most of the country's major refineries](#), as well as some nuclear plants and railways, offering a preview of a winter of discontent as inflation and energy shortages threaten to undercut Europe's stability and its united front against Russia for its war in Ukraine.

At the very least the strike — pitting refinery workers seeking a greater share of the surging profits against the oil giants TotalEnergies and Exxon Mobil — has already emerged as the first major social crisis of Emmanuel Macron's second term as president, as calls grow for a general strike next Tuesday.

"It's going to become a general strike. You will see," said Julien Lemmonier, 77, a retired factory worker stepping out of the supermarket in Le Havre on a gray and rainy morning. He warned that if the port workers followed suit, "It will be over."

Image

The widening social unrest is just what European leaders fear as inflation hits its highest level in decades, driven in part by snarls in post-pandemic global supply chains, but also by the mounting impact of the tit-for-tat economic battle between Europe and Russia over its invasion of Ukraine.

Economic anxiety is palpable across Europe, driving [large protests in Prague](#), Britain's [biggest railway strike](#) in three decades, as well as walkouts by [bus drivers, call center employees and criminal defense lawyers](#), and causing many governments to introduce relief measures to cushion the blow and ward off still more turbulence. Airline workers in [Spain](#) and [Germany](#) went on strike recently, demanding wage increases to reflect the rising cost of living.

For France the strikes have touched a long-worn nerve of the growing disparity between the wealthy few and the growing struggling classes, as well as the gnawing worry about making ends meet in the cold winter ahead.

Workers at half of the country's eight refineries are continuing to picket for higher wages in line with inflation, as well as a cut of the sky-high profits their companies made over recent months, as the price of gasoline has surged.

"The money exists, and it should be distributed," said Pascal Morel, the regional head of Confédération Générale du Travail, or CGT, France's second-largest union, which has been leading the strikes. "Rather than laying claim to the striking workers, we should lay claim to their profits."

Image



Pascal Morel, the regional head of Confédération Générale du Travail, one of France's largest unions, which has been leading the strikes. Credit...Andrea Mantovani for The New York Times

Slow to notice at first, the country was rudely awoken to the strike's effect this week, when pumps across the country ran out of fuel, forcing frustrated motorists to hunt around and then line up — sometimes for hours — at stations that were still open. Nerves quickly frayed, and reports of fistfights between enraged drivers buzzed on the news.

In Le Havre, [as in the rest of the country](#), residents revealed mixed feelings about the strikes. Some expressed solidarity with the workers, while others complained about how a small group was holding the entire country hostage. On both sides of the divide, however, many feared the strike would spread.

"It's going to bring France to a standstill and I assure you it doesn't need that," said Fatma Zekri, 54, an out-of-work accountant.

On Thursday, workers echoed the call for a general strike next Tuesday originally issued by the CGT and later supported by three other large unions. And a long-planned protest by left-wing parties over the rising cost of living scheduled for Sunday threatens to become even larger.

For Mr. Macron, the strike holds obvious perils, with echoes of the social unrest of the Yellow Vest movement — a widespread series of protests that started as a revolt against higher taxes on fuel. The movement may have dissipated, but its anger has not.

The protests paralyzed France for months in 2018 and 2019, led by lower-middle class workers who took to the streets and roundabouts, raging against a climate change tax on gas that they felt was an insulting symbol of how little the government cared about them and their sliding quality of life.

The current strikes illustrated a longstanding question that continues to torment many in the country, said Bruno Cautrès, a political analyst at the Center for Political Research at Sciences Po University — “Why do I live in a country that is rich and I am struggling?”

Speaking of the president, Mr. Cautrès said, “He has not managed to answer this simple question.”

After winning his re-election last April, Mr. Macron promised he would shed his reputation as a top-down ruler and [govern the country in a more collaborative way](#).

“The main risk is that he will not succeed in convincing people that the second term is dedicated to dialogue, to easing tensions,” Mr. Cautrès said.

But even as he faced criticism that his government had allowed the crisis to get to this point, Mr. Macron sounded defiant on Wednesday night, saying in an [interview with the French television channel France 2](#) that it was “not up to the president of the republic to negotiate with businesses.”  
Image

His government has already forced some workers back to a refinery near Le Havre and a depot near Dunkirk.

“I can’t believe that for one second, our ability to heat our homes, light our homes and go to the gas pump would be put at risk by French people who say, ‘No, to protect my interests, I will compromise those of the nation,’” he said.

Still, Mr. Macron is treading a very fine line. The issue of “super profits” has become a charged one in Parliament, with opposition lawmakers from both the left and right demanding companies reaping windfalls be taxed, to benefit the greater population.

Over the first half of the year, TotalEnergies made \$10 billion in profit and Exxon Mobil raked in \$18 billion. Western oil and gas companies have generated record profits thanks to booming energy prices, which have risen because of the war in Ukraine and allowed Russia to rake in billions in revenues even as it cuts oil and gas supplies to Europe. A [recent OPEC Plus deal involving Saudi Arabia and Russia](#) to cut production is likely to further raise prices.

Earlier this week, Exxon Mobil announced that it had come to an agreement with two of four unions working at its sites, “out of a desire to urgently and responsibly to put an end to the strikes.” But the wage increase was one percentage point less, and half the bonus, that CGT had demanded.

In its own news release, TotalEnergies said the company continued to aim for “fair compensation for the employees” and to ensure they benefited “from the exceptional results generated” by the company.

On Friday, two unions at TotalEnergies announced they had reached a deal for a 7 percent wage increase and a bonus. But CGT, which has demanded a 10 percent hike, walked out of the negotiation and said it would continue the strike.

To date, Mr. Macron has been loath to tax the oil giants’ windfall profits, worrying it would tarnish the country’s investment appeal, and preferring instead that companies make what he termed a “contribution.”



However, last week the government introduced an [amendment](#) to its finance bill, in keeping with new European Union measures, applying a temporary tax on oil, gas and coal producers that make 20 percent more in profit on their French operations than they did during recent years.

On Thursday, France's Finance Minister Bruno Le Maire also called on TotalEnergies to raise wages for salaried workers. And he announced that 1.7 billion euros, about \$1.65 billion, would be earmarked to help motorists if fuel prices continued to rise.

"It is a company that is now making significant profits," Mr. Le Maire told [RTL radio station](#) on Thursday. "Total has paid dividends, so the sharing of value in France must be fair."

Image

The tangle of pipes and towering smokestacks of the hulking Total refinery in Gonfreville-l'Orcher, just outside of Le Havre, were eerily silent on Thursday, as union members burned wood palettes, hoisted flags and voted to continue the strike.

Many believed their anger captured a building sentiment in the country, where even with generous government subsidies, people are struggling financially and are increasingly anxious about the winter of energy cutbacks. Inflation in France, though lower than in the rest of Europe, has surpassed 6 percent, jacking the prices of some basic supplies like frozen meat, pasta and tissues.

"This era must end — the era of hogging for some, and rationing for others," François Ruffin told the protesters on Thursday. Mr. Ruffin, a filmmaker turned elected official with the country's hard-left France Unbowed party, rose to prominence with [his satirical documentary film](#) about France's richest man, Bernard Arnault, and the loss of middle-class jobs to globalization.

If anything should be requisitioned, it should be the profits of huge companies, not workers, many said at the protest sites.

David Guillemard, a striker who has worked at the Total refinery for 22 years, said the back-to-work order had kicked a hornet's nest. "Instead of calming people," he said, "this has irritated them."

14 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/international/guerre-en-ukraine-pourquoi-macron-est-alle-a-l-encontre-des-principes-de-dissuasion-nucleaire-20221013>

## Guerre en Ukraine : pourquoi Macron est allé à l'encontre des principes de dissuasion nucléaire

Par [Hugues Maillot](#)

Publié hier à 15:19, mis à jour hier à 15:38



Emmanuel Macron était interrogé hier sur France 2 pour faire le point sur les crises internationales. *LUDOVIC MARIN / AFP*

**ENTRETIEN - Lors de son interview sur France 2, Emmanuel Macron n'a pas assez joué de l'ambiguïté qu'implique généralement la dissuasion nucléaire, juge Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.**

*Bruno Tertrais est directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et spécialiste de la dissuasion nucléaire.*

Invité mercredi de la nouvelle émission politique de France 2, baptisée «L'événement», Emmanuel Macron est revenu sur les grandes questions internationales du moment, et notamment la guerre en Ukraine. Le président de la République s'est exprimé sur l'une des thématiques brûlantes du moment : la menace nucléaire et la dissuasion française. «*Notre doctrine repose sur les intérêts fondamentaux de la Nation et ils sont définis de manière très claire. S'il y avait une attaque balistique nucléaire en Ukraine, ces intérêts ne seraient pas remis en cause*», a-t-il clairement expliqué.

La réponse de la France ne serait donc pas nucléaire ? «*C'est évident*», a répondu le président. En s'exprimant si clairement sur la doctrine nucléaire française, Emmanuel Macron s'est affranchi d'une certaine ambiguïté, qui prévaut systématiquement en matière de dissuasion.

**LE FIGARO.- Emmanuel Macron s'est exprimé très clairement sur la doctrine nucléaire française, en direct à la télévision. N'est-ce pas contraire aux principes de dissuasion ?**

**Bruno TERTRAIS.-** La dissuasion est un art subtil qui doit mêler clarté et ambiguïté. Hier soir le président a poussé très loin, trop à mon sens, le curseur vers la clarté. Tout excès de précision permet à l'adversaire de calculer trop précisément les risques de telle ou telle initiative. Rappelons toutefois qu'il a par définition le droit de dire ce qu'il veut dans ce domaine, et même de faire évoluer la doctrine à tout moment s'il le souhaite. La dissuasion, c'est «*lui*». Élu au suffrage universel direct, il est seul décideur sur cette question.

## À lire aussi *Guerre en Ukraine : pourquoi la Russie n'a aucun intérêt à faire usage de l'arme nucléaire* **Quels problèmes pose cet excès de clarté ?**

Son langage pose trois problèmes au regard de ce qu'est traditionnellement la doctrine française. D'abord, il a parlé d'intérêts «*fondamentaux*» alors qu'on parle habituellement d'intérêts «*vitaux*». C'est sans doute un écart de langage, mais il s'agit d'un domaine dans lequel chaque mot est pesé, chaque concept est balisé. Ensuite, il a prétendu que ces intérêts étaient «*définis de manière très claire*». Première nouvelle ! Jusqu'à présent on en définissait le «*cœur*», comme par exemple le territoire français, mais on restait délibérément dans le flou quant à leur limite. (*Se référer à l'encadré en bas de l'article*)

**Je pense qu'Emmanuel Macron aurait dû dire qu'il refuse d'entrer dans ce jeu. Ou alors, dire que si Vladimir Poutine en venait à de telles extrémités, il perdrait tout.**

*Bruno Tertrais*

## À lire aussi *Nucléaire : qui donne l'ordre de tir en Russie ?*

Et enfin, pourquoi suggérer implicitement que nous n'emploierions pas l'arme nucléaire même si c'était en riposte à un tir sur un pays d'Europe centrale (Emmanuel Macron a évoqué une attaque en Ukraine, mais aussi «*dans la région*», NDLR), alors même que le président affirmait en 2020 que la dissuasion française avait une dimension européenne ?

**Le président en était sans doute conscient au moment de prononcer ces phrases. Quel message a-t-il voulu faire passer ?**

J'imagine qu'il a voulu rassurer l'opinion française, qui, il est vrai est inquiète et on peut la comprendre. Il reproduit en quelque sorte la déclaration de François Mitterrand en 1991, qui dit qu'au cours du conflit qui s'annonce à ce moment-là, la France n'emploiera ni armes chimiques ni armes nucléaires. Mais fallait-il aussi clairement qu'il l'a fait dire – ce dont on se doute – que l'Ukraine ne faisait pas partie des intérêts vitaux français ?...

## **Il ne pouvait néanmoins pas échapper à la question. Qu'aurait-il dû dire ?**

D'abord, il aurait dû imiter François Mitterrand... mais le Mitterrand de 1986. Cette année-là on lui demande : «*Que faites-vous si l'Allemagne est envahie ? Utilisez-vous l'arme nucléaire ?*» Et il refuse de répondre, disant notamment que cela voudrait dire que la dissuasion a échoué, etc. Je pense qu'Emmanuel Macron aurait dû dire qu'il refuse d'entrer dans ce jeu. Ou alors, dire que si Vladimir Poutine en venait à de telles extrémités, il perdrait tout. Sans plus de précision. Et rappeler aussi que les deux pays, avec les trois autres grandes puissances nucléaires, ont signé début 2022 une déclaration commune disant qu'une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devrait jamais être menée...

## À lire aussi *Guerre en Ukraine : la Russie pourrait-elle employer l'arme nucléaire ?*

**Qu'est-ce que cette déclaration peut avoir comme effet sur Poutine et la Russie ?**

Il est possible que Vladimir Poutine y voie une faiblesse occidentale. Ce qui serait contreproductif. Il est sain que nos dirigeants n'entrent pas dans le jeu de l'escalade rhétorique sur le nucléaire. Et jusqu'à présent la France avait su parfaitement trouver le ton juste. Mais Emmanuel Macron est peut-être allé trop loin. Même si on comprend ce que le président veut dire, cette déclaration est politiquement peu heureuse.

---

## **Quelle est la doctrine de la France en matière de nucléaire ?**

Dans une récente étude parue à la Fondapol, Bruno Tertrais détaille la doctrine nucléaire française. Selon le chercheur, trois grands principes gouvernent la force de dissuasion française :

- **la permanence**, qui implique que «la dissuasion s'exerce de façon continue, y compris en temps de paix»

- **la suffisance**, qui consiste à «limiter les moyens nucléaires français au strict nécessaire»
- **la souplesse**, qui vise à «adapter la menace dissuasive au contexte : pays concerné, rapport de force, etc.»

Si les fondements de la force nucléaire française furent posés par le général de Gaulle, c'est sous François Mitterrand que la doctrine a été consolidée, remarque Bruno Tertrais. Là encore, autour de trois notions clés :

- **la protection des seuls intérêts vitaux du pays**, dont la définition «comporte une part de flou et est laissée à l'appréciation du président de la République».
- **l'option d'un avertissement nucléaire**, qui se caractériserait par une frappe unique, sans doute sur un objectif militaire, «au cas où un adversaire se méprendrait sur la définition de ces intérêts vitaux ou semblerait s'approcher du seul de ces intérêts».
- **la possibilité d'exercer des dommages inacceptables à l'adversaire**, «au moins équivalents, si ce n'est supérieurs, à ce que serait l'enjeu du conflit, et ce en toutes circonstances».

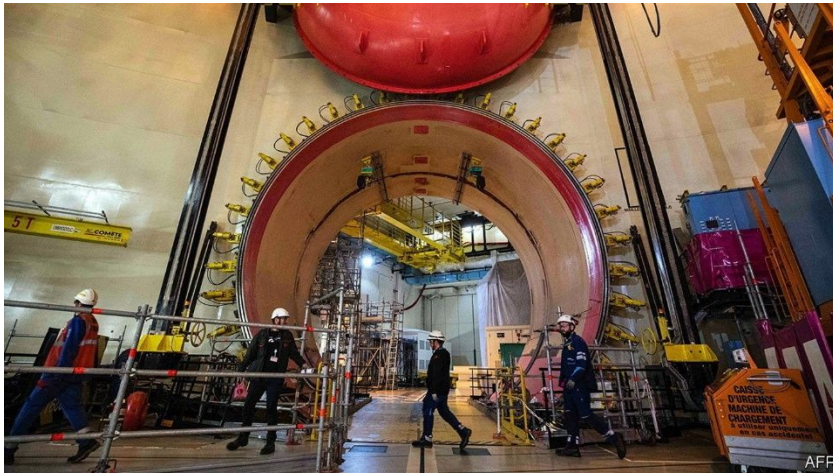
14 octobre (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/10/13/frances-nuclear-reactors-will-not-work-as-normal-any-time-soon>

Out of order

## France's nuclear reactors will not work as normal any time soon

The trouble will persist well into next year



Oct 13th 2022 | PARIS

When edf, the French energy giant, warned in May that nuclear-electricity production this year would be lower than previously forecast because half its reactors were out of action, the timing could not have been worse. Thanks to its nuclear industry, France is usually Europe's biggest net exporter of electricity. The closures turned the country into a net power importer for the first time, just as the continent faced an energy crunch. When in September edf then announced that even by 2024 output would still be well below normal levels, the problem became a national embarrassment.

France's current nuclear troubles are partly due to routine maintenance of the country's 56 reactors, half of which are about 40 years old. Each ageing reactor needs periodically to be shut down, on a rotating basis, for inspection. During the pandemic, scheduled maintenance was interrupted by lockdowns. The real crunch, though, came after corrosion issues were detected in late 2021 at one pressurised-water reactor. By this September no fewer than 25 reactors were out of action: ten for routine maintenance, the rest for corrosion analysis or repairs.

The awkward truth, however, is that France's nuclear woes are also of its own making. Historically the French have been proud of the semi-independence afforded by their nuclear fleet, which generates 69% of the country's electricity. However, after the nuclear accident in Fukushima in 2011, coupled with lobbying from French anti-nuclear groups and greens, nuclear power went out of fashion. In 2012 François Hollande, a Socialist, campaigned successfully for the presidency on a pledge to reduce the share of nuclear in the country's mix to 50%. He wrote this into law in 2015. He also promised to close the two reactors at Fessenheim, the country's oldest, even though the only new reactor under construction at the time, at Flamanville, had yet to be finished (and still hasn't been).

It was not until this February that President Emmanuel Macron, Mr Hollande's successor, swung firmly behind nuclear as part of his plans for a lower-carbon economy. Unveiling an energy strategy based on the revival of nuclear and expansion of renewables, Mr Macron announced that France would build six new-generation reactors, and possibly another eight by 2050. This marked renewed confidence in a demoralised sector. But the new reactors will take many years to come on line.

Industry bosses and politicians blame each other. In August Jean-Bernard Lévy, edf's outgoing boss, blamed France's decision over the past decade to start closing down reactors for the industry's difficulty in

recruiting and training the nuclear specialists it needs. Mr Macron dismissed the charge as “false and irresponsible”. Either way, “decisions were not made, or taken too late,” says Cécile Maisonneuve, an energy specialist at the French Institute of International Relations, “and this has now put Europe in serious difficulty.”

In the long run France can revive its industry. edf has notably kept expertise going in Britain, where it is building reactors at Hinkley Point, with plans for another pair at Sizewell. In the short run, though, France faces a winter of “heightened tension”, according to rte, the electricity-grid authority. edf has promised that all the reactors that are currently closed will be up and running by February. The government, which is fully nationalising the energy firm, will not tolerate slippage. Even by late February, however, rte’s central forecast is that nuclear capacity will be about a fifth below its level in February 2021. Which suggests difficulties next year, for France and Europe, not just this one.

14 octobre (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/10/12/joe-biden-is-too-timid-it-is-time-to-legalise-cocaine>

## Joe Biden is too timid. It is time to legalise cocaine

The costs of prohibition outweigh the benefits



Oct 12th 2022

“It makes no sense,” said Joe Biden on October 6th, as he [pardoned](#) the 6,000 or so Americans convicted of possessing a small amount of marijuana. Although cannabis is fully legal in 19 American states, at the federal level it is still deemed to be as dangerous as heroin and more so than fentanyl, two drugs that contributed to more than 100,000 Americans dying of [opioid overdoses](#) last year. But the president’s admission applies to drug policy more broadly. Prohibition is not working—and that can be seen most strikingly with cocaine, not cannabis.

Since Richard Nixon launched the [“war on drugs”](#) half a century ago, the flow of [cocaine into the United States has surged](#). Global production hit a record of 1,982 tonnes in 2020, according to the latest data, though that is likely to be an underestimate. That record high is despite decades of strenuous and costly efforts to cut off the supply. Between 2000 and 2020 the United States ploughed \$10bn into Colombia to suppress production, paying the local armed forces to spray coca plantations with herbicide from the air or to yank up bushes by hand. To no avail: when coca is eradicated on one hillside, it shifts to another.

The worst harm falls on producing and trafficking countries, where drug profits fuel violence. Murder in Colombia is three times more common than in the United States; in Mexico, four times. In some areas, drug gangs are so wealthy and well-armed that they rival the state, giving cops and officials the choice of *plata o plomo* (silver or lead): be corrupted or be killed. Prohibition also sucks children out of school, as drug gangs favour recruits who are [too young to be prosecuted](#).

Two presidents, Gustavo Petro of Colombia and Pedro Castillo of Peru, are clamouring for change. Mr Petro has suggested steering the police away from coca farmers by decriminalising coca-leaf production and allowing Colombians to consume cocaine safely. These are good ideas, but the cocaine gangs will remain powerful so long as their product is illegal in the rich countries that consume most of it, such as the United States.

Half-measures, such as not prosecuting cocaine users, are not enough. If producing the stuff is still illegal, it will be criminals who produce it, and decriminalisation of consumption will probably increase demand and boost their profits. The real answer is full legalisation, allowing non-criminals to supply a strictly regulated, highly taxed product, just as whisky- and cigarette-makers do. (Advertising it should be banned.)

Legal cocaine would be less dangerous, since legitimate producers would not adulterate it with other white powders and dosage would be clearly labelled, as it is on whisky bottles. Cocaine-related deaths have risen

fivefold in America since 2010, mostly because gangs are cutting it with fentanyl, a cheaper and more lethal drug.

Legalisation would defang the gangs. Obviously, some would find other revenues but the loss of cocaine profits would help curb their power to recruit, buy top-end weapons and corrupt officials. This would reduce drug-related violence everywhere, but most of all in the worst-affected region, Latin America.

If cocaine were legal, more people would take it. For some, this will be a choice: snorting a substance they know is unhealthy because it gives them pleasure. But cocaine is addictive. A paucity of research makes it hard to know how it compares with alcohol or tobacco on this score. More study is needed, as are greater efforts to treat addiction. This could be funded (and then some) by the money saved if the “war” were wound down.

In private, many officials understand that prohibition is not working any better than it did in Al Capone’s day. Just now full legalisation seems politically impossible: few politicians want to be called “soft on drugs”. But proponents must keep pressing their case. The benefits—safer cocaine, safer streets and greater political stability in the Americas—far outweigh the costs.



14 octobre (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/10/13/an-obsession-with-control-is-making-china-weaker-but-more-dangerous>

## An obsession with control is making China weaker but more dangerous

The Communist Party's five-yearly congress will further tighten one man's grip



Oct 13th 2022

It will be an orderly affair. From October 16th the grandees of China's Communist Party will gather in the Great Hall of the People in Beijing for their five-yearly congress. Not a teacup will be out of place; not a whisper of protest will be audible. The Communist Party has always been obsessed with control. But under President Xi Jinping that obsession has deepened. After three decades of opening and reform under previous leaders, China has in many ways become more closed and autocratic under Mr Xi. Surveillance has broadened. Censorship has stiffened. Party cells flex their muscles in private firms. Preserving the party's grip on power trumps any other consideration.

This is evident in Mr Xi's response to covid-19. China's initial lockdown saved many lives. However, long after the rest of the world has learned to live with the virus, China still treats every case as a [threat to social stability](#). When infections crop up, districts and cities are locked down. Compulsory movement-tracking apps detect when citizens have been near an infected person, and then bar them from public spaces. It goes without saying that no one thus tagged may enter Beijing, lest they start an outbreak at a politically sensitive time.

Some hope that, once the congress is over, a plan for relaxing the zero-covid policy may be unveiled. But there is no sign yet of the essential first steps to avoid mass deaths, such as many more vaccinations, especially of the old. Party propaganda suggests that any loosening is a long way off, regardless of the misery and economic mayhem that lockdowns cause. The policy has failed to adapt because no one can say that Mr Xi is wrong, and Mr Xi does not want China to be dependent on foreign vaccines, even though they are better than domestic ones.

Such control-freakery has wider implications for China and the world. At home Mr Xi makes all the big calls, and a fierce machinery of repression enforces his will. Abroad, he seeks to fashion a global order more congenial for autocrats. To this end, China takes a twin-track approach. It works to co-opt international bodies and redefine the principles that underpin them. Bilaterally, it recruits countries as supporters. Its economic heft helps turn poorer ones into clients; its unsqueamishness about abuses lets it woo despots; and its own rise is an example to countries discontented with the American-led status quo. Mr Xi's aim is not to make other countries more like China, but to protect China's interests and establish a norm that no sovereign government need bow to anyone else's definition of human rights. As our [special report argues](#), Mr Xi wants the global order to do less, and he may succeed.

Rightly, the West finds this alarming. No despotic regime in history has had resources to match modern China's. And unlike the leader of a democracy, Mr Xi can snap his fingers and deploy them. If he wants China to dominate technologies such as artificial intelligence or drugs, public and private funds pour into research. Size and single-mindedness can produce results: China is probably ahead of the West in such fields as 5g and [batteries](#). The more powerful its economy grows, the greater its geopolitical muscle is likely to be. This is especially so if it can dominate certain key technologies, make other countries depend on it and set standards that lock them in.

This is why Western governments now treat Chinese innovation as a national-security issue. Many are boosting subsidies for industries such as chipmaking. President Joe Biden's administration has gone much further, seeking openly to cripple the Chinese tech industry. On October 7th it [banned the sale](#) of high-end chips to China, both by American firms and by foreign ones that use American kit. This will slow China's advances in fields America considers threatening, such as ai and supercomputers. It will also harm Chinese consumers and foreign firms, which may ultimately find ways around the new rules. In short, it is too blunt a tool.

It also suggests that Mr Biden overestimates the strengths of China's top-down model and underestimates the democratic world's more freewheeling one. Mr Xi's obsession with control may make the Communist Party stronger, but it also makes China weaker than it would otherwise be. Throwing resources at national goals can work but is often inefficient: American firms produce roughly twice as much innovation for the same outlay as their Chinese peers, by some estimates. Having a leader who hates to admit mistakes makes it harder to correct them.

Even as Mr Xi strives to make China a superpower, his and the party's authoritarian urges have [isolated it](#). The great firewall slows the inflow of foreign ideas. Zero-covid has curbed movement in and out of the country: Chinese scholars have all but stopped attending conferences abroad; Chinese executives barely travel; the number of European expats in China has halved. A less connected China will be less dynamic and creative. And the government is aggravating China's isolation by making it less hospitable for foreigners to live or work in. For example, foreign firms must make sensitive data they send abroad accessible to the state, which often owns their main competitors. This is an incentive to do research and development outside China. Finally, China's dire human-rights record ensures that it has few real friends, and limits co-operation with countries at the cutting edge of technology.

## Know your rival and yourself

That China is weaker than it appears is scant comfort. Even much weaker powers can be dangerous, as Russia has shown under President Vladimir Putin. A more isolated, inward-looking China could become even more belligerently nationalistic.

The West's best course is to stand up to China where necessary, but otherwise allow collaboration. Restrict exports of the most sensitive technology, but keep the list short. Resist China's attempts to make the global order more autocrat-friendly, but avoid overheated martial rhetoric. Welcome Chinese students, executives and scientists, rather than treat them all as potential spies. Remember, always, that the beef should be with tyranny, not with the Chinese people. It will be a hard balance to strike. But handling the most powerful dictatorship in history was always going to require both strength and wisdom.

14 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/14/440733-droit-de-greve-contre-droit-de-vivre-democratiquement>

## Droit de grève contre droit de vivre démocratiquement

Claude Goudron

La CGT est coutumière de blocages en tout genre afin de **conserver ses privilèges** ou dans le simple but de **semer la zizanie dans le pays**.

**Rappelons tout d'abord les limites au droit de grève.**

**Elles sont au nombre de trois :**

- 1. En cas d'atteinte à l'ordre public.**
- 2. En cas de nécessité absolue d'assurer le respect du service minimum.**
- 3. En cas de nécessité absolue d'assurer la sécurité.**

**La grève CGT qui bloque le pays n'en respecte aucune.**

## Atteinte à l'ordre public

La CGT est coutumière de blocages en tout genre afin de conserver ses **privilèges** ou dans le simple but de semer la zizanie dans le pays. Elle le fait en connaissance de cause.

En effet, **le trouble à l'ordre public est constaté s'il provoque un danger ou une restriction des libertés des autres citoyens**.

Oui il y a bien danger lorsque l'ensemble du territoire est en passe de pénurie importante de carburant, le principal étant l'incapacité des services de sécurité (police, pompiers ambulances) de faire correctement leur travail, et de mettre la population en danger potentiel.

L'ordre public est également menacé par **la réaction d'automobilistes qui s'échauffent** après avoir attendu des heures pour faire le plein... et pour constater que les cuves sont vides.

La CGT ne respecte donc pas cette limite !

## Respect du service minimum

Le service minimum est l'obligation faite aux salariés et entreprises, en particulier de services publics et notamment de transport en commun, d'assurer un service minimum, en toute circonstance et en particulier en temps de grève. Cette disposition limite le droit de grève !

Le service minimum, qui consiste tout simplement à ouvrir une vanne (travail qui sera demandé aux employés réquisitionnés) n'est donc pas une opposition au droit de grève du reste de l'équipe.

La CGT ne respecte pas non plus cette limite !

# Nécessité absolue d'assurer la sécurité

Beaucoup de groupes électrogènes de sécurité s'approvisionnent en carburant provenant des raffineries, directement pour les gros groupes, auprès des stations-services pour les plus petits.

**Une rupture d'approvisionnement, surtout en cette période de pénurie énergétique, peut donc avoir des conséquences graves dans les hôpitaux, certaines entreprises et jusqu'aux groupes de secours en centrale nucléaire.**

Seul donc un réseau national de stations-service pourra garantir un approvisionnement dans tout le pays.

Là encore la CGT ne respecte pas cette limite !

## Réquisition légale

L'État est donc en droit de réquisitionner du personnel pour rouvrir les vannes et il l'a déjà fait sous la gouvernance de Nicolas Sarkozy en 2010. **Ce n'est pas une atteinte au droit de grève.**

**Le problème ne semble se poser qu'en France où une minorité de syndicalistes s'octroient le droit de bloquer un pays pour leur seul intérêt pécunier, non pertinent dans ces entreprises.**

Utiliser cette prise en otage des Français par la CGT, principalement dans le but de mobiliser leurs troupes pour les prochaines élections, doit être considéré **comme un détournement du droit de grève.**

Il est inadmissible et irresponsable que dans la difficile période traversée avec la crise liée au covid, la guerre en Ukraine et l'inflation, la CGT se désintéresse de l'intérêt général, de ceux qui triment pour gagner leur vie et qu'elle prend en otage.

## Une aberration économique

Hormis l'entrave occasionnée au détriment d'une majorité de Français, il faut dénoncer également les **exigences anti-économiques de la CGT.**

Certes, Total a engrangé cette année de gros bénéfices. **Mais avec 5,7 milliards de dollars au deuxième trimestre 2022 l'entreprise est loin de ses concurrents directs : 11,5 milliards de dollars pour Shell, 11,6 milliards de dollars pour Chevron et 17,9 milliards de dollars pour Exxon.**

**Réclamer une augmentation de salaire nettement supérieure à l'inflation entrainera non seulement automatiquement une boucle salaire/inflation, mais pourrait aussi placer Total en mauvaise posture lorsque le marché se retournera.** L'entreprise serait ainsi une proie pour un de ses concurrents étrangers...Vous aurez tout gagné monsieur Martinez.

La solution passe donc par une augmentation des dividendes, directement liée au résultat de l'entreprise.

**Sur les 15 % d'actionnaires français de Total les salariés en possèdent plus de la moitié, soit 8 %.**

Par ailleurs, Total a fait un effort considérable en réduisant de 20 centimes supplémentaires le litre de carburant dans ses stations Total. Les grévistes voudraient donc se les attribuer à eux seuls, belle démonstration de solidarité !

## La CGT c'est le parti communiste

Ce même parti communiste, longtemps à la botte des Soviétiques, n'aurait-il pas conservé ses mauvaises habitudes et en voulant **organiser le chaos** en France, faire en même temps le jeu de Poutine ? On est en droit de se poser la question.

La CGT des centrales nucléaires se joint solidairement au mouvement en ralentissant l'entretien de certaines centrales, dans le but presque avoué de déclencher une augmentation de la pénurie et **donc un mouvement syndical national qui ne peut que nuire à une France déjà au bord du gouffre.**

## La solution

**La CGT s'est mise en dehors de la légalité.** L'État a le droit de réquisitionner des salariés pour seulement ouvrir des vannes.

En même temps, il serait en droit de **supprimer purement et simplement le financement à tout syndicat non respectueux de la loi.** J'applaudirais des deux mains car je ne supporte pas de financer par mes impôts ce genre de dérive syndicaliste.

14 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/international/mehr-pubertaetsblocker-fuer-kinder-kritik-an-bundesregierung-ld.1707195>

## «Welcher Körper passt zu mir?»: Das deutsche Familienministerium rät unentschlossenen Kindern zu Pubertätsblockern

Das «Regenbogenportal» der deutschen Bundesregierung informiert vorpubertäre Jugendliche über die Möglichkeiten der Geschlechtsumwandlung. Vor allem die CDU regt das auf – der entsprechende Eintrag wurde aber unter Kanzlerin Merkel erstellt.

Alexander Kissler, Berlin

13.10.2022, 16.35 Uhr



### Bei einer Demonstration für «queere Sichtbarkeit» in Augsburg.

Alexander Pohl / Imago

Nicht jede Aufregung in den sozialen Netzwerken schwappt über in die reale Welt. Die meisten Empörungswellen versanden ebenso schnell, wie sie entstehen. Anders scheint es sich im Fall des vom deutschen Bundesfamilienministerium betriebenen «Regenbogenportal» zu verhalten. Eine Userin bei Twitter verwies auf eine dort angebotene Handreichung für Kinder, wie die Entwicklung von Geschlechtsorganen zu verhindern sei. Mit Hilfe von «Pubertätsblockern», so das «Regenbogenportal», könnten die Kleinen Zeit gewinnen, um «in Ruhe zu überlegen: Welcher Körper passt zu mir?». Die Kritik am Ministerium der Grünen-Politikerin Lisa Paus will seitdem nicht enden.

Das mit Steuergeldern finanzierte Portal versteht sich als «Informationsquelle, Datenbank und Wissensnetzwerk». Aus der Taufe gehoben hat es in der Spätphase der grossen Koalition von CDU und SPD, im Mai des Jahres 2019, die sozialdemokratische Ministerin und heutige Regierende Bürgermeisterin von Berlin, Franziska Giffey.

Damals wurde die primäre Zielgruppe mit dem Kürzel LSBTI\* bezeichnet, heute ist LSBTIQ das Akronym der Wahl. Aus «lesbischen, schwulen, bisexuellen, trans- und intergeschlechtlichen Menschen» wurden «lesbische, schwule, bisexuelle, trans\*, inter\* und queere Personen». Geblieben ist das Anliegen. Das Familienministerium will über geschlechtliche Vielfalt informieren.

### Das Gefühl soll über das Geschlecht entscheiden

Kommt das Portal seiner selbstgesteckten Aufgabe nach? Die Zweifel wachsen. Der CDU-Bundestagsabgeordnete Marc Henrichmann sieht das Kindeswohl gefährdet, wenn eine Regierung

präpubertäre Minderjährige auf diese Weise anspreche und «sich lebenslang auswirkende Medikamente» bagatellisiere.

Henrichmanns Parteikollegin, die ehemalige Landwirtschaftsministerin Julia Klöckner, nennt es «irre», dass die Bundesregierung «sehr jungen, unsicheren Menschen» Pubertätsblocker empfehle. Freilich lässt sich der beanstandete Eintrag mit der Überschrift «Jung und transgeschlechtlich» zurückverfolgen bis in den August 2020. Damals hiess die Kanzlerin Angela Merkel und gehörte der CDU an.

Nach der öffentlichen Entrüstung hat das Familienministerium reagiert. Vorgeschaltet wurde ein Absatz über «gute Ärzte», hinzugefügt der Hinweis, Kinder sollten einen Arzt oder eine Ärztin fragen, «ob Pubertätsblocker vielleicht helfen könnten». Geblieben sind die Stossrichtung des Eintrags und die unmittelbare Anrede: «Wir haben Tipps für euch.» Kinder im Alter von etwa zehn Jahren dürfen laut dem «Regenbogenportal» grundsätzlich ihr Gefühl über ihre biologischen Eigenschaften stellen: «Fühlst du dich als Mädchen wohler? Oder fühlst du dich als Junge wohler?»

Wer «noch sehr jung» sei und diese Frage nicht abschliessend beantworten könne, dem stünden Medikamente zur Verfügung, die dafür sorgten, «dass du nicht in die Pubertät kommst». Und wessen Körper «wirklich nicht zum Gefühl» passe, der könne durch Hormone männlicher oder weiblicher werden. [Volljährigen Menschen stünden Operationen zur Verfügung, um die Geschlechtsteile zu verändern.](#)

### **Das Familienministerium widerspricht**

Pubertätsblocker, deren Einsatz zu den ministeriellen «Tipps» rechnet, sind nicht ohne Risiko. Sie führen dazu, dass der Blutspiegel der Geschlechtshormone sinkt. Wer sich gar einer Geschlechtsumwandlung unterzieht, kann diese Massnahme später ebenso als grosse Befreiung wie als katastrophalen Fehlschlag erleben. In jüngster Zeit häufen sich die Berichte von Menschen, die ihre Umwandlung bereuen. Manche Psychiater sehen in der Geschlechtsdysphorie bei Kindern und Jugendlichen [primär einen «Ausdruck des Scheiterns an den Herausforderungen der Pubertät».](#)

[Unlängst wurde in London einer Genderklinik die Zulassung entzogen, nachdem man dort Kinder zur Umwandlung gedrängt hatte.](#) Auch aufgrund solcher Auswüchse wirft die stellvertretende Vorsitzende der AfD, Mariana Harder-Kühnel, der Bundesregierung vor, Kinder zur «gesundheitsschädigenden Manipulation am eigenen Körper» zu verführen und sie «regelrecht zur Rebellion gegen ihre möglicherweise protestierenden Eltern» zu motivieren.

Das Familienministerium beharrt in einer Stellungnahme, Tipps seien keine Empfehlungen. Pubertätsblocker könnten ausschliesslich «nach sorgfältiger medizinischer Indikation auf Grundlage von wissenschaftlichen Leitlinien von Fachärztinnen und -ärzten verschrieben werden». Die Bundesregierung empfehle keineswegs deren Einnahme. Der seit mehreren Jahren öffentliche Artikel informiere in «altersgerechter, leichter Sprache, zu welchen Fragen sich betroffene Kinder, Jugendliche und Eltern beraten lassen sollten».

Im «Regenbogenportal» selbst jedoch wird zum Thema «jung und transgeschlechtlich» das Kind durchgehend direkt angesprochen. Die Frage etwa «Muss ich entweder Junge oder Mädchen sein?» erhält zur Antwort: «Nein, du musst dich nicht entscheiden. Viele Menschen sind nicht nur Mann. Und nicht nur Frau. Man kann auch beides sein.»

14 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/der-andere-blick/ein-atomkrieg-putins-in-der-ukraine-waere-fuer-russland-ein-debakel-ld.1706905>

## Wenn Putin die Atombombe zündet, wird Amerika zurückschlagen

Putin droht mit der Atombombe, und Biden mahnt, die Gefahr einer nuklearen Auseinandersetzung sei seit dem Kalten Krieg nie so gross gewesen wie jetzt. Wie hoch ist das Risiko eines Atomkriegs? Und wie lässt es sich begrenzen?

Eric Gujer

14.10.2022, 06.12 Uhr



**Amerikanischer Atombomben-Test über dem Bikini-Atoll im Pazifik 1954.**

Hulton / Getty

**Eric Gujer, Chefredaktor der «Neuen Zürcher Zeitung».**

NZZ

*Sie lesen einen Auszug aus dem Newsletter «Der andere Blick» von NZZ-Chefredaktor Eric Gujer speziell für Leserinnen und Leser in Deutschland. [Abonnieren Sie den Newsletter kostenlos](#). Nicht in Deutschland wohnhaft? [Hier profitieren](#).*

Wer den Atomkrieg verhindern will, muss in der Lage sein, ihn zu führen. Nur wer über die notwendigen Mittel und den politischen Willen verfügt, kann dem Gegner glaubhaft machen, dass er im Extremfall zur Eskalation bereit ist. Das ist das Wesen der Abschreckung.

Wer aber will sich ausmalen, einen Atomkrieg führen zu müssen? Die Vorstellung ist so schrecklich, dass Naturen, die weniger skrupellos sind als Wladimir Putin, davor zurückschrecken. Der Westen insgesamt und besonders die Europäer haben seit dem Ende des Kalten Kriegs möglichst jeden Gedanken an das Unausprechliche gemieden.

[Zwar modernisieren die US-Streitkräfte ihre Arsenale fortlaufend](#), auch Briten und Franzosen tun dies mit Einschränkungen, aber die Diskussionen beschränken sich auf Spezialisten. Politiker und Bürger haben das Thema der atomaren Abschreckung weit von sich geschoben. An diesem Punkt setzt Putin an. Er lässt die westlichen Gesellschaften in den Abgrund ihrer Ängste blicken.

**Militärisch gewinnt Putin durch den Einsatz von Nuklearwaffen wenig**

Der russische Präsident beschwört die Bilder von Hiroshima und Nagasaki herauf, um die Nato-Staaten mürbe zu machen und ihre Bereitschaft zur Unterstützung der Ukraine zu schwächen. Würde er aber zum «Dr. Strangelove» des 21. Jahrhunderts, zur Hauptfigur aus Stanley Kubricks



hellsichtiger Satire auf den Wahnsinn des Kalten Kriegs, schadete er sich selbst und seinem Land am meisten.

Nuklearwaffen sind politische Waffen. Sie sollen zunächst eine psychologische Wirkung entfalten, um den Gegner einzuschüchtern und ihm den eigenen Willen aufzuzwingen, ohne dass man sie verwenden muss. Sobald sie zum Einsatz kommen, verlieren sie einen grossen Teil ihres Werts.

Dann nämlich beginnt sich die Eskalationsspirale zu drehen – mit unkalkulierbarem Ausgang. Wer gerade noch Herr des Verfahrens war, wird zum Getriebenen und Gefangenen seiner Entscheidung. Selbst Putin weiss dies. Indem er die Bombe zündet, verliert er mehr, als er gewinnen kann. Wenn er seine Drohungen in die Tat umsetzt, hat er zudem erstaunlich wenig Optionen.

Der Herrscher im Kreml kann, gleichsam zu Demonstrationszwecken, über dem Schwarzen Meer einen taktischen Sprengkopf zünden, also eine Waffe mit beschränkter Vernichtungskraft. Die militärische Wirkung wäre gleich null.

Oder Putin unternimmt einen Terrorangriff auf Kiew, verursacht ein neues Hiroshima und hofft, dass die Ukraine wie einst Japan kapituliert. Die Japaner allerdings waren nach vierzehn Jahren Krieg in China, in Südostasien und im Pazifik am Ende ihrer Kräfte. Die Bomben versetzten dem taumelnden Feind den letzten Stoss und waren dazu gedacht, die amerikanischen Verluste bei der Eroberung der japanischen Inseln zu begrenzen.

[Die Ukraine hingegen erringt derzeit einen Sieg nach dem anderen.](#) Die Moral der Truppen und der Bevölkerung ist ungebrochen. Ein Terrorangriff auf die Hauptstadt würde die militärischen Fähigkeiten der Ukraine beeinträchtigen, sie aber nicht kampfunfähig machen. Realistisch betrachtet hat Putin nur eine Möglichkeit. Er müsste taktische Sprengköpfe an mehreren Stellen des Donbass zünden, um Löcher in die Front zu schlagen. Anschliessend würden russische Panzerverbände in die Tiefe des gegnerischen Raums vorstossen.

Dies entspräche dem Lehrbuch des begrenzten Atomkriegs, wie ihn die Nato und die Sowjetunion in den eiskalten Jahren der Blockkonfrontation geübt haben. Solche Operationen gehören heute noch zur [Einsatzdoktrin der russischen Streitkräfte](#).

Die Sache hat allerdings einen Haken. Um in atomar verseuchtem Gelände vorzurücken, müssen die Einheiten kaltblütig agieren und gut ausgerüstet wie ausgebildet sein. Sonst trifft der Fallout den Angreifer nicht minder als den Angegriffenen.

Die russischen Truppen in der Ukraine sind jedoch demoralisiert und personell geschwächt. Ihre Logistik genügt nicht einmal den Anforderungen des konventionellen Kriegs. Auch [300 000 eilends aufs Schlachtfeld geworfene Reservisten](#) ändern daran nichts, sie vergrössern das Chaos nur. Das als Befreiungsschlag gedachte Unternehmen würde unweigerlich im Desaster enden.

### **Wie rational handelt Putin, wenn er in die Enge getrieben wird?**

Zudem setzt auch dieses in der Sprache der Militärs begrenzte, für alle Betroffenen indes furchtbare Szenario das Räderwerk der Eskalation in Bewegung. Der Einsatz von Atomwaffen wäre

nach der Erfahrung von Hiroshima ein Zivilisationsbruch und eine Monstrosität von singulärem Ausmass.

Die Supermacht USA könnte das nicht unbeantwortet lassen. Andernfalls würde sie Putin signalisieren, dass sie zu schwach oder zu ängstlich ist, um sich zur Wehr zu setzen. Der russische Zar hätte künftig freie Hand. Die Logik der Abschreckung ist ebenso einfach wie unerbittlich.

Amerika müsste zurückschlagen, nicht unbedingt atomar, aber mindestens mit der konventionellen Zerstörung russischer Stellungen auf ukrainischem Boden. Dies läge unter der nuklearen Schwelle und wäre kein Angriff auf russisches Territorium: eine sorgfältig kalkulierte, aber dennoch unmissverständliche Antwort.

Ginge Putin dann noch weiter, hätte er sich endgültig in den «Dr. Strangelove» aus Kubricks Film verwandelt, in einen verrückten, keinen rationalen Erwägungen mehr zugänglichen Dämon des nuklearen Zeitalters. Genau das befürchten manche und argumentieren, der durch die Serie von Niederlagen in die Enge getriebene Putin sei längst unberechenbar.

Der russische Präsident wäre dann nicht mehr weit entfernt von Hitler im Berliner Führerbunker. Wenn dem aber so ist, wird ihn nichts zufriedenstellen ausser der totale Triumph. Da aber die Ukrainer alles daransetzen, dies zu verhindern, wird auch eine westliche Kapitulation den Krieg nicht beenden. Dass Putin inzwischen erste Friedensfühler auszustrecken scheint, spricht allerdings gegen das Führerbunker-Szenario.

### **Ohne Atomwaffen gibt es keine Sicherheit in Europa**

Die Logik des Schreckens hat sich im Kalten Krieg bewährt und dabei auch brenzlige Momente überstanden, in denen die Welt am Rand der Vernichtung stand. Am Schluss wichen alle Seiten vor den Konsequenzen zurück. Eine glaubwürdige Abschreckung ist deshalb auch heute das beste Mittel, um den Einsatz von Atomwaffen zu unterbinden.

Präsident Biden hat deshalb vor einem «atomaren Armageddon» gewarnt und hinzugefügt, das Risiko einer nuklearen Konfrontation sei seit der Kubakrise noch nie so gross gewesen wie jetzt. Er markiert damit eine rote Linie.

Damit diese nicht als Lachnummer endet wie Barack Obamas nie durchgesetzte rote Linie gegen [biologische Massenvernichtungswaffen in Syrien](#), müssen den Worten Taten folgen. Die Versorgung der Ukraine mit Rüstungsgütern ist hierfür zentral. Sie zeigt die Entschlossenheit, nicht klein beizugeben; dies unterstreicht wiederum den Willen, notfalls auch den nächsten folgenschweren Schritt zu gehen.

Wer Waffenlieferungen ablehnt und dies mit dem wachsenden Risiko eines Atomkriegs begründet, irrt. Das Gegenteil ist der Fall. Standfestigkeit in der konventionellen Sphäre ist der beste Schutz gegen eine atomare Eskalation.

Atomwaffen bleiben das Rückgrat der europäischen Sicherheit. Putin hat das schon vor Jahren erkannt. So stationierte Moskau Marschflugkörper, die sich mit nuklearen Sprengköpfen

bestücken lassen, in Kaliningrad. Sie bedrohen von diesem vorgeschobenen Posten aus den Ostseeraum. Auch Donald Trump, der ja angeblich nie etwas richtig gemacht hat, erkannte dies. Nach Putins Schachzug in Kaliningrad kündigte er das für Europa wichtigste nukleare Abrüstungsabkommen. Er demonstrierte damit, dass auf jede offensive Aktion des Kreml eine amerikanische Reaktion folgt. Abschreckung beginnt nicht erst, wenn «Dr. Strangelove» gefährlich raunt, sondern lange vorher.

[Wer dies nicht verstanden hat, sind wieder einmal viele Europäer und besonders die Deutschen.](#) Die vier Merkel-Kabinette verweigerten den Kauf neuer Flugzeuge, die den deutschen Beitrag zur Nato-Abschreckung darstellen. Die Flugzeuge sollen im Krieg US-Bomben tragen. Gegen diese «nukleare Teilhabe» sprachen sich in der Vergangenheit auch die drei Parteien der Ampelkoalition aus. Zudem liebäugeln sie im Koalitionsvertrag mit der Idee eines Verbots von Atomwaffen. Russland und Nordkorea hielten sich gewiss daran. Diesem Hirngespinnst jagte auch das Schweizer Parlament nach, das sich in der Aussenpolitik für das Wahre, Schöne und Gute in der Welt zuständig fühlt.

Europa ist seit Putins Angriffskrieg ein gefährlicher Ort. Damit er nicht noch gefährlicher wird, ist mehr Realismus erforderlich – auch im Umgang mit Atomwaffen.

14 octobre (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/offensive-religieuse-sur-l-ecole-la-france-prise-au-piege-de-son-hypocrisie-sur-la-laicite-samuel-paty-education-nationale-pap-ndiaye-professeurs-eleves-parents-enseignements-tenues-vestimentaires-voile-julie-graziani-guylain-chevrier>

DEUX ANS APRÈS SAMUEL PATY

## Offensive religieuse sur l'école : la France prise au piège de son hypocrisie sur la laïcité

Face à la conjugaison de la stratégie d'entrisme islamique et de l'évolution de la sensibilité politique des jeunes Français en matière de laïcité, la République peut-elle faire autre chose que trancher entre le retour à des hussards noirs ou l'acceptation de l'implantation d'un modèle multiculturel en France ?

[Julie Graziani](#) et [Guylain Chevrier](#)



*Le ministre de l'Education nationale, Pap Ndiaye, a dévoilé les chiffres des atteintes à la laïcité, qui sont en hausse.*

**Atlantico :** Pap Ndiaye a déclaré « Il y a bel et bien une vague de port de tenues pouvant être considérées comme religieuses ». Le ministre a dévoilé les chiffres des atteintes à la laïcité, [qui sont en hausse](#). Il semble que la tendance soit difficile à inverser. Est-il véritablement possible d'agir ?

**Guylain Chevrier :** Tout en reconnaissant la réalité du problème, le ministre de l'Education parle d'un traitement au cas par cas, en comptabilisant par exemple la répétition du port de telle ou telle tenue qui indiquerait son caractère religieux.... Les principaux et proviseurs commencent à refuser dans le flou de cette comptabilité, d'en être les arbitres. On peut les comprendre, car comment renvoyer la chose sur les directions des établissements pour définir s'il s'agit d'une tenue « religieuse » ou « culturelle », alors que l'on sait parfaitement que les conseils donnés sur les réseaux sociaux pour encourager ces jeunes filles et garçons à porter ces tenues jouent sur cette confusion, pour les faire passer pour autre chose que ce qu'elles sont, une contestation de la loi du 15 mars 2004 d'interdiction des signes religieux dans l'école publique. D'ailleurs, les premières abayas ont été portées par provocation par des jeunes filles qui avaient refusé de laisser leur voile à l'entrée de leur école et avaient été sanctionnées. Et sur internet elles sont clairement vendues comme tenues islamiques. On rentre ainsi dans la confusion souhaitée par les promoteurs de ces contestations.

On pourrait avoir l'impression que l'on rejoue la situation de juin 1989, lorsque les premiers voiles sont apparus dans l'école publique et que la réponse du Conseil d'Etat a été finalement de renvoyer la question sur les directions d'établissements en créant les conditions du cas par cas. Il a fallu attendre 15 ans de flottement pour en arriver à la loi du 15 mars 2004 qui réaffirme simplement la laïcité de l'école. Ce qui a coûté cher à la laïcité, moins bien comprise, que l'on a ainsi encouragée à être contestée. Elle protège la liberté de tous, en faisant que restent à la porte des établissements scolaires religions et traditions, afin que les élèves soient égaux et libres au regard de leurs particularismes hérités, dégagés de toute prédestination, pour bénéficier de l'instruction qui cultive l'autonomie de soi et émancipe. C'est

cela qui insupporte les islamistes et autres intégristes qui manipulent ces jeunes en leur faisant croire que la laïcité est tournée contre eux. La laïcité protège la liberté de conscience de chacun, et par voie de conséquence, qu'aucune religion ou particularisme ne vienne empiéter sur cette dernière. On connaît donc parfaitement ce qu'il faut faire, par exemple tracer une limite claire par voie réglementaire, une circulaire par exemple, qui exclut ces tenues religieuses. D'autant que cela n'est pas bien difficile à identifier puisqu'en général ce sont les mêmes jeunes filles qui portent le voile jusqu'à l'entrée de l'établissement qui portent ces abayas. C'est la seule façon de faire et toute spéculation ou recul aura comme réponse son pesant de provocations et de troubles.

**Julie Graziani :** Les termes employés par le Ministre, alambiqués, révèlent son embarras devant un phénomène qu'il essaie tant bien que mal de faire rentrer dans le vieux moule obsolète de la laïcité. La laïcité, c'était le luxe que pouvait s'offrir une société homogène sur le plan culturel, car façonnée par des siècles de christianisme. Dans une telle société, les citoyens partagent un univers mental commun, composé de la même grille des valeurs et des mêmes habitudes de civilité. Le fait religieux y est donc facilement repérable en tant que tel, comme un surplus spirituel sur la toile de fond des habitudes quotidiennes. Mais la laïcité n'a jamais réfléchi au fait que la femme française, dans ses rapports avec les hommes, est mentalement une chrétienne, c'est-à-dire quelqu'un qui ne pense pas devoir soustraire ses cheveux ou sa silhouette à leur regard. Elle croit que le christianisme commence quand on récite le chapelet alors qu'il est déjà présent dans nos vêtements et dans nos codes sociaux. Par conséquent, la laïcité est toute perdue devant des codes qu'elle ne connaît pas. Beaucoup de nos compatriotes musulmans portent le voile : culture ou religion ? D'une manière générale, les musulmans ont un rapport à la pudeur plus exigeant, et pas qu'en ce qui concerne les femmes d'ailleurs (il est mal vu aussi pour un homme de montrer ses cuisses ou ses épaules) : culture ou religion ? Et comment contraindre quelqu'un à une tenue qui, de son point de vue, blesse sa pudeur ? Qualifier le port du voile d'atteinte à la laïcité est une absurdité : c'est tout au plus une atteinte à notre modèle culturel historique mais comme il se trouve que le discours dominant valorise le multiculturalisme, ça ne peut pas être un problème. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si c'est à l'école publique que ces revendications vestimentaires se multiplient. Ouvrez n'importe quel manuel scolaire depuis 40 ans : il n'est question que de lutte contre les discriminations, d'éloge de la diversité, de "il n'y a pas de culture supérieure aux autres", tandis que l'identité nationale est assimilée au racisme. On ne va quand même pas reprocher aux élèves de mettre en pratique ce qu'on leur a inculqué. C'est au contraire le signe que l'Ecole fonctionne très bien : les élèves ont bien intégré ses enseignements et ses valeurs.

**La IIIe République s'est montrée intraitable, voire violente, face au catholicisme comme aux particularismes culturels (linguistiques / patois) pour imposer son modèle. Mais avons-nous vraiment les armes pour et l'envie de faire la même chose ? Même à supposer que les Français soient attachés à la laïcité, sont-ils prêts à assumer les tensions générationnelles comme « ethno-politiques » que le retour à un modèle de cet ordre supposerait ?**

**Guylain Chevrier :** L'enjeu de la place des religions n'a pas changé car c'est une affaire de principe constitutif de la République, la laïcité assurant l'autonomie du pouvoir politique au regard du pouvoir religieux. Autrement dit, les lois sont établies par un processus démocratique qui ne se laisse pas influencer par des considérations relevant de la croyance, mais selon l'intérêt général, rassemblant croyants et incroyants, comme citoyens. Voilà sur quoi il ne faut pas céder. Le rapport de force est largement favorable à la laïcité dans notre pays, puisque les trois quarts des Français la soutiennent dans toutes les enquêtes d'opinion. Le problème, c'est d'avoir le courage politique de transformer ce rapport de force en décision d'Etat.

Tareq Oubrou, grand imam de la mosquée de Bordeaux (Gironde), estime que « *l'abaya, relève d'une culture et non pas du culte* », ne faisant pas partie des grandes prescriptions religieuses comme les cinq prières, le ramadan... Un discours qui décontextualise le port de ces tenues, souvent d'influence salafite, et ici utilisées pour compenser l'interdiction du voile voire provoquer. Le nombre de

signalements dans ce domaine a doublé depuis le début de l'année. Une attitude de l'imam qui, par-delà un positionnement attendu du gouvernement qui sorte du flou, reflète l'absence de réaction d'apaisement de la nouvelle organisation du culte musulman, dont le rappel à l'ordre du respect de la laïcité de l'école aurait été salutaire. Ce qui démontre l'échec de cette politique d'accompagnement de l'organisation du culte musulmans par l'Etat, qui n'a rien réglé en 20 ans des rapports de l'islam avec la République, tout en jetant ainsi la confusion sur le sens même de la laïcité qui s'oppose à cette démarche. Il faut retrouver une cohérence au regard du principe de laïcité, dont l'efficacité dépend de son intégrité, sa faculté à être compris et défendu.

**Julie Graziani :** La IIIème République a montré une intolérance et un sectarisme qui devrait nous faire honte avec le recul. Le parti radical a multiplié les atteintes à des droits élémentaires : liberté de conscience, liberté d'association, droit de propriété. Elle a expulsé des citoyens français pour la seule raison qu'ils étaient membres de congrégation religieuses, fermé d'autorité des écoles en laissant à l'abandon les enfants handicapés dont les religieuses prenaient soin; elle a fait tirer sur des français à l'intérieur des églises pour aller s'approprier les objets de culte. Elle était en cela l'héritière de la première République : les persécutions après les belles promesses. Moins d'un an après la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la République se mettait à pourchasser les prêtres... Je ne souhaite pas à nos compatriotes musulmans de revivre le quart du dixième du sort qui a été infligé aux catholiques, au nom de la laïcité. Et en effet, cette fois, et heureusement, ça ne passerait pas !

**Les enquêtes de l'IFOP notamment qui montrent que les lycéens ou les 18/24 ans sont beaucoup plus ouverts à une société multiculturelle et à une autre vision de la laïcité. Face à cela, ne faudrait-il pas acter que la France est entrée dans une autre phase de son histoire sous l'influence des flux migratoires comme de la pensée progressiste de la gauche dite morale ou de l'extrême-gauche ?**

**Guylain Chevrier :** Abandonner, ce ne serait pas la fin de nos soucis mais le commencement de la fin. Cette partie importante des jeunes de la génération qui arrive, plus sensible au multiculturalisme, n'a pas la juste connaissance de ce que cela représente, considérant les choix y compris religieux, comme ressortant uniquement de la liberté de chacun à définir son identité. Au contraire, cette revendication identitaire relève en fait de la constitution de groupes de pression religieuse, convergeant dans le communautarisme, qui derrière ses murs inscrit les individus dans une logique d'intérêt commun qui les prive de leurs droits et libertés individuels, contrairement à cette liberté que croient défendre ces jeunes avec la tolérance. Plus encore, dont la logique entend imposer ses règles religieuses à notre société et aux autres, en s'interposant entre les individus et leurs droits, en rompant l'égalité entre les citoyens.

On voit d'ailleurs que ce contexte d'atermoiements et d'indécision du pouvoir politique face à cette recrudescence de provocations vestimentaires, est doublé par des menaces de morts envers des enseignants, comme au lycée Georges Brassens à Évry, dans l'Essonne, agrémentées d'antisémitisme, ou encore dans le Haut-Rhin, pour avoir évoqué les caricatures de Mahomet. Ceci, alors que nous allons commémorer le 16 octobre prochain l'effroyable assassinat de l'enseignant Samuel Paty. Laisser filer la situation sur ces provocations des abayas et autres qamis, c'est aussi laisser libre cours à un communautarisme qui est le principal terreau de la radicalisation. C'est se préparer des réveils douloureux. La prévention ici procède de la contre-offensive politique.

**Julie Graziani :** C'est encore plus simple que cela : la laïcité subit le sort que finissent par subir toutes les escroqueries intellectuelles. Elle n'a jamais été le cadre pacifique qu'elle prétend être. La laïcité naît avec la Franc Maçonnerie qui est une philosophie particulière avec un projet très fort d'émancipation du genre humain. Comme toutes les croyances, religieuses ou pas, elle est prosélyte et peut verser dans la contrainte. Quand cette philosophie a rencontré le succès et fourni une armature intellectuelle à des évolutions politiques, la laïcité a été son instrument dans une lutte d'influence. Les nouveaux régimes

voulaient obtenir de la population qu'elle leur fasse allégeance à eux plutôt qu'aux anciens pouvoirs soutenus par l'Eglise catholique. Historiquement, il n'y a que trois occurrences de la laïcité : la France l'invente et commet en son nom une série de massacres qui confine au génocide, l'Italie la reprend au moment du Risorgimento quand Cavour doit asseoir l'autorité du nouveau régime de Victor Emmanuel II et mène à son tour une politique anti religieuse, le Mexique enfin du Président Calles lui donne sa dimension la plus sanglante au XXème siècle puisqu'elle y dégénère en guerre civile. Dans les trois cas, la laïcité n'a rien d'une tolérante neutralité. Aujourd'hui encore l'extrême-gauche l'utilise pour empêcher les catholiques de mettre des crèches sur la place du village et la droite populiste pour empêcher des musulmanes voilées d'accompagner les sorties scolaires. Ce n'est pas très glorieux : chacun instrumentalise la laïcité pour rendre la vie difficile à la communauté qu'il n'aime pas...Pas de quoi faire rêver les nouvelles générations effectivement.

### **Mener un combat (pour la laïcité) sans s'en donner les armes et tout en doutant de la légitimité morale à le faire peut-il produire des effets autres que toxiques ?**

**Guylain Chevrier :** De cette situation de fragmentation seule l'affrontement peut en ressortir. Il serait effectivement donc temps de réagir, de donner des signes forts, d'avoir une parole claire et sans ambiguïté jusqu'à la tête de l'Etat, qui redonne confiance dans ce que représente notre République comme cadre de concorde. Cela apparait comme impératif, avant que la situation ne soit dépassée, et que le choix politique des citoyens ne se tourne vers ceux qui prônent un pouvoir fort et arbitraire, comme dernier recours à cette ornière qui se dessine de plus en plus. Sans compter avec le risque d'une nation faisant le tri entre ses citoyens et se repliant sur elle-même, remplaçant une division par une autre.

**Julie Graziani :** Ce qui est toxique, c'est de rester dans des injonctions contradictoires. Il n'est pas possible de promouvoir à la fois le multiculturalisme et la laïcité. Cette incompatibilité est l'inavoué actuel de notre société. Mais c'est très embarrassant pour nos élites de renoncer à la laïcité car elle a été si associée à la République en France que son rejet vous fait apparaître comme un ennemi de la République.

### **Est-il possible que dans une certaine mesure, vouloir défendre la laïcité partout et à tout prix, soit vain, et disperse les forces ? Ne faudrait-il pas réfléchir à lâcher sur certains sujets, pour concentrer nos forces sur des points plus spécifiques ?**

**Guylain Chevrier :** La laïcité tout d'abord ne tient pas d'une règle qui ne s'applique qu'à l'école. Si elle recule à l'école c'est la laisser reculer partout, alors qu'elle est partie prenante de la colonne vertébrale de la République. L'Etat séparé de l'influence des cultes, des particularismes, est un Etat qui peut être ainsi impartial, car il ne voit pas les individus selon leurs différences mais les droits et libertés qu'il leur attribue, et donc que des individus de droit. C'est cela que nous perdrons si nous reculons, c'est-à-dire un recul massif de la liberté. Et pour aller vers quoi ? Si nous avons fait l'expérience de l'échec du rassemblement des citoyens autour de la défense de la laïcité, on pourrait se poser bien des questions dont celle de savoir s'il ne faudrait pas changer son fusil d'épaule, mais ce n'est pas à l'ordre du jour. Si la réponse ne vient pas de l'Etat, ne faut-il pas rassembler jusque dans la rue ces Français qui constituent une force politique latente, pour s'opposer à cette minorité agissante qui ne pèse lourd qu'à la mesure de l'absence de réponse apportée face à ces provocations ? Aucun parti politique, organisation, n'appelle jusqu'alors à manifester démocratiquement contre ces abus de libertés au nom de la religion, qui en fait relèvent de l'intégrisme et de la contestation de la liberté de tous. N'est-il pas le moment de faire jouer ce rapport de force favorable à la laïcité dans l'opinion en posant les bases d'un grand rassemblement populaire autour de cet enjeu ? C'est cela qui pourrait être susceptible de mettre en recul ceux qui entendent attaquer la République à travers son école. Ne serait-ce pas cela aussi qui serait susceptible de relancer un idéal républicain qui puisse s'inscrire comme mission essentielle de l'école, portée par

des enseignants revigorés, non pas simplement en tant que démarche de transmission mais de conviction, mobilisant les énergies, les volontés, telle un souffle nouveau ? Ce qui est posé aujourd'hui, c'est sans doute une fois de plus comme dans les grands moments où les choses se jouent, un nouveau rendez-vous de la France avec l'histoire, entre le peuple et sa République, dans les faits.

**Julie Graziani** : Il faut renoncer à la laïcité en la dénonçant pour ce qu'elle est : une doctrine intolérante et jalouse de ses prérogatives. Je reviens de Dubaï où dans les piscines collectives, les femmes portent maillot de bain une ou deux pièces ou burkini, selon leurs préférences. Personne n'y trouve rien à redire parce que l'espace public n'y est pas un espace à conquérir, comme dans la doctrine laïque, mais un lieu dépourvu d'enjeu particulier dans lequel chacun exprime naturellement son identité. C'est la laïcité qui surinterprète comme une provocation le port d'un vêtement parce qu'elle a du mal à concevoir la cohabitation des communautés autrement que comme un jeu de pouvoirs. Moyennant quoi en effet, on gaspille une énergie précieuse à s'offusquer du burkini pendant qu'on hésite par ailleurs à réprimer des vrais troubles à l'ordre public. A Dubaï, c'est le contraire : les autorités ne perdent pas leur temps à s'indigner d'un maillot de bain ; en revanche, la sécurité y est garantie avec un volontarisme qui fait défaut chez nous.



14 octobre (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/monde/l-allemande-face-au-defi-de-l-accueil-des-refugies-ukrainiens-13-10-2022-2493643\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/l-allemande-face-au-defi-de-l-accueil-des-refugies-ukrainiens-13-10-2022-2493643_24.php)

## L'Allemagne face au défi de l'accueil des réfugiés ukrainiens

Officiellement, un million d'Ukrainiens vivent en Allemagne. La coupe est-elle pleine ? Le pays voit apparaître les premiers signes de lassitude dans la population.

Par [Pascale Hugues](#)



Selon les récents chiffres publiés par l'OCDE, plus de 5 millions d'Ukrainiens avaient fui leur pays à la mi-septembre. © Simon Becker / Le Pictorium / MAXPPP / Le Pictorium/Maxppp

Publié le 13/10/2022 à 14h00 - Modifié le 13/10/2022 à 17h44

**C**ombien de temps les Allemands vont-ils continuer à se montrer solidaires envers les réfugiés qui continuent d'arriver d'Ukraine ? Serait-on déjà loin de l'enthousiasme généreux du mois de février, lorsque de nombreuses familles libéraient une chambre pour accueillir une mère ukrainienne et ses enfants et que le pays tout entier s'apitoyait sur le sort de ces voisins chassés de chez eux par un agresseur brutal ?

Une fois de plus, comme lors de la grande vague des migrants de 2015-2016, le nombre de réfugiés ukrainiens accueillis par l'Allemagne est sans commune mesure avec celui, bien moindre, enregistré en France et dans les autres pays d'Europe de l'Ouest. Un million d'Ukrainiens vivent officiellement en Allemagne. C'est compter sans ceux, et ils sont nombreux, qui ne sont pas enregistrés parce qu'ils ont été accueillis par leur famille ou par des proches déjà installés en Allemagne. 140 000 d'entre eux sont inscrits à un « cours d'intégration » pour apprendre l'allemand. Aux Ukrainiens, qui n'ont besoin ni de visa ni de demande d'asile approuvée pour vivre et travailler en toute légalité en Allemagne et dans les autres pays de l'UE, s'ajoute un nombre croissant des demandeurs d'asile venus d'autres régions du globe. Selon le gouvernement de Berlin, près de 135 000 personnes ont déposé une demande d'asile du début de l'année au mois de septembre, soit 35 % de plus que l'année précédente pour la même période. Selon les récents chiffres publiés par l'OCDE, plus de 5 millions d'Ukrainiens avaient fui leur pays à la mi-septembre. Avec la Pologne, l'Allemagne est le pays de l'OCDE qui en accueille le plus grand nombre.

## Les communes affichent complet

Cet hébergement à long terme n'est pas sans poser problème. Ce sont les communes qui tirent en premier la sonnette d'alarme. Elles ont de plus en plus de mal à faire face pour loger les nouveaux arrivants. La pénurie de logements est un grave problème auquel l'Allemagne est confrontée depuis des années. Une situation qui n'est pas près de s'améliorer : l'augmentation du prix des matériaux de construction due à la guerre en Ukraine et l'allongement des délais de livraison ont forcé de nombreux entrepreneurs à stopper leurs chantiers. Si une grande partie des nouveaux arrivants a été accueillie dans les mois passés par des particuliers, ceux-ci ont l'impression d'en avoir fait assez ou souhaitent récupérer leur logement ou la pièce qu'ils avaient mis à disposition des réfugiés.

Pour Burkhard Jung, maire de Leipzig et vice-président du *Deutsche Städtetage*, l'organisme chargé de représenter les communes au niveau fédéral, la situation est très critique dans certaines communes. À Leipzig, des tentes ont été dressées, tandis qu'à Dresde un centre des congrès a été transformé en centre d'hébergement de fortune. La situation, estime Burkhard Jung, est semblable à celles auxquelles les communes avaient dû faire face en 2015-2016 lors de la crise des migrants. L'accueil des nombreux mineurs non accompagnés constitue aussi un défi.

## La facture est lourde

La ministre de l'Intérieur sociale-démocrate Nancy Fraeser a annoncé cette semaine que 56 bâtiments fédéraux supplémentaires seraient mis à disposition des communes, des casernes en particulier. Cela permettra d'accueillir jusqu'à 4 000 personnes. Au début de la guerre en Ukraine, l'État fédéral avait déjà libéré 300 bâtiments pouvant loger 64 000 personnes et débloqué une enveloppe de 2 milliards d'euros. Une réunion avec les chefs des Länder, au début du mois de novembre, doit décider de la répartition du poids financier. Parallèlement, Nancy Fraeser souhaite renforcer les contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne, les migrants arrivant à nouveau plus nombreux à l'approche de l'hiver via la Méditerranée et la route des Balkans. La ministre souhaite prolonger le dispositif mis en place à la frontière avec l'Autriche pour renforcer les contrôles. « Cet exploit humanitaire, reconnaît-elle, est d'autant plus difficile à surmonter que cette terrible guerre se poursuit. »

Si les sondages indiquent qu'une indiscutable majorité est toujours prête à ouvrir les portes de l'Allemagne aux Ukrainiens, les signes de lassitude, voire de ras-le-bol, sont de plus en plus flagrants. Des incidents isolés ont été signalés dans l'ex-RDA. À Apolda, petite ville de Thuringe, un inconnu a essayé de mettre le feu à une bombonne de gaz tout près d'un centre accueillant des réfugiés ukrainiens. À Leipzig, des manifestants proches de l'extrême droite ont insulté des réfugiés en hurlant « salauds, foutez le camp ! » et « c'est nous qui casquons pour vous ! ». Des milliers de *Wutbürger*, ces citoyens en colère, défilent chaque semaine dans les rues du pays avec des revendications telles que faire cesser la livraison d'armes à l'Ukraine, lever les sanctions contre la Russie, racheter du gaz russe, remettre en service Nord Stream 1 et 2 ou encore reprendre un dialogue courtois avec Vladimir Poutine. Tout cela enrobé dans l'éternel slogan « l'Allemagne d'abord ! » (« *Deutschland Zuerst !* »)

## L'extrême droite double sa mise

Plus inquiétant encore : le bon résultat de l'AfD, le parti d'extrême droite, qui vient de doubler sa mise aux régionales de Basse-Saxe dimanche dernier (à l'ouest ! Plus question de se dédouaner en montrant du doigt ces *Ossies* racistes et mal éduqués aux vertus tempérantes de la démocratie), et les 15 % donnés au parti d'extrême droite au niveau fédéral par les instituts de sondage. Et il y a aussi les formules que certains jettent, soi-disant sans penser à mal, dans ce cratère en ébullition.

Le « tourisme social » dont Friedrich Merz, le chef de l'opposition chrétienne-démocrate, accusait les réfugiés ukrainiens qui viennent en Allemagne toucher les allocations sociales et repartent chez eux. Friedrich Merz espérait probablement rallier ainsi les dizaines de milliers d'électeurs sur la frange droite de la CDU tentés d'apporter leur soutien à l'AfD, comme ce fut d'ailleurs le cas en Basse-Saxe dimanche dernier. Si le chef de l'opposition a fait machine arrière, regrettant d'avoir à son insu blessé certains en employant cette formule, il renonce cependant à se voiler la face : de plus en plus de réfugiés et demandeurs d'asile arrivent en Allemagne. Cela va poser problème sur le marché du logement et du travail. Friedrich Merz en a profité pour rappeler qu'après les États-Unis, l'Allemagne est le pays au monde qui accueille le plus d'immigrants.

### Le spectre du déclassement

Tout le monde en est bien conscient à Berlin : la situation pourrait basculer rapidement. Avec les factures alourdies de gaz et d'électricité qui vont bientôt arriver dans les boîtes aux lettres, le caddie au supermarché de moins en moins plein et de plus en plus cher, les premières entreprises qui font faillite, le *Wohlstand* (ce mot si allemand et si intraduisible qui signifie l'aisance matérielle) auquel les Allemands sont si habitués depuis la guerre et auquel il va falloir renoncer... La palette des tons de gris et de noir pour peindre l'avenir est sans fin. Et les Allemands s'angoissent. Un sondage réalisé récemment indique que 73 % d'entre eux ont peur que leurs revenus et leur *Wohlstand* baissent sensiblement. 73 % estiment aussi que le pays va être confronté à une grave crise économique. Si l'on ajoute à cela les 70 % d'Allemands qui craignent la crise climatique et les 67 % qui redoutent que la Russie use de l'arme atomique contre l'Ukraine, on voit que le climat est particulièrement anxiogène en ce moment. La guerre en Ukraine a fait ressurgir les peurs les plus profondes de déclassement. La gigantesque enveloppe de 200 milliards d'euros que vient de débloquer le gouvernement d'Olaf Scholz suffira-t-elle à rassurer ? Rien n'est moins sûr. Si les Allemands, dans leur grande majorité, sont encore solidaires aujourd'hui, certains sont partisans de la loi du chacun pour soi. Pourquoi en effet feraient-ils tous ces sacrifices pour venir en aide aux Ukrainiens ?

Une chose est sûre. Il faut manier les mots avec prudence. Quand Friedrich Merz s'explique, lors de la conférence de presse où il a pris la peine de présenter ses excuses quant à sa déclaration contre le « tourisme social » les Ukrainiens, on peut choisir de le croire ou pas. Mais quand il souligne, dans la foulée, que l'afflux de réfugiés ukrainiens et de demandeurs d'asile auquel on s'attend dans les mois qui viennent est un thème qui doit être abordé par la politique, il n'a pas tort. Il est sidérant de comparer les chiffres de l'Allemagne et de sa voisine, la France. Quand l'Allemagne a accueilli, depuis le début du conflit, plus d'un million de réfugiés ukrainiens, la France n'en dénombrera que 120 000 à 130 000 à la fin de l'année. 107 000 déplacés ukrainiens sont toujours couverts, à l'heure actuelle, par l'allocation pour les demandeurs d'asile délivrée par l'Office français de l'immigration et de l'intégration. L'Ukraine et la Russie sont proches de l'Allemagne : géographiquement, historiquement et politiquement. En France, l'est de l'Europe est une contrée lointaine. Peu d'Ukrainiens dans les trains et les supermarchés du Pays basque et de Bretagne, alors qu'en Saxe et à Berlin, ils sont visibles et partagent le quotidien des Allemands.

14 octobre (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sophie-coignard/coignard-l-epouvantail-de-la-greve-generale-14-10-2022-2493717\\_2134.php?M\\_BT=5707153085533#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Matinale\]-20221014-\[Article\\_1\]](https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sophie-coignard/coignard-l-epouvantail-de-la-greve-generale-14-10-2022-2493717_2134.php?M_BT=5707153085533#xtor=EPR-6-[Newsletter-Matinale]-20221014-[Article_1])

## L'épouvantail de la « grève générale »

CHRONIQUE. En parler jamais, en rêver toujours : tel est l'état d'esprit de la CGT à l'égard de la grève générale, mot d'ordre révolutionnaire d'un emploi délicat.

Par [Sophie Coignard](#)



Philippe Martinez en compagnie de militants en grève à la raffinerie de Gravenchon-Port-Jérôme, le 12 octobre. © LOU BENOIST / AFP

Publié le 14/10/2022 à 07h33 - Modifié le 14/10/2022 à 07h55

Il fallait entendre [Philippe Martinez](#), ce jeudi matin, sur [RMC](#). Le numéro un de la CGT pour encore quelques mois choisissait soigneusement ses mots à propos de la journée d'action qu'il s'apprêtait à lancer pour mardi prochain, le 18 octobre. Grève générale ? lui demandait la journaliste Apolline de Malherbe. Il refusait de reprendre l'expression à son compte et préférerait appeler à une « généralisation de la grève ». Pourtant, la charte d'Amiens, sorte de Constitution de la CGT adoptée en 1906, y fait expressément référence : le syndicalisme « préconise comme moyen d'action la grève générale », peut-on y lire noir sur blanc.

Mercredi dernier, la députée écologiste Sandrine Rousseau n'avait pas ces pudeurs de gazelle : « J'espère que ce sera l'étincelle qui déclenchera un mouvement de grève générale parce que la colère dans le pays est telle que je pense qu'il y a vraiment matière à bloquer », disait-elle au micro de [France Info](#) à propos du mouvement social dans les raffineries et les dépôts de carburants.

### L'apanage de Sandrine Rousseau

Dans notre monde moderne, c'est une députée écolo féministe coutumière des dérapages plus ou moins contrôlés qui s'enflamme à la simple évocation d'une « grève générale », tandis que le patron de la centrale syndicale spécialisée depuis toujours dans la lutte des classes ne consent nullement à s'approprier l'expression. Étrange paradoxe, en apparence seulement.

La grève générale est une arme dangereuse à manier, pour plusieurs raisons. Son objectif final, tout d'abord : il ne s'agit pas seulement d'exposer des revendications mais de mettre un pays à genoux pour renverser le pouvoir en place. Le dernier exemple en date, Mai 68, montre que la

« chienlit » qui en résulte peut finir par déplaire aux Français. Après des semaines de paralysie, la dissolution est annoncée par le général de Gaulle sous l'influence de son Premier ministre, Georges Pompidou. Au terme d'une courte campagne, le pouvoir est conforté dans les urnes. Le maintien de la grève générale dans la durée n'est pas garanti non plus : qui est prêt à « tenir » et pour combien de temps ? Sa coordination, enfin, est un art difficile : comment canaliser tous les mécontentements, toutes les colères dans l'espace et dans le temps ? Et pour quel résultat ?

Tout syndicaliste qui se respecte est conscient qu'une grève réussie est une grève que l'on peut gagner. Or ce sont pour l'instant les abonnés aux mouvements sociaux, essentiellement titulaires d'un emploi protégé, comme à la SNCF ou à la RATP, qui cesseront le travail mardi prochain. Les autres, même les plus mécontents, suivront le mouvement par procuration, comme ce fut le cas durant l'hiver 1995. Le patron de la CFDT, Laurent Berger, a d'ailleurs dit hier son opposition à une telle initiative : « L'appel à la grève générale dont on parle, ça change quoi concrètement ? Pour les travailleurs les plus modestes, rien », a-t-il déclaré sur France Inter hier midi.

Voilà pourquoi Philippe Martinez se montre prudent. Il ne peut pas se permettre de se retrouver dans la position de Sandrine Rousseau quand elle a lancé son signe de ralliement féministe en plein hémicycle la semaine dernière... et qu'elle s'est retrouvée bien seule, en proie au ridicule.

14 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/deux-ans-apres-l-assassinat-de-samuel-paty-l-ecole-toujours-sous-la-menace-islamiste-20221013>

## Deux ans après l'assassinat de Samuel Paty, l'école toujours sous la menace islamiste

Par [Caroline Beyer](#) et [Aude Bariéty](#)

Publié hier à 18:52, mis à jour hier à 19:23



La charte de la laïcité à l'école, mise en place en 2013 et affichée dans les établissements scolaires, doit permettre le dialogue entre enseignants, élèves et parents. ROMUALD MEIGNEUX/SIPA/ROMUALD MEIGNEUX/SIPA

### ENQUÊTE - Menaces, contestations, hausse du port de tenues islamiques... Les enseignants sont en première ligne.

«**Votre prof (...) le sale juif doit arrêter de faire le malin. On va lui faire une Samuel Paty à lui et son père le vieux rabbin sioniste. (...) On va s'occuper de (lui) à la sortie du lycée.**» Cette lettre anonyme glaçante, visant un enseignant d'histoire-géographie, est arrivée il y a quelques jours dans un lycée d'Évry-Courcouronnes (**Essonne**).

Ce qui a déclenché, ce jeudi, l'ouverture par le parquet d'Évry d'une enquête pour «menaces de mort sur personne chargée d'une mission de service public», avec pour circonstance aggravante «l'appartenance vraie ou supposée de la victime à une religion».

#### «Un fossé se creuse»

Cette histoire, qui **survient à quelques jours seulement de la commémoration du deuxième anniversaire de l'assassinat de Samuel Paty**, n'est pas un incident isolé. En témoigne la mise en examen récente, en **Alsace**, de l'oncle d'une lycéenne pour «menaces de mort sur personne chargée d'une mission de service public». **Le 4 octobre, un enseignant d'économie du lycée Scheurer-Kestner de Thann (Haut-Rhin) aborde le sujet de la laïcité avec une classe de seconde.**

Une élève de 15 ans indique ne pas comprendre le fait de ne pas pouvoir porter le voile. La discussion se poursuit à l'issue du cours. Selon le professeur, la jeune fille aurait alors évoqué **les attentats de Charlie Hebdo**. Ce qu'elle conteste. Mais les choses ne s'arrêtent pas là. À la fin de la journée, la mère et l'oncle de l'adolescente, **dont la famille est «connue pour son intégrisme religieux»**, selon une source judiciaire, **sont présents à la sortie du lycée. L'oncle, «véhément selon les**

**témoins», précise cette même source, évoque la mort de Samuel Paty en s'adressant au professeur.** S'ensuivent une plainte, la garde à vue de l'élève et de son oncle, la mise en examen de ce dernier et son placement sous contrôle judiciaire, avec interdiction de se rendre au lycée et de contacter le professeur concerné.

*«Heureusement, ces affaires ne se sont pas finies comme à Conflans-Sainte-Honorine (collège de Samuel Paty, NDLR)»,* glisse Jean-Rémi Girard, président du Syndicat national des lycées et des collèges (Snalc). **En Alsace comme dans l'Essonne, les institutions, tant côté justice que côté Éducation nationale, ont immédiatement réagi.** Du drame d'octobre 2020 est ressortie au moins cette évolution positive: *«Si le **“pas de vagues” subsiste** parfois, on assiste à un véritable changement dans les mentalités, y compris au niveau de l'administration. Les collègues ont plus le réflexe de demander la protection fonctionnelle et ont moins de mal à l'obtenir. Les plaintes sont davantage accompagnées»,* poursuit le Snalc.

**«Mais on sent bien qu'un fossé se creuse entre certains élèves ou certaines familles et l'école,** déplore Déborah Caquet, enseignante agrégée d'histoire-géographie dans l'Essonne et présidente de l'association Les Clionautes. **Parmi les professeurs, personne n'a oublié Samuel Paty. La vie a repris ses droits, mais la liberté d'expression, l'art de la caricature et la laïcité ne sont plus des sujets que l'on aborde aussi facilement.** Auparavant, j'évoquais ces thèmes de façon impromptue. Désormais, je me dis qu'il faut que je sois préparée pour ne pas être prise par surprise.»

## Consignes «tardives»

**«Samuel Paty, tous les enseignants l'ont dans un coin de leur cerveau»,** résume Didier Georges, du syndicat des personnels de direction SNPDEN-Unsa. Et de citer ce témoignage d'un proviseur expliquant récemment que s'il décrétait officiellement interdits les abayas et qamis dans son établissement, il ne pourrait **«s'empêcher de penser à Samuel Paty, qui a été décapité pour moins que cela».** **«Sans consignes claires du ministère, on laissera rentrer les élèves en abayas ou qamis»,** assène en tout cas Didier Georges. *«Décortiquer les signaux d'atteinte à la laïcité nous prendrait toute la journée, d'autant plus que l'imagination n'a pas de limite»,* résume de son côté Indépendance et ID-FO, premier syndicat des personnels de direction à avoir dénoncé, en cette rentrée, l'inertie de l'institution et à réclamer des consignes claires. **La réalité du terrain nous oblige à fonctionner en mode binaire. C'est oui ou non.»**

Mais le ministère n'ira pas plus loin. **La loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux à l'école est «parfaitement claire»,** assure le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, dans une interview au *Monde* parue ce jeudi. Dans cet entretien, le ministre reconnaît **«une vague de port de tenues pouvant être considérées comme religieuses»,** comme **«les abayas, les qamis et les bandanas».** Les chiffres des atteintes à la laïcité, dévoilés ce même jour, en attestent: 313 signalements en septembre, dont 54 % relatifs aux **«ports de signes et tenues»,** un item en forte progression.

Pap Ndiaye met surtout en avant le rôle des réseaux sociaux et **«les conseils que certains influenceurs mal intentionnés peuvent donner aux adolescents pour déjouer la loi».** Que l'on se rassure, **«la République est plus forte que TikTok»,** déclare-t-il. Le ministre, historien des minorités, estime que les **phénomènes communautaristes «limités à des petits groupes» ne doivent être ni «négligés» ni «surestimés».** Pour lui, il faut **«défendre une laïcité positive».** Ces propos sont-ils de nature à ancrer, au sein de l'école, les valeurs laïques et à rasséréner les enseignants, qui éprouvent pour certains **«une vraie inquiétude», «une peur sourde et enfouie»?** **«Le ministre ne parle jamais du sujet spontanément. Il se contente de répondre aux questions des médias ou des parlementaires,** estime un connaisseur du dossier. **Depuis son arrivée, il n'y a**

*pas d'impulsion. Il est pourtant fondamental que le discours vienne d'en haut.»* En son absence, *«certains recteurs et cadres de terrain estiment que la question est accessoire. Certains pensent même que les formations des professeurs à la laïcité sont suspendues...»*. Décidées sous le précédent quinquennat, après l'assassinat de Samuel Paty, ces formations ont vu passer jusque-là 130.000 personnels sur 800.000. *«Il reste des efforts énormes à faire»*, note Stéphane Crochet, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-Unsa).

**Après la médiatisation, au printemps, d'incidents liés à des abayas et qamis pendant la période du ramadan**, le ministre tout juste arrivé en poste avait pris des pincettes, affirmant, en tant qu' *«universitaire et scientifique»*, vouloir *«caractériser calmement»* le phénomène. En août, **une note du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) pointait l'existence, sur les réseaux sociaux, d'une «stratégie d'entrisme salafo-frériste visant à favoriser les pratiques et rites religieux au sein de l'école républicaine»**. En septembre, les services de l'Éducation nationale alertaient les recteurs et rappelaient le cadre légal. *Une alerte peu relayée et peu suivie d'effet. «On ne peut se déconnecter de la réalité de cette poussée, estime le SNPDEN-Unsa. À Paris, le recteur a eu une position limpide, en affirmant que ces tenues manifestaient une appartenance religieuse et que c'était non!»*

À la veille du deuxième anniversaire de l'assassinat **de Samuel Paty, les personnels s'étonnent par ailleurs des consignes «tardives» données par l'institution concernant les hommages.** *«Elles sont arrivées mardi dans certaines académies. Ce n'est pas comme si cette date n'était pas connue. Il ne s'agit pas que, avec le temps, la mémoire s'efface»*, insistent-ils. Ces hommages sont prévus vendredi ou lundi, sous des formats laissés à la libre appréciation des établissements. À Marseille, une directrice d'école a appris mercredi que *«les maternelles ne seront pas concernées»*. Ce qui ne l'empêchera pas, comme l'an dernier, de faire résonner dans sa cour de récréation la chanson *One* de U2, rappelant l'hommage de 2020, à la Sorbonne, en présence du président Macron. *«On ne dira rien aux enfants, mais les adultes savent ce que cela signifie»*, souligne-t-elle.



13 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/13/440659-non-emmanuel-macron-ce-nest-pas-la-fin-de-labondance>

## Non, Emmanuel Macron, ce n'est pas la fin de l'abondance

Justine Colinet

**Ce sont les décisions politiques qui limitent la croissance et la liberté.**



Publié le 13 octobre 2022

On se souvient [du discours](#) autant dramatique qu'alarmiste d'Emmanuel Macron : « Nous vivons la fin de l'abondance », celle des liquidités, des produits, de la technologie, de terre, de l'eau... La rareté serait à nos portes.

Vraiment ?

Sous prétexte de réchauffement climatique, de guerre en Ukraine et de problèmes d'approvisionnement en cours, il s'était adressé à ses ministres et à la population pour décréter officiellement cette fin de l'abondance et appeler les citoyens à l'unité et au sacrifice collectif.

**Mais qu'est-ce que l'abondance au juste ?**

Tout d'abord, l'abondance est le produit de la modernisation et du progrès. Elle a permis à l'humanité de passer de la famine, de la maladie, de la mort prématurée, à une abondance de nourriture sans précédent dans l'histoire, une espérance de vie triplée, à la gestion ou à l'éradication d'énormément de maladies, à une alphabétisation et à une numérisation quasi universelles.

Pensez par exemple à l'épidémie de covid. Elle aurait été jadis attribuée à une malédiction ou un message de dieu(x). Le progrès a permis d'identifier le virus, de pousser la recherche et de trouver des solutions.

C'est la révolution scientifique qui a réussi à placer les preuves empiriques et l'expérimentation pratique au-dessus de la sagesse des anciens ou des déclarations des autorités. Ce sont les Lumières qui ont insisté sur la primauté de la logique et de la raison. C'est la révolution industrielle qui a exploité de nouvelles sources d'énergie pour rendre l'humanité beaucoup plus productive et beaucoup plus riche.

Le fil conducteur qui relie les différents aspects de la modernisation, qu'il s'agisse de technologie, science, médecine, processus de production ou autres, est la notion d'innovation continue. C'est depuis la seconde moitié du XVIIIe siècle que nous n'avons pas cessé de gravir [les échelons du progrès humain](#).

**L'importance de la liberté**

Le processus d'innovation continue est principalement alimenté par la croissance démographique et la liberté.

En effet, la création de connaissances commence par de nouvelles idées qui naissent dans l'esprit humain. Davantage d'esprits génèrent plus d'idées. Ces idées conduisent à de nouvelles inventions, qui sont ensuite testées pour séparer les plus précieuses des moins précieuses. À la fin du processus, on se retrouve avec des

innovations qui stimulent la productivité, la croissance économique et une forte augmentation du niveau de vie.

Mais de grandes populations ne suffisent pas à maintenir l'abondance. Pour innover, les gens doivent être autorisés à penser, parler, publier, s'associer et être en désaccord. Ils doivent être autorisés à épargner, investir, commercer et faire des bénéfices. En un mot, ils doivent être libres.

Les personnes qui ne bénéficient pas de l'égalité des droits et qui sont confrontées à des réglementations lourdes, à une fiscalité confiscatoire ou à des droits de propriété incertains, seront dissuadées de transformer leurs idées en inventions et en innovations. À l'inverse, les personnes qui fonctionnent dans des conditions d'égalité juridique, de réglementation raisonnable, de fiscalité modérée et de droits de propriété sûrs mettront leurs talents à profit.

Lorsque la croissance de la liberté et le stock de connaissances se sont mêlés à l'expansion massive de la population dans l'ère qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, l'abondance est devenue mondiale. Par rapport au revenu par personne, le prix moyen des produits de base les plus utilisés a diminué en moyenne de 84 % entre 1960 et 2018. L'abondance personnelle de l'habitant moyen du globe est passée de 1 à 6,27, soit 527 %. Autrement dit, pour le même temps travaillé pour acheter une unité d'un seau de ressources en 1960, on pouvait en obtenir plus de six en 2018. En moyenne, chaque être humain supplémentaire a créé plus de valeur qu'il n'en a consommé au cours de cette période de 58 ans.

Les atomes de la Terre sont peut-être fixes, mais leurs combinaisons possibles sont infinies. L'économiste américain Thomas Sowell a observé un jour que :

« Les hommes des cavernes disposaient des mêmes ressources naturelles que nous aujourd'hui, et la différence entre leur niveau de vie et le nôtre est une différence entre les connaissances qu'ils pouvaient mettre en œuvre sur ces ressources et les connaissances utilisées aujourd'hui. »

Ce qui compte, ce ne sont donc pas les limites physiques de notre planète, mais la liberté humaine d'expérimenter et de réimaginer l'utilisation des ressources dont nous disposons.

**Malgré tout le pessimisme qui émane de l'Élysée, il n'y a aucune raison pour que l'humanité connaisse la fin de l'abondance.** Les pénuries actuelles sont en grande partie les conséquences de mauvaises décisions gouvernementales. Parmi celles-ci, citons l'arrêt de l'économie mondiale pendant une bonne partie des deux dernières années et un zèle environnemental excessif.

La bonne nouvelle est que les mauvais politiciens peuvent être remplacés et que les mauvaises décisions gouvernementales peuvent être inversées – il suffit de penser aux révolutions Reagan et Thatcher des années 1980. Après une période d'ajustement, la machine à créer des richesses qu'est le capitalisme mondial peut se remettre à tourner. Tant que la liberté de penser, de s'exprimer, d'innover et de commercer est là, l'abondance sera là également.

Non, monsieur Macron, nous ne vivons pas la fin de l'abondance.

13 octobre (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/sciences-nature/alain-aspect-il-faut-donner-envie-aux-jeunes-de-faire-de-la-science-13-10-2022-2493603\\_1924.php](https://www.lepoint.fr/sciences-nature/alain-aspect-il-faut-donner-envie-aux-jeunes-de-faire-de-la-science-13-10-2022-2493603_1924.php)

## Alain Aspect : « Il faut donner envie aux jeunes de faire de la science »

Le Prix Nobel de physique 2022 déplore le niveau de culture scientifique de nos élites et plaide pour davantage de moyens dans la recherche fondamentale.

Propos recueillis par [Gabriel Bouchaud](#)



Alain Aspect, Prix Nobel de physique 2022. © PETER KLAUNZER / KEYSTONE / EPA

Publié le 13/10/2022 à 07h30

**D**ifficile d'imaginer l'effet que peut provoquer l'annonce du prix Nobel de physique sur son récipiendaire. Dans le cas d'Alain Aspect, l'émotion est évidente : elle est à peine altérée par l'erreur, sur le site du Nobel, de son affiliation institutionnelle. Car si le docteur Aspect est bien professeur à l'université Paris-Saclay, c'est via sa chaire à l'Institut d'optique/Université Paris-Saclay. Cette appartenance à l'Institut d'optique lui tient particulièrement à cœur. *« L'Institut d'optique est la maison qui m'a permis de monter cette expérience [celle qui lui a valu de décrocher le Nobel, NDLR] à une époque où bien peu d'institutions m'auraient autorisé à le faire. On trouve souplesse et flexibilité à l'Institut d'optique, ce qui m'a conduit à y revenir en 1992. Je veux donc mettre sur le devant de la scène mon affiliation à cette institution qui est ma maison. »* La correction peut sembler inutile, mais elle montre à quel point Alain Aspect a à cœur d'utiliser sa nouvelle notoriété pour rendre justice à ceux qui ont favorisé sa spectaculaire carrière scientifique. Elle montre aussi que la recherche scientifique est un processus collectif, qui nécessite des ressources et des institutions afin de se développer. C'est ce dont nous avons souhaité lui parler, à une époque où les manques de moyens risquent d'entamer durablement la qualité de la recherche en France.

### **Le Point : Pourquoi la recherche fondamentale est-elle essentielle ?**

**Alain Aspect :** La recherche fondamentale amène à découvrir des phénomènes qui sont par la suite utilisés par d'autres pour des applications plus concrètes. L'exemple caractéristique de cela, c'est le laser : les physiciens étaient fascinés par la lumière laser, qui présente des propriétés extraordinaires. Ils ont organisé des séminaires pour discuter de ces propriétés, ce qui a permis à certaines personnes de réfléchir à des utilisations pratiques du laser, comme la lecture de codes-barres ou de nouveaux types d'imprimantes.

Voilà la démarche, en caricaturant à peine. Des chercheurs sont motivés par la découverte de phénomènes physiques qu'ils veulent faire connaître, en les valorisant et en les expliquant. Et parmi ceux qui écoutent ces explications, il est possible que quelqu'un ait la bonne idée pour exploiter la découverte scientifique ! Les bonnes idées technologiques sont fécondées par les avancées de la science fondamentale. Mais la plupart des chercheurs en sciences fondamentales ne sont pas capables de transformer leurs découvertes : nous avons besoin d'ingénieurs, qui permettent de passer de l'idée à l'application pratique. Ce travail d'ingénierie est extraordinaire, je comprends qu'il en passionne certains.

Je ne suis pas quelqu'un de créatif dans le domaine de l'application. Mais j'ai toujours encouragé ceux qui m'entourent à y penser, à tel point que beaucoup de mes anciens étudiants sont venus me voir pour me demander mon avis et me proposer de les accompagner. C'est pour cela que je suis impliqué dans quelques start-up.

### **Entrevoit-on déjà des applications pratiques à vos découvertes ?**

Ce sont les fameuses technologies quantiques. Il ne s'agit pas encore d'applications grand public, mais certaines fonctionnent déjà, comme la cryptographie quantique. Cette technologie permet de créer un canal de communication absolument sûr. La métrologie quantique avec ce que l'on appelle « des centres NV » [NDLR : une des caractéristiques de la structure cristalline du diamant qui présente des propriétés de photoluminescence].

Ce que l'on appelle la seconde révolution quantique consiste d'une part à comprendre que l'intrication est quelque chose de radicalement nouveau, et d'autre part à devenir capable de manipuler les objets quantiques un par un. Avec des objets uniques, on peut faire des mesures à l'échelle du nanomètre, des mesures de champ électrique, de champ magnétique... J'ai du mal à croire que nous ne trouverons pas d'applications médicales à ce genre de technologie !

### **Quid de la construction d'ordinateurs quantiques ?**

C'est un problème passionnant, qui est à la fois de la recherche appliquée et de la recherche fondamentale. Comme la possibilité de l'ordinateur quantique idéal n'est pas prouvée expérimentalement, cela reste de la recherche fondamentale. En même temps, ça nécessite des avancées technologiques extraordinaires, d'où l'intérêt du mécanisme start-up, utilisé depuis des décennies aux États-Unis et qui leur a valu d'être les leaders dans le domaine de l'informatique.

Nous avons ce mécanisme à l'Institut d'optique : le chercheur du CNRS Antoine Browaeys crée un simulateur quantique, l'un des meilleurs au monde. La start-up Pasqal essaye ensuite de construire ce simulateur de manière plus fiable, avant de fournir à Antoine Browaeys une machine beaucoup plus stable qui lui permettra de résoudre des problèmes plus difficiles. C'est un cercle vertueux. Quant à dire si cela nous permettra d'obtenir des ordinateurs quantiques véritablement utiles pour des applications massives, je n'en sais rien, mais je pense qu'il y aura des applications intéressantes.

### **La culture scientifique du public en France est relativement médiocre. Comment l'expliquer ?**

C'est une question difficile. Il me semble que notre pays favorise la culture littéraire. Cette dernière est vue comme prestigieuse : il y a de la valeur à être un bon écrivain, un bon artiste. Le fait que la plupart de nos dirigeants soient des gens qui n'ont pas fait d'études scientifiques,

depuis le polytechnicien Valéry Giscard d'Estaing, contribue certainement à ce déséquilibre entre la valeur accordée à la culture littéraire et celle accordée à la valeur scientifique.

La culture en France est avant tout vue comme étant politique, historique, littéraire ou économique. Ce sont des sujets très importants, évidemment, mais cela crée un biais dans la fabrication des élites, qui ont une culture relativement monolithique. C'est le cas de beaucoup de journalistes, par exemple. C'est ennuyeux. Même à ceux qui ne veulent pas faire des études scientifiques proprement dites, il faudrait donner une culture scientifique de base. Cette culture n'est même pas donnée à Sciences Po ou dans les écoles de journalisme ! Il faut y remédier.

On a aujourd'hui un autre problème en France : l'enseignement de la physique dans le secondaire a dérivé depuis l'époque de mes études. Même à ceux qui choisissent la voie scientifique, on veut faire comprendre intuitivement, alors que la physique, c'est la représentation par les mathématiques des faits expérimentaux. Je crains qu'on n'aille pas suffisamment au-delà de la description intuitive de phénomènes physiques. La physique décrit la partie du monde qui est mathématisable. Mais il faut bien comprendre la puissance de cette méthode. L'écriture mathématique des phénomènes physiques permet de découvrir un monde plus riche que ce que l'on savait au départ.

Et lorsque ce monde nouveau, décrit par la théorie, est mis en évidence par l'expérimentation, c'est une vraie théorie ! Les équations de Maxwell, au XIX<sup>e</sup> siècle, sont un bon exemple de la démarche. Maxwell écrit des équations condensant tout ce que l'on sait à l'époque sur l'électricité et le magnétisme. À partir de ces équations, il découvre la possibilité d'ondes se propageant à 300 000 km/s. Or on sait déjà, à l'époque, que la lumière se propage à cette vitesse : on conclut donc que la lumière est une onde électromagnétique, ce qu'on ne savait pas. Ensuite, Hertz parvient à créer des ondes électromagnétiques, qui permettront l'invention de la radio. Une bonne théorie donne plus que ce qui avait été mis au départ. La mécanique quantique est, elle aussi, typique de cette démarche.

### **Ne pas maîtriser la méthode scientifique ne rend-il pas trop confiant sur la capacité de la science à résoudre les problèmes du monde ?**

Certes le risque existe, mais je crois que c'est le contraire : sans culture scientifique, la science devient un bouc émissaire facile sur lequel faire porter les problèmes du monde, comme le réchauffement climatique. Je m'insurge contre cette idée : sans la science, nous ne saurions même pas identifier clairement le problème du changement climatique. Le Giec utilise des modèles scientifiques pour déterminer que c'est l'humanité qui est responsable du réchauffement. Et je pense qu'un certain nombre de solutions viendront de la science, comme de meilleures batteries par exemple, même si l'indispensable changement des comportements échappe à un traitement scientifique aussi rigoureux que la physique.

Rêvons un peu : si nous parvenons à construire un ordinateur quantique, il saura peut-être résoudre des problèmes qui sont impossibles à résoudre pour le moment, ou bien résoudre des problèmes que l'on savait déjà résoudre avec un ordinateur classique, mais avec une consommation d'énergie bien plus faible. Ce ne serait pas mal ! Et ce n'est pas exclu. La modélisation du climat pourrait aussi être plus facile sur un ordinateur quantique. Rien ne nous permet d'affirmer que les progrès scientifiques et technologiques ne pourront pas être mis à profit dans cette lutte, bien au contraire.

## **Comment faire en sorte que la recherche en France reste performante ?**

La loi de programmation de la recherche a été une grande déception. Les grands principes qui la sous-tendent nous paraissaient être les bons. Nous avions dit, à l'Académie des sciences, qu'il y avait une somme minimale à débloquent pour pouvoir assurer décemment l'accueil et la formation des étudiants d'une part tout en ayant suffisamment de crédits recherches d'autre part. Ce minimum n'a pas été atteint. Dans la recherche avancée, on survit grâce aux crédits européens, mais il y a aussi besoin de celle qui est un peu moins avancée.

Et on manque du coup de ce que l'on appelait "les crédits blancs". C'était un programme de l'ANR [Agence nationale de la recherche, NDLR] de recherche non finalisée. C'est une bonne chose d'allouer des crédits à certains programmes de recherche bien précis, mais il faut aussi accepter qu'il existe des sujets intéressants qui ne sont pas prévus dans les programmes. Le curseur est allé trop loin vers des sujets finalisés, mais le fond du problème est que nous manquons d'argent.

## **Quel rôle le secteur privé doit-il jouer dans le financement de la recherche fondamentale ?**

La plupart des entreprises privées, soumises à la concurrence, ne peuvent pas s'offrir le luxe de financer de la recherche totalement non finalisée. En revanche, elles peuvent interagir avec des laboratoires qui mènent ce genre de recherche afin de les encourager et de contribuer au financement. Il coûte moins cher à une entreprise de financer les laboratoires qui mènent ce type de recherche que d'avoir leurs propres laboratoires de recherche fondamentale. Il faut encourager les groupes privés à pratiquer ce genre de mécénat où on n'attend pas de retour exploitable à court terme.

Ainsi, quand on a démarré la recherche sur les atomes refroidis par laser dans le groupe de recherche de Claude Cohen-Tannoudji, nous avons été aidés par des crédits de recherche de la défense nationale, aujourd'hui rattachés à la DGA [Direction générale de l'armement, NDLR] L'argument était que les atomes ultrafroids pourraient permettre, un jour peut-être, de construire des gyroscopes plus précis que ceux disponibles à l'époque. Pour un sous-marin en plongée, c'est un enjeu majeur. Nous leur avons précisé que nous allions nous concentrer sur la partie recherche de base, mais ils ont décidé de nous financer, quand même, dans l'idée que les gens que nous formions dans nos laboratoires pourraient, eux, travailler spécifiquement sur la fabrication de gyroscopes. Quarante ans plus tard, les gyroscopes à atomes froids existent !

## **Que fait-on, une fois qu'on est Prix Nobel ?**

Je vais essayer de répondre à une partie des sollicitations, avec l'idée de propager la bonne parole. Je vais bien sûr continuer à essayer de suivre la recherche qui se fait dans mon ancien groupe, mais mon rôle sera avant tout de profiter du porte-voix que l'on me confie pour parler au grand public. Il faut donner aux jeunes l'envie de faire de la science. Je pense que c'est vital pour notre société.

13 octobre (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/edouard-tetreau-le-delabrement-de-la-condition-masculine-ce-probleme-majeur-qu-on-ne-veut-pas-voir-20221012>

## Édouard Tétreau: «Le délabrement de la condition masculine, ce problème majeur qu'on ne veut pas voir»

Par Edouard Tetreau

Publié hier à 19:18, mis à jour hier à 19:32



Édouard Tétreau. *Crédit : Fabien Clairefond*

**TRIBUNE - Le chroniqueur salue l'essai de l'intellectuel anglo-américain Richard Reeves, *Of Boys and Men. Why the Modern Male Is Struggling, Why It Matters, and What to Do About It*, qui décrit une réalité occultée par une époque où un féminisme radical donne le ton: le déclin scolaire et la prolétarianisation d'une part grandissante des hommes.**

Des garçons et des hommes.» Le titre du dernier livre de Richard Reeves, *Of Boys and Men*, publié le 27 septembre aux États-Unis, entre en résonance avec celui de John Steinbeck *Des souris et des hommes (Of Mice and Men)*. L'effet n'est pas que de style. Le roman de Steinbeck décrivait en 1937 l'épopée tragique de deux saisonniers jetés sur les routes de l'Amérique par la Grande Dépression. La débrouillardise de George ne suffit pas à combler les faux pas, les erreurs et les violences incontrôlables de Lennie, gentil colosse au léger handicap mental. La société les rejeta jusqu'au drame final: George tuant Lennie d'un coup de fusil, le libérant de ses souffrances.

*Of Boys and Men* n'est pas un roman, lui, mais un essai sur le nouveau prolétariat de la société américaine en 2022, une caste de réprouvés laissés au bord du chemin: les garçons et les hommes.

Sans esprit polémique, l'auteur, centriste à l'anglo-saxonne, senior fellow de la Brookings (think-tank), ancien conseiller du libéral britannique Nick Clegg, premier vice-premier ministre du gouvernement de David Cameron de 2010 à 2015, pose un regard clinique sur cette violence cachée de la société américaine, et occidentale.

Et ce qu'il voit est effrayant, au premier chef pour le père de trois garçons qu'il est.

Pour commencer par la fin, si l'on peut dire, les trois quarts des suicides et des morts par overdoses aux États-Unis concernent les hommes. Des hommes de plus en plus seuls, qui se remettent beaucoup moins bien que les femmes de leur divorce. Ils souffrent d'une solitude affective mais aussi relationnelle: 15 % des hommes déclarent ne pas avoir d'amis proches en 2020 - ils étaient 3 % en 1990, explique l'auteur.

Économiquement et socialement, leur situation est aussi peu enviable: aux États-Unis, un tiers des hommes n'ayant que l'équivalent du bac en poche sont au chômage - soit 10 millions de personnes. Un homme entré sur le marché du travail en 1983 a 10 % de revenus de moins que la génération précédente ; son équivalent féminin a gagné 33 %.

Sans une once d'agressivité, l'auteur vient réintroduire dans un débat manichéen et ultra-polarisé - les hommes dominateurs, les femmes asservies - un peu de nuance et de doute. Et si les victimes n'étaient plus celles que l'on croyait ?

Le plus grand creux dans le marché du travail aux États-Unis concerne les hommes de 25 à 34 ans. Ils arrivent d'autant moins à s'en sortir que, académiquement et scolairement, le fossé est vertigineux par rapport aux femmes: au lycée, les deux tiers du premier décile (top 10 %) sont des filles ; les deux tiers du dernier décile, des garçons. Pour 100 garçons prêts à entrer à l'école à l'âge de 5 ans, on compte 114 filles.

Pour le patriarcat triomphant, on repassera. Le livre de Richard Reeves est un pavé dans la mare de notre époque. Sans une once d'agressivité, il vient réintroduire dans un débat manichéen et ultra-polarisé - les hommes dominateurs et méchants, les femmes asservies et victimes, idem sur les clivages ethniques et sociaux - un peu de nuance et de doute.

Et si les victimes n'étaient plus celles que l'on croyait?

«Après tout, ils l'ont bien cherché (...), ils se suicident? C'est un aveu!» On anticipera ici en France quelques réactions des passionnés de la lutte contre les hommes. Faisons le pari que leur haine de ceux-ci se fracassera contre l'humble réalité humaine: ces apprenties gorgones ont elles aussi des fils, des frères, des maris, des amis, et parfois même des pères n'ayant pas toujours les épaules si larges que cela pour remplir le rôle de bouc émissaire.

**À lire aussi** Marcel Gauchet: «La masculinité est passée de l'évidence à une mise en doute systématique»

Richard Reeves est prudent sur l'origine de cet effondrement d'une part importante des hommes, comme sur les solutions. Il constate une vertigineuse perte de confiance masculine ; débusque les impostures idéologiques - ainsi de l'invention de la «masculinité toxique», réduisant l'homme à un champignon vénéneux.

L'auteur propose des mesures parfois spectaculaires, comme assumer un an d'écart entre les garçons et les filles à l'école, les filles ayant un an d'avance en maturité ; d'autres mesures concernent le marché de l'emploi - inciter les hommes à investir davantage les métiers Heal - santé («health»), éducation, administration, alphabétisation («literacy») - ; la dernière de ses préconisations est familiale: inciter les pères à mieux investir tous les pans de la paternité, leur rôle économique étant désormais partagé avec les femmes. Mais Reeves évite d'agiter le chiffon rouge devant le taureau: l'esprit de l'époque, si culpabilisateur pour le *vir*, fait de la condition masculine un poids décidément bien lourd à porter.

Nous, les Européens et singulièrement les Français, avons une autre voie à proposer, entre le voilement des femmes dans les pays et territoires où prévaut la loi coranique, et l'étrange effacement des hommes dans les pays anglo-saxons et d'Europe du Nord

Que faire? Ne surtout pas enrayer les progrès spectaculaires de la condition des femmes en Occident: ils sont consubstantiels à notre identité. Ils sont même notre honneur d'hommes, et de femmes. Qui voudrait les remettre en cause, sinon les adversaires de l'Occident: les islamistes, mollahs d'Iran, imams salafistes et fréristes inclus, voulant asservir les femmes sous leur voile et les assigner à résidence ; la Chine de Xi Jinping, entreprenant une campagne massive de revirilisation dans un pays où les avortements sélectifs font disparaître des petites filles par centaines de milliers chaque année.

Nous, les Européens et singulièrement les Français, avons une autre voie à proposer, entre le voilement des femmes dans les pays et territoires où prévaut la loi coranique, et l'étrange effacement



des hommes dans les pays anglo-saxons et d'Europe du Nord. Attention fragile: la promotion des femmes sera durable et irréversible à condition qu'elle ne se fasse pas au détriment de la condition masculine. L'équilibre, plutôt que le mot si arithmétique et froid de parité, ne réclame-t-il pas d'exalter partout - à l'école, dans l'entreprise, l'administration, en politique - et dans une même mesure la promotion, la place et les vertus accordées aux femmes, et celles accordées aux hommes? Proposer une vision positive de la masculinité dans une société postféministe, pour reprendre les termes de Reeves. En français dans le texte: réaffirmer le caractère et la liberté des deux sexes, quand, s'agissant des adversaires de l'Occident, les adeptes de la théorie du genre voudraient nier l'un et les islamistes, asservir l'autre.

13 octobre (NZZ)

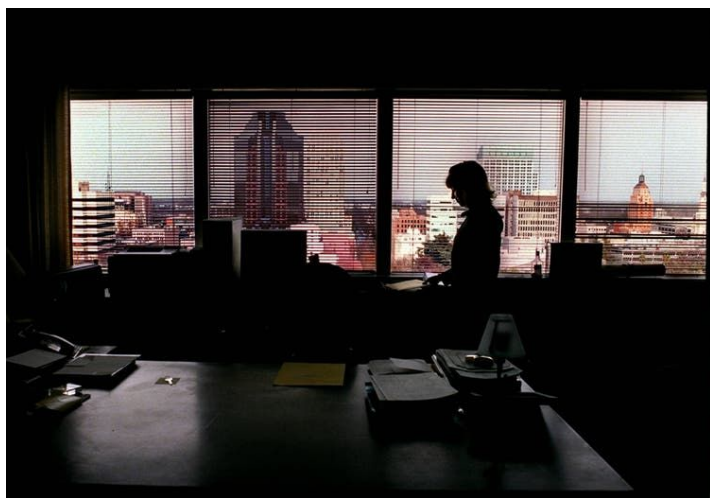
<https://www.nzz.ch/technologie/kaliforniens-energiekrise-vor-20-jahren-ist-ein-lehrstueck-fuer-den-strommarkt-ld.1705192>

## Preisobergrenzen, rollierende Blackouts: Kaliforniens Energiekrise vor 20 Jahren liefert wichtige Lektionen für Europa

Europa zittert vor Stromabschaltungen diesen Winter – Kalifornien machte die bittere Erfahrung bereits Anfang der 2000er Jahre. Für die bis heute schwerste Energiekrise der USA war damals kein Krieg, sondern Marktmanipulation ausschlaggebend.

Marie-Astrid Langer, San Francisco

13.10.2022, 05.30 Uhr



Während der kalifornischen Energiekrise müssen Mitarbeiter in der California Resources Agency Strom sparen – hier die Sekretärin Mary D. Nichols am 11. Januar 2001 im Dämmerlicht ihres Büros.

Amerikanische Medien zeigen oft wenig Interesse an Entwicklungen im Rest der Welt. Doch zurzeit schafft es der alte Kontinent täglich in die Schlagzeilen. «Europas Energiekrise zwingt Firmen, die Lichter auszuschalten» und «Der Winter in Europa könnte zum Frühling für Putin werden» titelten gerade wieder die [«New York Times»](#) und das [«Wall Street Journal»](#).

Die Entwicklungen in Europa erinnern hierzulande an ein schwieriges Kapitel in der kalifornischen Geschichte, das zwanzig Jahre zurückliegt – die schwerste Energiekrise in einem amerikanischen Gliedstaat. **Für Europa liefert die Krise bemerkenswerte Lektionen: Man kann lernen, wie der Staat am Strommarkt besser nicht agiert – und insbesondere, warum Preisobergrenzen für Endkunden eine schlechte Idee sind.**

### **Die vermeintliche Liberalisierung des Marktes war in Wahrheit ein Flickenteppich aus Regulierungen**

Um zu verstehen, wie damals über Kalifornien der **perfekte Sturm** hereinbrechen konnte, muss man zurück in die neunziger Jahre blicken. 1996 trifft der republikanische Gouverneur Pete Wilson einen historischen Entscheid: Kalifornien soll als erster Gliedstaat den **Strommarkt liberalisieren**. Der Beschluss passt nicht nur in die Agenda eines republikanischen Gouverneurs, sondern auch zum damaligen Zeitgeist, da in jenen Jahren andere Industrien wie der Erdgasmarkt liberalisiert werden. **Zudem liegt der Strompreis im «Golden State» ein Drittel über dem landesweiten Durchschnitt; die Hoffnung ist, dass der freie Wettbewerb langfristig die Strompreise senken wird. Das wiederum soll Firmen in das von einer Rezession geplagte Kalifornien locken.**



**Gouverneur Pete Wilson.**

Doch Wilson knüpft die Deregulierung an zahlreiche Auflagen. So werden etwa Stromversorgungsunternehmen fortan gezwungen, ihre Kraftwerke zu verkaufen und Strom am freien Markt einzukaufen. **Insbesondere zwei Auflagen sollten sich später als fatal erweisen: Die Strompreise für Konsumenten werden per Gesetz um zehn Prozent reduziert und auf fünf Jahre eingefroren.** Ebenso führt Kalifornien eine **Preisobergrenze** für den Grosshandel ein, also für den Preis, den die Stromerzeuger verlangen können – allerdings nur für die einheimische Produktion. Für Strom, der aus anderen Gliedstaaten importiert wird, gibt es keine Obergrenze.

Um das neue Regelwerk durchzusetzen, schafft Kalifornien auch zwei neue Institutionen: eine Strombörse namens CalPX (California Power Exchange), welche die Preise pro Megawattstunde am Tag zuvor in Auktionen festsetzt, sowie einen unabhängigen Betreiber für das Höchstspannungsnetz (ISO). Dieser wiederum veranstaltet eigene Auktionen, um Angebot und Nachfrage kurzfristig in Einklang zu bringen. **Denn eine Eigenart des Strommarktes ist, dass sich Angebot und Nachfrage nahezu perfekt die Waage halten müssen - er kann nicht grossindustriell gelagert oder vernichtet werden.** Gibt es ein Überangebot an Strom, kann die Infrastruktur potenziell überladen werden. Umgekehrt könnte ein Mangel an Strom einen Spannungsabfall auslösen (Brownout) oder gar einen Stromausfall (Blackout). Um eine Balance zwischen Angebot und Nachfrage zu halten, müssen Stromanbieter im Vorfeld das Stromangebot planen; meist justieren sie dies 24 Stunden im Voraus. Auch dieser Umstand wird sich als entscheidend in der Energiekrise erweisen.

### **Die Stromnachfrage wächst schneller als gedacht – auch durch den Dotcom-Boom**

Tatsächlich entwickelt sich der Markt in den ersten Jahren so, wie Gouverneur Wilson es beabsichtigt hatte: Das Angebot an Strom ist so gross, dass der Einzelhandelspreis über zwei Jahre hinweg unterhalb der eingefrorenen Preisgrenze bleibt.

Doch die Regierung hat unterschätzt, wie stark die Nachfrage nach Strom in Kalifornien steigen kann – zum einen langsam durch das Bevölkerungswachstum, zum anderen sprunghaft durch Hitzewellen. **Insbesondere der wachsende Technologiesektor des Silicon Valley verbraucht mehr Elektrizität als vorausgesagt.** In San Jose, dem Herzen des Tech-Mekkas, wächst der Strombedarf um die Jahrtausendwende um stolze 8 Prozent jährlich.

**Ein überdurchschnittlich heisser und trockener Frühling im Jahr 2000 ist dann der Stein, der die Krise ins Rollen bringt.** Im Juni klettern die Temperaturen in San Jose auf 40 Grad Celsius, Hunderttausende Haushalte drehen die Klimaanlage hoch und erhöhen den Strombedarf sprunghaft. Zudem führen ausbleibende Niederschläge in jenem Frühling dazu, dass

der Wasserstand in mehreren Stauseen sinkt – die Turbinen aus den dortigen Kraftwerken sollen damals jedoch 20 Prozent des Strombedarfs in Kalifornien im Sommer decken.

**Die Nachfrage nach Strom nimmt rasant zu.** Doch wie sich später herausstellen sollte, hatten Energieerzeuger und -händler von Anfang an eifrig nach Schwachstellen im Regulierungswerk gesucht. So zahlt die ISO neuerdings etwa Stromerzeuger dafür, Kraftwerke auf Stand-by zu halten für den Fall, dass es kurzfristig einen Nachfrageanstieg gibt – wie es nun der Fall ist. Der Preis dafür liegt typischerweise bei 10 Dollar pro Megawattstunde; wobei eine Megawattstunde die Menge an Strom ist, die 1000 Haushalte in einer Stunde verbrauchen. Das neue Regelwerk sieht keinen Höchstpreis für diesen Stand-by-Strom vor.

Immer wieder verknappen Stromerzeuger in Kalifornien nun bei den täglichen Auktionen der CalPX absichtlich die gebotenen Energiemengen in der Hoffnung, dass sie aus ihren Kraftwerken in anderen Gliedstaaten Strom importieren dürfen und dafür einen höheren Preis verlangen können – oder um ihren kalifornischen Strom später als Stand-by-Angebot kurzfristig an die ISO zu einem noch höheren Preis zu verkaufen. Ende Juni 2000 etwa werden laut Medienberichten an der CalPX 750 Dollar für eine Megawattstunde gezahlt, vier bis fünf Mal so viel wie im Sommer des Vorjahres.

## **Energiepreise explodierten in Kalifornien nach der Jahrtausendwende**

**Keine Firma perfektioniert die Tricks so wie der Stromkonzern Enron.** Manager dort haben das neue Regelwerk bis ins letzte Detail studiert und zahlreiche Tricksereien entwickelt, wie das [«Wall Street Journal» Jahre später rekonstruiert](#). Das texanische Unternehmen hat sich in den Markt in Kalifornien und Oregon eingekauft und überlädt immer wieder absichtlich das Stromnetz, um dann für die Entlastung mit bis zu 600 Dollar pro Megawattstunde [entlohnt zu werden](#). Bisweilen täuscht Enron solche Überlastungen auch nur vor.

**Ein anderer beliebter Trick: Enron exportiert Strom aus Kalifornien, beispielsweise zur eigenen Tochterfirma in Oregon, nur um diesen später zu erheblich höheren Preisen wieder nach Kalifornien zurückzuführen.**

Zudem geht Enron, wie sich später herausstellt, **Absprachen** mit zahlreichen Wettbewerbern ein und erhält so Kontrolle über die physische Infrastruktur und den Stromzeitplan. «Wir alle dachten, dass das die klügsten Leute auf der Erde sind», sagte damals Gary Hedrick, CEO von El Paso Electric, dessen Ertrag sich im Jahr 2001 dank Enrons Tricks versiebenfachte.

Einer der führenden Köpfe bei Enron ist Timothy Belden, ein junger Manager Anfang 30, der die Handelsaktivitäten in Portland (Oregon) leitet. Vor dem Bundesbezirksgericht in San Francisco [gesteht er Jahre später ein](#), von 1998 bis Ende 2001 den kalifornischen Strommarkt auf illegale Weise manipuliert und für Enron hohe Gewinne herausgeschlagen zu haben: Allein zwischen 2000 und 2001 dürften sich diese auf 1,8 Milliarden Dollar belaufen haben.

## **Stromabschaltungen gehören zum Alltag wie Verkehrsstaus**

**Erschwerend kommt in jenen Jahren hinzu, dass zahlreiche Kraftwerke ausfallen.** Im November 2000 etwa steht ein Viertel von ihnen still. Es ist unklar, ob dies ein weiterer Kniff raffinierter Marktmanipulatoren ist oder einfach daher kommt, dass **viele der Kraftwerke dreissig Jahre alt sind**. Zu guter Letzt manipulieren auch Firmen, die Erdgas zum Betreiben der Stromkraftwerke liefern, das Angebot und verschärfen so die Stromkrise zusätzlich. Bisweilen betragen die Erdgaspreise in Kalifornien das Sechsfache im Vergleich zum Rest des Landes.

Das System sei so entworfen worden, dass keine Firma allein den Markt kontrollieren könnte, schreibt das «Wall Street Journal» damals, «aber nun, da Kalifornien oft jedes Megawatt brauchte, konnten bereits kleine Stromerzeuger die Preise diktieren.»

Das Chaos am Strommarkt führt über Monate hinweg zu rollierenden Stromabschaltungen in der sechstgrössten Volkswirtschaft der Welt. Blackouts sind insbesondere in Nordkalifornien derart an der Tagesordnung, dass sie im Morgenfernsehen mit den Verkehrsnachrichten und der Wettervorhersage verkündet werden.

Zunächst sind sie meist auf jeweils kleinere Gebiete begrenzt und dauern etwa 90 Minuten. Betroffen sind Städte wie San Francisco und Sacramento, aber auch Gemeinden des Silicon Valley. Es kommt zu abstrusen Situationen: Um von den Stromabschaltungen verschont zu werden, dreht der Chiphersteller Intel freiwillig jeden Nachmittag die Hälfte seiner Bürolampen ab. «Wie im vorindustriellen Zeitalter nutzte man das letzte Tageslicht», [schreibt die NZZ 2001](#).

### **Die Krise endet im Konkurs des Stromanbieters PG&E**

Die Krise spitzt sich immer weiter zu. Anfang 2001 etwa verabschiedet Sacramento ein Notstandsgesetz, laut dem der Staat selbständig Strom zumindest für die nächsten Tage kaufen darf.

Doch das ist, als klebe man auf eine klaffende Wunde ein Pflaster. Im Frühjahr setzen sich die Blackouts fort, bisweilen dauern sie nun stundenlang an und reichen von der nördlichen Grenze zu Oregon bis ins südkalifornische Orange County. Zeitweise sind gar mehr als eine Million Haushalte ohne Strom.

**Die Preisobergrenze für Konsumenten will Gouverneur Davis zunächst nicht kippen, er fürchtet den Unmut der Wähler. Die Bürger haben also keinen Anreiz, ihren Stromkonsum zu reduzieren;** stattdessen müssen die Stromversorger die exorbitante Preisdifferenz schultern. Die zwei grössten Firmen, Southern California Edison und Pacific Gas and Electric (PG&E), haben bis ins Frühjahr 2001 Schulden von 12 Milliarden Dollar angehäuft. Rating-Agenturen stufen ihre Papiere als Ramsch ein, im März muss PG&E Konkurs anmelden.

Die Energiekrise Kaliforniens löst sich erst, als der Gliedstaat die Liberalisierung revidiert: Er kauft im Frühjahr 2001 selbst Strom ein, für den stolzen Preis von einer Milliarde Dollar für einen Monat, und schliesst Stromverträge mit auf Jahre hinaus festgelegten Preisen ab. Zudem werden auch die Preisobergrenzen für Konsumenten angehoben. Angesichts steigender Energierechnungen senken diese daraufhin ihren Konsum. Zudem interveniert nun die amerikanische Energieaufsichtsbehörde Ferc (Federal Energy Regulatory Commission) und erlässt im ganzen Westen der USA Preisobergrenzen. Ab Juni 2001 normalisiert sich der Markt allmählich.

Mehrere Manager von Enron und anderen Stromproduzenten werden zu Haft- und Geldstrafen verurteilt. Doch die Rolle des Konzerns in der Energiekrise wird kurz darauf von dem gigantischen Abrechnungsskandal überschattet, der Enron Ende 2001 in den Konkurs treibt. 2003 wird Gray Davis abgewählt, als erst zweiter Gouverneur in der Geschichte der USA. Andere Gliedstaaten stellen ihre Bemühungen zur Restrukturierung des Energiemarktes ein – sie verweisen auf das abschreckende Beispiel Kaliforniens.

Es **gebe viele Lehren, die andere Länder heute noch daraus ziehen könnten**, sagt Severin Borenstein im Gespräch; der Energieökonom an der Haas School of Business an der Universität Berkeley studierte unter anderem die Krise in Kalifornien. «Man sollte sicherstellen, dass nicht alle Käufe am Spotmarkt geschehen; dass es langfristige Verträge gibt und **dass man sich dessen bewusst ist, dass Energielieferanten enorme Marktmacht ausüben und Preise diktieren können.**» Um Letzteres zu kontrollieren, **brauche man unbedingt eine Reaktion auf der Nachfrageseite – also Endkonsumenten, welche auf die Preisschwünge reagierten.**

### **Konsumenten dürfe man nicht völlig gegen die Preisanstiege abschirmen**

Borenstein sieht auch **Parallelen zur derzeitigen Energiekrise in Europa**, etwa dass die hohen Erdgaspreise die Kosten für Strom insgesamt in die Höhe trieben. **Für völlig falsch hält er jedoch das, was in vielen Ländern Europas zurzeit diskutiert wird, nämlich Konsumenten und Unternehmen gegen die Preisanstiege abzuschirmen und stattdessen die Preise mit staatlichen Interventionen künstlich niedrig zu halten.**

Er schlägt ein anderes Modell vor: Konsumenten und Unternehmen sollten die Menge an Strom, die sie beispielsweise vor zwei Jahren verbraucht hatten, zu einem subventionierten Preis erhalten. «Für alles darüber müssen sie den tatsächlichen Marktpreis zahlen – und für alles, was sie im Vergleich dazu einsparen, werden sie in der Höhe des aktuellen Marktpreises belohnt.» So handhabe Kalifornien etwa den Wassermangel. Besonders am Energiemarkt sei es **ganz wichtig, über die Anreize nachzudenken, die man für jeden Akteur schaffe** – das habe Kalifornien vor zwanzig Jahren schmerzlich zu spüren bekommen.

Der NZZ-Korrespondentin Marie-Astrid Langer [auf Twitter folgen](#).

13 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/international/umerziehungslager-in-xinjiang-die-uigurin-haitiwaji-klagt-an-ld.1705481>

## «Schämst du dich nicht, Xi Jinping?» – Die Uigurin Gulbahar Haitiwaji hat Chinas Gulag überstanden

2016 geriet eine Uigurin auf einem Heimaturlaub in die Fänge des chinesischen Sicherheitsapparats. Nach drei Jahren hinter Stacheldraht kam sie frei. Seither versucht die 55-Jährige, die Welt aufzurütteln. Peking diskreditiert sie als Lügnerin. Doch geht diese Strategie immer weniger auf.

Marco Kauffmann Bossart

13.10.2022, 05.30 Uhr



Die Uigurin Gulbahar Haitiwaji wurde in einem neunminütigen Verfahren zu mehreren Jahren Haft in einem sogenannten Umerziehungslager verurteilt.

«Wir danken unserem grossen Land, wir danken dem verehrten Präsidenten Xi Jinping, wir danken der Partei.» **Gulbahar Haitiwaji rattert die Sätze auch drei Jahre nach ihrer Freilassung herunter.** Ebenso die Verbote, die sie und ihre Mithäftlinge auf Befehl zu repetieren hatten: Es ist verboten, Uigurisch zu sprechen. Es ist verboten, zu beten. Es ist verboten, zu streiten. Es ist verboten, einen Hungerstreik zu beginnen. Es ist verboten, die Befehle nicht zu befolgen. Und so weiter.

### Der Würde beraubt

**Die ewiggleichen, ermüdenden Zwangsrituale** bestimmten Haitiwajis Alltag in den drei Jahren; in der Untersuchungshaft und in den Internierungslagern, die China als Ausbildungsinstitutionen bezeichnet. **Patriotische Lieder brüllen, mit gestreckten Armen im Kreis exerzieren oder die Dankesbezeugungen an die Staatsspitze herunterleiern. Sie funktionierte wie ein Roboter, der mechanisch ausführte, was verlangt wurde. Ohne Emotionen, abgekoppelt von ihrem inneren Wesen.**

Haitiwaji, 55 Jahre alt, spricht schnell, konzentriert. Dem Übersetzer geht es fast zu schnell. Das ändert sich, als sie von den **Demütigungen und Misshandlungen** erzählt. «Der schlimmste Tag war für mich der 1. April 2017», setzt Haitiwaji an, bevor sie unterbricht, innehält und tief seufzt. **Während zwanzig Tagen war sie in der Zelle an eine Pritsche angekettet. Weder der Gang zur Toilette noch jener in den Waschraum wurden ihr erlaubt.** «Ich versuchte, meinen Stuhlgang zurückzuhalten. Aber nach mehr als einer Woche konnte ich nicht mehr. Ich verrichtete meinen Stuhlgang vor zehn Mitgefangenen.» **Im Kunstlicht der Zelle, das unentwegt brannte.** Unter den Augen der Kameras, die alles überwachten. **Sie schämte sich, weinte, fühlte sich**

**gedemütigt, ihrer Würde beraubt.** Nach zwanzig Tagen konnten die Ketten nur mehr mit einem Hammer aufgeschlagen werden. Der rostige Schlüssel des Schlosses war abgebrochen.

## In die Falle gelockt

Haitiwaji und ihr Mann waren 2006 aus Xinjiang **nach Frankreich emigriert.** Diskriminierung und Repression in der mehrheitlich von Uiguren bewohnten Provinz bewogen sie dazu. Von Paris aus besuchte Haitiwaji regelmässig ihre Verwandten in der Heimat. Im Unterschied zu ihrem Mann und ihren Töchtern hatte sie **kein politisches Asyl in Frankreich** beantragt. **Sie behielt ihre chinesische Staatsbürgerschaft.** Die studierte Erdölingenieurin wollte ihre Zelte in ihrer alten Heimat nicht vollständig abbrechen und erhielt von ihrem chinesischen Arbeitgeber unbezahlten Urlaub. So schöpfte sie auch keinen Verdacht, als im November 2016 ihr ehemaliger Arbeitgeber aus China anrief. Sie müsse wegen Formalitäten im Zusammenhang mit ihrer Pensionsregelung persönlich vorbeikommen, um Dokumente zu unterschreiben. Dieses Telefonat entpuppte sich als **Falle.**

Haitiwaji wurde aus den Büros der staatlichen Erdölfirma in Xinjiang abgeführt. Ihre Überzeugung, es handle sich um ein grosses Missverständnis, brach zusammen, als Polizisten im Verhörraum ihr ein Foto auf den Tisch knallten. Ein Foto, das ihre Tochter an einer Kundgebung der uigurischen Diaspora in Paris zeigte. **«Ich selber war nie an einer solchen Demonstration», sagt Haitiwaji. Auch habe sie nie Kontakte mit extremistischen Gruppierungen gehabt.**

Für Verhöre zerrten die Wärter die Gefangene aus ihrer Zelle, stülpten ihr einen Sack über den Kopf und steckten sie im Vernehmungszimmer in einen sogenannten Tigerstuhl; ein eisernes Gestell, an das Hände und Füsse gefesselt werden. «Manchmal drei Stunden, manchmal auch sieben.» Haitiwaji greift an ihre Knöchel und zeigt, wo die Fesseln des Foltergeräts so fest angezogen wurden, dass es schmerzte. **In einem neunminütigen Schnellverfahren wurde sie schliesslich ohne Anwalt und Richter zu sieben Jahren «Umerziehung» verurteilt.**

**Ihren Namen hatte sie zu diesem Zeitpunkt schon längst verloren.** **«Nummer 9!»,** brüllten ihre Peiniger, wenn sie Befehle erteilten. Sich zu widersetzen, bedeutete Schläge. **«Ich schwor mir, dass ich innerlich stark und körperlich fit bleibe.»** Haitiwaji, die auf Einladung der Gesellschaft für bedrohte Völker und der uigurischen Gemeinde in Europa die Schweiz besucht, steht auf und imitiert, wie sie sogar in Fesseln Turnübungen machte.

## Gebete in der Yoga-Pose

**Ausgerechnet im Gulag, wo das Beten streng verboten war, entdeckte sie ihre Religiosität.** «Obwohl ich nie sehr religiös war, habe ich mich Gott zugewandt. Vielleicht als Provokation», schreibt sie in ihrem **Buch, das sie nach der Gefangenschaft mit der französischen Journalistin Rozenn Morgat** verfasste. Haitiwaji trickste die Aufseher im Lager aus, indem sie in der Zelle **Yoga praktizierte, was erlaubt war.** Sie stellte sich in die Mitte des Raums, direkt vor die blinkende Kamera. «Einatmen, Beine spreizen, Hände an die Hüften, ausatmen, Oberkörper zum Boden neigen, während das Blut langsam in meinen Kopf floss, betete ich.» In dieser Position sei es für die Kamera unmöglich gewesen, ihr Flüstern zu Gott zu erkennen. «Was für eine Freude, die Wachsamkeit der Kamera zu überlisten.» **Diese Widerstandsaktionen hätten ihre Kräfte vervielfacht.**



**Zweimal im Jahr wurden die Frauen im Lager geimpft; angeblich gegen Grippeviren. «Viele der Frauen bekamen danach ihre Periode nicht mehr»,** erinnert sich die ehemalige Insassin. Vieles deutet auf **Zwangssterilisationen** hin.

Haitiwajis Familie im Pariser Vorort Boulogne-Billancourt wusste monatelang nichts über ihren Verbleib. **Sie lobbyierte indes unentwegt bei der französischen Regierung, bis Haitiwaji 2019 nach Frankreich abgeschoben wurde.** Doch zuvor nötigte man ihr die Unterschrift unter ein Dokument ab, in dem sie sich verpflichtete, über ihre Erlebnisse in der Strafkolonie nicht öffentlich zu berichten. **Sie hielt sich zunächst daran. Doch ihr Gewissen plagte sie immer stärker; die Welt müsse wissen, wie Chinas Herrscher die Uigurinnen und Uiguren peinigten.**

### **China streitet alles ab**

Die chinesische Botschaft in Paris reagierte auf Haitiwajis Buch mit einer bizarren Erklärung. **Von absurden, frei erfundenen Folterszenen ist darin die Rede.** Sie entstammten möglicherweise literarischen Werken oder westlichen Spielfilmen, schrieben Chinas Diplomaten. Das Ganze sei eine Ansammlung von **Anschuldigungen, die antichinesische Kräfte diesem moralisch schlechten Charakter diktiert hätten. Haitiwaji sei nichts anderes als eine Separatistin und Terroristin, die man aus humanitären Gründen freigelassen habe.** Kurios auch, wie das Pamphlet eine **Theorie** des französischen Soziologen **Pierre Bourdieu** über die Verbreitung von Gerüchten bemüht. **Peking sieht sich als Opfer einer wilden Maschinerie, die von den Medien angetrieben wird.** Die Stellungnahme schliesst mit einem furiosen Dementi: Zwangsarbeit, Misshandlungen, Zwangssterilisationen seien Lügengeschichten, **eine Beleidigung des chinesischen Volks. Peking nennt die Umerziehungslager derweil hartnäckig «Berufsbildungszentren», in denen die Schüler über ihre «Fehler, das Wesen und die verheerenden Folgen von Terrorismus und Extremismus nachdenken können».**

**Vorwürfe abstreiten, die Gegenseite diskreditieren, eine bösartige Verschwörung finsterner Mächte diagnostizieren und ein Gegen-Narrativ entwerfen** – Chinas Regime setzt beim Reizthema Xinjiang auf eine **altbekannte Abwehrstrategie.** Doch haben die Machthaber in Peking zunehmend ein **Glaubwürdigkeitsproblem.** Es sind nicht allein Augenzeugenberichte einzelner Insassen, die Chinas Regierung schwer belasten. Im Mai 2022 gelangten die sogenannten **Xinjiang Police Files** eines investigativen Journalismuskollektivs an die **Öffentlichkeit. Die geheimen Akten aus dem Innern des chinesischen Sicherheitsapparats dokumentieren die systematische Unterdrückung der Uiguren und zeigen, dass die Direktiven offenkundig von höchster Ebene in Peking kommen.** Auch das Uno-Hochkommissariat für Menschenrechte bilanzierte unlängst in einem mit Spannung erwarteten Bericht, die willkürlichen und diskriminierenden Inhaftierungen seien möglicherweise als Verbrechen gegen die Menschlichkeit einzustufen. **Seit 2017 sollen mehr als eine Million Uiguren, mehrheitlich Muslime, in Lager interniert worden sein.**

Für Gulbahar Haitiwaji ist das Verdikt der Vereinten Nationen ein wichtiges Signal, doch sie stört sich an der Tonalität. «Wieso werden die Verbrechen nicht als Genozid eingestuft? Die Wirklichkeit in Xinjiang ist schlimmer, als es der Bericht zum Ausdruck bringt.»

### **Alpträume und Angstattacken**

**Auch drei Jahre nach ihrer Freilassung leidet die Ingenieurin unter Alpträumen und Angstattacken.** «Mitten in der Nacht schrecke ich auf, schwitzend und mit Herzrasen.» Sie wöhnt sich in Träumen in ihrer Heimat und fürchtet sich vor einer Verhaftung. Im realen Leben in Paris

gerät sie in Panik, wenn plötzlich ein Jogger an ihr vorbeirent oder ihr Mann unbemerkt die Küche betritt. **Zudem hat ihr Sehvermögen massiv nachgelassen** – in der Zelle brannte Tag und Nacht Neonlicht.

Danach gefragt, welche Botschaft sie an den Staats- und Parteichef richten würde, wenn sie die Gelegenheit hätte, sagt die sonst abgeklärt wirkende Gulbahar Haitiwaji mit erregter Stimme: **«Hast du kein Herz? Schämst du dich nicht, Xi Jinping? Lass alle Gefangenen sofort frei!»**

13 octobre (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/maxime-tandonnet-pendant-que-le-pays-souffre-que-fait-la-classe-dirigeante-francaise-20221012>

## Maxime Tandonnet: «Pendant que le pays souffre, que fait la classe dirigeante française?»

Par Maxime Tandonnet

Publié il y a 6 heures, mis à jour il y a 5 heures



«Depuis une dizaine d'années, la France baigne dans une **atmosphère profondément anxieuse** qui semble ne jamais devoir prendre fin» *AFP*

### **FIGAROVOX/TRIBUNE - L'essayiste se désole du fossé qui se creuse chaque jour un peu plus entre les élites dirigeantes et la vie quotidienne des Français.**

*Fin observateur de la vie politique française et chroniqueur du FigaroVox, Maxime Tandonnet a notamment publié André Tardieu. L'incompris (Perrin, 2019) et Georges Bidault: de la Résistance à l'Algérie française (Perrin, 2022).*

Depuis au moins un demi-siècle, jamais la société française n'avait été confrontée à une telle conjonction de difficultés quotidiennes et d'angoisses pour l'avenir. Par-delà tous les aveuglements et les dénis, la France est un pays qui souffre en ce moment – même s'il n'est pas le seul ni le plus à plaindre et même si ses dirigeants actuels ne sont pas, loin de là, les seuls responsables de ce malaise. Son école fait naufrage comme le confirment la crise des vocations de professeurs, les classements internationaux (élèves français avant-derniers de l'OCDE en mathématiques selon *Timss*, 23<sup>e</sup> en lecture et compréhension de texte). Les flux migratoires (271.000 premiers titres de séjour et 121.000 demandeurs d'asile en 2021) ne donnent aucun signe de répit. Le chômage reste à un niveau considérable de 5,2 millions de personnes (pôle emploi). La désindustrialisation poursuit ses ravages (déficit commercial annuel de 100 milliards, record absolu en Europe). Les violences continuent d'augmenter (agressions sexuelles, coups et blessures). La dette publique atteint des sommets (116% du PIB), tout comme la misère (plus de 9 millions de personnes sous le seuil de pauvreté d'après l'Insee). L'effondrement du système sanitaire et hospitalier s'est révélé dans toute son ampleur pendant l'épidémie de Covid-19.

À tout cela s'ajoutent désormais l'inflation galopante (6 % annuels), les fins de mois impossibles pour des millions de foyers, les pénuries annoncées d'électricité dues à la mise hors service de la moitié du parc nucléaire et soudain, comme cerise sur le gâteau, la rupture de l'approvisionnement en essence qui frappe de plein fouet les automobilistes. En outre, depuis une dizaine d'années, la France baigne dans une atmosphère profondément anxieuse qui semble ne jamais devoir prendre fin. Elle a été martyrisée par la vague d'attentats terroristes, suivie de la crise des «gilets Jaunes», le mouvement social, puis, aussitôt après, la crise sanitaire accompagnée d'une succession de mesures révélatrices de la fragilité de l'État de droit et des libertés (confinements, couvre-feu, passe vaccinal), alors que l'interminable succession des affaires politico-financières – malgré les promesses répétées d'exemplarité – amplifie le malaise général. Et désormais la guerre d'Ukraine bat son plein et la menace d'un conflit généralisé et de l'anéantissement atomique.

**La classe dirigeante française cultive les polémiques et les sujets de déchirement – qui visent à faire oublier le reste – à l'image de la « répartition » des migrants ou de la généralisation des éoliennes.**

*Maxime Tandonnet*

Mais pendant que le pays souffre, que fait la classe dirigeante française? Elle s'efforce de panser les blessures en distribuant des chèques qui aggravent les déficits et la dette sans pour autant apaiser durablement les souffrances. Elle s'éloigne du traitement de fond des graves problèmes de l'époque à travers une communication infantilisante, par exemple sur la manière de se vêtir ou de régler la température des logements pour économiser le chauffage. Elle cultive les polémiques et les sujets de déchirement – qui visent à faire oublier le reste – à l'image de la « répartition » des migrants ou de la généralisation des éoliennes.

Mais surtout, elle soigne son destin. Les grandes manœuvres pour les élections présidentielles de 2027, voire 2032, sont déjà en cours, aussi incroyable que cela puisse paraître dans un tel contexte... Plusieurs candidats ont déjà annoncé, implicitement ou explicitement, cinq ans à l'avance, leur disponibilité éventuelle pour 2027 (dont par exemple, le dernier en date, M. François Bayrou qui s'est déclaré «*prêt*»). Mme le Pen elle-même n'exclut pas une quatrième candidature en cas de «*circonstances vraiment exceptionnelles*» (et qui doute qu'elles le seront?). Édouard Philippe annonce que son parti Horizon aura son propre candidat... Et bien d'autres ont dit ou laissé entendre qu'ils envisageaient d'être sur la ligne de départ... Voici à quoi pensent en ce moment les principaux responsables politiques de ce pays...

Pire, plusieurs articles de presse concordants (dont la Tribune par exemple), sur la base de confidences venues des plus hautes sphères, font état de calculs dans les coulisses du pouvoir visant à obtenir l'élection d'un fidèle de l'actuel chef de l'État en 2027 qui ouvrirait la perspective d'un retour de celui-ci en 2032 (la Constitution interdisant trois mandats consécutifs). Vrai ou faux? Peut-il y avoir autant de fumée sans feu? Pendant que le pays souffre, les dirigeants politiques donnent ainsi le sentiment de préparer leur destin à l'horizon de 2027 ou 2032... La déconnexion – entre la souffrance réelle des Français et les pensées de la classe dirigeante – fait rage. Les sondages de popularité sont en chute libre – prouvant que près des trois quarts des Français ne sont pas dupes. Les dirigeants actuels paraissent ne pas sentir le climat à la fois désespéré et explosif qui s'installe dans le pays. «*Il n'y a rien de si tranquille qu'un magasin de poudre une demi-seconde avant de sauter*» (André Tardieu).

13 octobre (Atlantico)

[https://atlantico.fr/article/decryptage/super-profiteurs-ou-pas-totalement-tout-pour-comprendre-l-evolution-des-revenus-de-total-et-autres-geants-de-l-energie-damien-ernst?utm\\_source=sendinblue](https://atlantico.fr/article/decryptage/super-profiteurs-ou-pas-totalement-tout-pour-comprendre-l-evolution-des-revenus-de-total-et-autres-geants-de-l-energie-damien-ernst?utm_source=sendinblue)

CRISE

## Super profiteurs...! ou pas totalement ? Tout pour comprendre l'évolution des revenus de Total et autres géants de l'énergie

Total est régulièrement accusé de faire des super profits. Qu'en est-il réellement ?

[Damien Ernst](#) et [Jean-Jacques Handali](#)

Atlantico : Comment se fixent les revenus de Total ?

Damien Ernst : Le gain majeur de Total est fait lors des activités d'exploration de Total Énergies, l'exploration gazière et pétrolière. Un pétrolier où un gazier signe des conventions avec les pays dans lesquels ils exploitent ces dernières. Il y a des pourcentages de gains qui sont indexés sur le prix du pétrole ou du gaz qui reviennent à l'état où l'exploitation a lieu. Et dans ces pays-là ces sociétés sont soumises à l'impôt du pays. Par exemple, 100\$ de baril c'est 30\$ ou 40\$ qui vont revenir au pays, puis les taxes sur ces bénéfices en vigueur dans le pays. Et c'est cela qui forme la partie qui revient au pays. Il faut savoir qu'une compagnie comme Total Énergies est toujours inquiète de produire à perte. Typiquement ce sont des entreprises qui en dessous de 25 ou 30 dollars le baril ne font pas de bénéfices.

Lorsque le baril est vendu à 100\$ sur la moyenne de l'année, ça génère des bénéfices plantureux mais soulignons encore qu'une partie retourne aux États sur lesquels l'exploitation est faite.

Cette partie constitue une part très significative des bénéfices générés sur un baril de pétrole.

Une autre partie des bénéfices de Total est liée aux activités de trading de gaz et de pétrole ou d'énergie électrique. Les raffineries de Total génèrent également de grosses marges. Et il y a une autre source d'argent qui vient des services comme les pompes à essence mais ce sont des marges très faibles voire nulles. Pour ces raisons, les profits faits en France sont faibles. Taxer les surprofits de Total est donc difficile car il ne peut pas y avoir de double imposition. Les activités de Total en France sont principalement du tertiaire, avec le siège social et les pompes à essences. La véritable source de profit française, ce sont les raffineries.

### À LIRE AUSSI

[Sommes-nous menacés de \(vraies\) pénuries d'essence dans les mois à venir ?](#)

Jean-Jacques Handali : Cette question réapparaît à chaque crise de l'énergie, tel un rappel de vaccin contre le Tétanos après une chute à vélo. Il y a chez chaque contribuable comme un cynisme à revisiter ses vieilles douleurs!

Pour commencer, rappelons une évidence: le prix du carburant se fixe librement, selon les règles de l'offre et de la demande (et selon celles de la concurrence). Rappelons aussi que l'Hexagone importe 99% de ses besoins en produits pétroliers.

En France, le pétrole brut ne représente que 25% approx. du prix moyen affiché à la pompe. Prix auquel il faut rajouter, les coûts de raffinage, de stockage, de distribution, etc, soit +/- 15% de plus. C'est donc l'État qui encaisse le reste de la note grâce à la TVA et à la TICPE; soit approx. 60% du prix total!

Les 40 millions automobilistes sont sans doute déjà prêts à crier à l'abus, mais ils oublient une chose: comme la majorité des Français, ils veulent un État providence et cet État providence puise ses ressources dans l'impôt, sous une forme ou une autre...

Tous les marchés, toutes les étapes (de logistique, de raffinage, etc.) sont soumis à concurrence. On sait déjà que les distributeurs ont peu de marges de manœuvre pour jouer sur les prix. Par exemple, en aval, les stations-service ne percevraient qu'un centime par litre d'essence. Une opportunité d'achat (un surplus ponctuel de production), un manque d'efficacité ou d'homogénéité du marché (au niveau du trading), une négociation plus heureuse sur une exploitation peut améliorer les marges d'un distributeur.

Dans la situation actuelle, est-ce que Total et autres géants de l'énergie ont augmenté leurs marges ou ont-ils juste bénéficié de l'envolée des prix ?

Damien Ernst : Ils ont surtout bénéficié d'une envolée des prix. Au niveau de la France, ils ont réalisé dans leurs stations quelques petits gestes envers les consommateurs -qui ne sont pas énormes- ça leur coûte quelques centaines de millions d'euros. Leurs marges ont donc été réduites dans ce secteur. En ce qui concerne la fourniture d'électricité, je pense même qu'ils sont en pertes. En Belgique et en Allemagne, ce sont des entités qui font des pertes. Donc malgré tout, ils font peu de marge. Les raffineries font exception car il y a un manque de capacité de raffinage au niveau planétaire.

Jean-Jacques Handali : Les marges de raffinage de TotalEnergies ont triplé en trois mois. Tous les autres acteurs du secteur ont bénéficié du même phénomène porteur. Le prix moyen de vente de pétrole du géant français a atteint 102,9 dollars par baril en 2022, en hausse de 14,2% sur trois mois et de 64% sur un an. Ses marges de raffinage, qui gravitaient autour de 10,5 dollars par tonne sur l'ensemble de l'année 2021, sont passées à 46,3 dollars au premier trimestre 2022 puis à 145,7 dollars par tonne. Fichtre!

Total a communiqué sur le salaire moyen de ses salariés. Est-ce que les salariés de Total sont mieux ou moins bien traités en comparaison à d'autres dans le même secteur ?

Damien Ernst : Ces entreprises subissent aussi cette loi de l'offre et de la demande au niveau des employés donc je trouve qu'ils sont quand même bien payés dans le secteur de Total énergies. On ne peut dire qu'il y a une exploitation des salariés. Ce n'est pas une société qui fait de la traite de travailleurs et qui les paye vraiment mal, elle s'aligne sur les salaires des sociétés du pays. On a quand même l'impression que dans les pays dans lesquels elles sont implantées les salariés sont contents de rentrer dans ces compagnies. Total a une éthique qui fait en sorte de respecter la législation du travail et ne va pas dans des pays en voie de développement pour flouer les salariés. On ne peut donc dire que cette boîte-là ait une politique salariale qui soit particulièrement critiquable et c'est pour ça qu'ils n'ont pas de gros problèmes de recrutement.

Mais il est clair que du côté employé il y a une sorte de frustration parfois qui se crée parce qu'ils voient que les bénéfices de la société ne sont pas en adéquation avec leur niveau de salaire.

C'est un mouvement social classique qui s'impose dans les boîtes. Quand des entreprises font beaucoup de bénéfices, il y a des mouvements sociaux créés pour avoir des augmentations de salaire au travers de personnes qui sont syndiquées. Les employés savent que si l'activité de la société s'arrête, elle va perdre beaucoup d'argent. Cela donne plus de voix aux mouvements sociaux. Mais ce ne sont pas des mouvements sociaux créés à cause de mauvaises conditions des travailleurs. C'est toute la nuance.

Jean-Jacques Handali : On communique beaucoup sur les salaires en ce moment chez TotalEnergies! La direction a récemment donné l'exemple d'un salaire mensuel de 5'000 euros (primes comprises) réglé à un opérateur de raffinerie. La CGT conteste cette référence, avançant à son tour un chiffre moyen de 2'500 ou 3'000 (début ou fin de carrière).

On ne peut comparer les salaires versés par TotalEnergies à ses employés avec ceux versés dans un autre secteur d'activité. Chaque sphère possède son propre produit, sa propre structure, ses propres rouages, sa propre valeur ajoutée... Les secteurs du luxe, de l'automobile ou de l'événementiel n'ont pas le même modèle de rémunération.

De même, il est difficile de comparer les salaires du groupe à l'échelle mondiale. Un ingénieur à la Défense doit-il être payé la même chose qu'un cadre qui vit loin de la Métropole, dans un environnement plus restrictif, dans un climat plus rude, avec une devise plus volatile? Par ailleurs, il est

impératif de considérer les spécificités du pays en question: haute ou basse grille de salaires, horaires de travail, couverture médicale, etc.

Dans les profits réalisés par total, quelle part est dédiée aux dividendes, et quelle part à l'investissement ?

Damien Ernst : C'est environ 50/50. La rémunération des actionnaires se fait désormais sous forme de dividendes et de share buy-back (rachat d'actions). Les pétroliers, partout dans le monde, n'ont pas énormément augmenté leurs dividendes mais ont augmenté leurs programmes de rachat d'actions. Cela leur permet d'assurer, dans le futur, des dividendes constantes. Il est aujourd'hui difficile de rassurer des investisseurs pour un contexte d'image, de transition énergétique, etc. Il y a une crainte de Total énergies de ne plus pouvoir assurer ce niveau de dividendes à l'avenir, donc ils se préservent avec le rachat d'actions. Les 50% de profits restants sont utilisés pour la pérennisation des activités et aussi, pour moitié, dans des investissements nouveaux : exploitation de gaz, énergies renouvelables, biogaz, ventes de commodités électriques, etc. Total a investi aussi dans les batteries, l'hydrogène et dans les panneaux PV au travers de Sunpower. Mais bien sûr ils continuent aussi d'investir dans le pétrole tout en cherchant à diminuer leur production d'ici 2030. Il est difficile de présenter le pétrole comme un produit d'avenir, mais ils doivent continuer d'investir pour assurer la demande actuelle et future. A ce titre, Total, comparativement à d'autres pétroliers comme Exxon, joue plutôt bien la partition de la transition énergétique.

Jean-Jacques Handali : Dividendes et investissements, ce sont là deux volets aussi déterminants l'un que l'autre.

La recherche de nouveaux gisements, l'entretien des infrastructures, le maintien d'un personnel qualifié, etc. exigent des investissements lourds et continus.

Par ailleurs, rappelons qu'un actionnaire investit dans une entreprise pour en tirer des dividendes et/ou des gains de capitaux. Il ne fait pas cela pour la gloire ou pour aider le secteur pétrolier! Si la société dans laquelle il est investi, réduit ou cesse ses paiements, il orientera son épargne ailleurs, en toute légitimité.

Si l'on regarde sur le temps long, quelles ont été les évolutions respectives des dividendes et des profits ?

Damien Ernst : Les profits de Total ont commencé à exploser en 2021 et c'est encore plus le cas en 2022. Mais en 2020 et 2019, ils étaient très mauvais, car le prix était très faible. Un pétrolier dans les mauvaises années ne fait pas beaucoup d'argent. L'action de Total avait beaucoup chuté pendant le Covid. Le mécanisme de génération de profit de ces boîtes est historiquement assez cyclique, parfois haut, parfois bas.

Jean-Jacques Handali : Presque toujours en hausse.

En définitive, peut-on considérer que Total Energies et les autres géants de l'énergie sont des super profiteurs ?

Damien Ernst : Ce ne sont pas des super-profiteurs. Ils jouent les règles du marché. Mais il est clair qu'ils font des profits élevés, mais pas de manière déloyale. Ils répondent au jeu du marché. Ils ne pratiquent pas le capacity withholding par exemple. A contrario, l'OPEC manipule clairement les prix en diminuant sa production.

Ce qui est certain, c'est que les employés de raffineries sont aujourd'hui dans une bonne position pour négocier de meilleurs salaires. Le mouvement social qui s'est créé est en cela assez naturel.

Jean-Jacques Handali :

Quels sont les risques à accuser Total d'être des super-profiteurs ?

Damien Ernst : Cette politique de dénonciation de Total Energies fait en sorte que le groupe risque de se liquéfier à la fin, comme EDF. Et cela créera une situation encore pire au niveau énergétique. On ne construit pas assez avec les sociétés qui sont championnes dans le domaine de l'énergie en Europe. On les considère trop comme des adversaires, une sorte de mal contre lesquels il nous faut lutter qui accentue cette crise énergétique.

Jean-Jacques Handali : C'est là le commentaire des jaloux! Le pétrole est une énergie mondialement recherchée, dont on annonce régulièrement la mort, mais qui continue de lubrifier les rouages de notre économie. Actuellement, les paramètres décisifs susceptibles de faire reculer sa consommation sont liés à son coût (et/ou son épuisement) et aux aléas économiques / politiques (récession, guerre, etc). Ce sont ces paramètres qui accéléreront la recherche vers une autre source d'énergie. En attendant, TotalEnergies et ses concurrents engrangent des profits liés à la nature de leur secteur d'activité, toujours en demande et hautement volatil.

Un viticulteur qui bénéficie d'un climat particulièrement favorable et d'une récolte d'une grande qualité doit-il être traité de super profiteur parce que son vin se vend plus cher cette année? Il paiera les impôts liés à ses profits. Doit-il pour autant être taxé d'un euro supplémentaire par litre?



13 octobre (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/environnement/Allemagne-greta-thunberg-prefere-le-nucleaire-au-charbon-12-10-2022-2493475\\_1927.php](https://www.lepoint.fr/environnement/Allemagne-greta-thunberg-prefere-le-nucleaire-au-charbon-12-10-2022-2493475_1927.php)

## Allemagne : Greta Thunberg préfère le nucléaire au charbon

L'activiste suédoise juge préférable pour l'Allemagne de continuer à utiliser ses centrales nucléaires plutôt que de rouvrir celles fonctionnant au charbon.

Source AFP



L'activiste suédoise Greta Thunberg lors d'une marche Fridays for Future à Stockholm, le 9 septembre 2022. © JONATHAN NACKSTRAND / AFP

Publié le 12/10/2022 à 09h25

**L**a militante suédoise Greta Thunberg estime préférable de continuer à utiliser les centrales nucléaires actuellement en activité en Allemagne plutôt que de se tourner vers le charbon, dans un entretien paru mardi.

« Si elles (les centrales nucléaires) sont en activité, je pense que ce serait une faute de les arrêter et de se tourner vers le charbon », a dit l'une des plus célèbres activistes au monde de la lutte contre le dérèglement climatique, dans un entretien à la chaîne de télévision ARD dont l'intégralité sera diffusée mercredi.

C'est une « mauvaise idée » de miser sur le charbon, a-t-elle ajouté, selon des extraits de l'interview postés sur Twitter.

### Des élus tiraillés

Les déclarations de Greta Thunberg interviennent dans un contexte tendu où la coalition au pouvoir formée des sociaux-démocrates, des Verts et des libéraux est tiraillée sur les solutions à trouver pour affronter une crise énergétique sans précédent. Initialement, l'Allemagne, dont une grande partie de la population est hostile à l'atome, comptait fermer ses trois derniers réacteurs nucléaires en activité fin 2022.

Mais le gouvernement d'Olaf Scholz est récemment revenu sur cette décision et a décidé de prolonger deux des trois centrales encore en activité jusqu'au printemps 2023.

Les libéraux voudraient aller plus loin et garder en activité plus longtemps les trois centrales, comme l'a souligné le ministre allemand des Finances, Christian Lindner, qui s'est aussitôt réjoui sur Twitter des déclarations de Greta Thunberg.

« Je salue les encouragements de l'initiatrice du mouvement Fridays for Future pour la position des libéraux de maintenir en service nos centrales nucléaires », a-t-il affirmé.

Le gouvernement allemand a par ailleurs également décidé de prolonger l'activité de plusieurs centrales à charbon jusqu'au printemps 2024, même s'il s'est fixé pour objectif d'abandonner cette énergie en 2030.

12 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/un-conflit-revelateur-20221011>

## Grève dans les raffineries: «Un conflit révélateur»

Par [Yves Thérard](#)

Publié hier à 20:42, mis à jour hier à 22:36

### L'éditorial du *Figaro*, par Yves Thérard.

Quand Emmanuel Macron dit que la grève dans les raffineries pourrait nous faire «*partir cul par-dessus tête*», il n'a pas tort. Si elle dure, celle-ci va finir par mettre la société sens dessus dessous, avec le risque, tant redouté à l'Élysée, qu'un retour de flamme de type «gilets jaunes» embrase le pays.

**Ce banal bras de fer salarial révèle, en fait, jusqu'à la caricature, l'état de la France et le climat social qui y règne.** C'est un conflit gigogne, à tiroirs. Tout part des **opérateurs de raffineries ou de dépôts, plutôt mieux payés à la base que l'immense majorité des salariés.** Ils réclament des augmentations. **TotalEnergies, le «monstre capitaliste»** qu'il est de bon ton d'accuser de tous les maux pour s'en mettre plein les poches, doit s'exécuter. N'a-t-il pas réalisé des **superprofits**? Une négociation était programmée, mais peu importe: **une grève préventive doit mettre le couteau sous la gorge du groupe.** Le procédé est d'autant plus contestable qu'il cache une bataille d'influence au sein même de la CGT. Les meneurs de la Fédération de la chimie, attachés à leur tradition industrielle, veulent à cette occasion se faire entendre. Le prochain congrès du syndicat, en mars, pourrait en effet porter une ardente écologiste à **la succession de Philippe Martinez.**

**Cette opposition entre anciens et modernes** ne fait que commencer: qu'en sera-t-il en 2035, lorsque plus aucun véhicule à moteur thermique ne pourra sortir d'usine? **L'adaptation des salariés peut-elle se faire à marche forcée?** Sans parler des habitudes des automobilistes, aujourd'hui privés de leur liberté d'aller et venir. **Cette grève démontre combien nous sommes encore esclaves des énergies fossiles.** Nombre de particuliers et d'entreprises sont déjà affectés: **trois Français sur quatre sont tributaires de leur voiture pour se rendre à leur travail.** Pareille situation ne peut que creuser un peu plus la fracture entre citadins et habitants des lointaines périphéries.

Partie du secteur privé, cette crise heurte désormais de plein fouet l'ordre public. Élisabeth Borne vient d'annoncer la réquisition du personnel pour débloquer certains sites. Il était temps. L'épreuve de vérité a commencé pour le pouvoir exécutif.